



PUBLICIS GROUPE S.A.

20
00



rapport financier

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Mme Elisabeth Badinter

Présidente

Mme Sophie Dulac

Vice-Présidente

M. Robert Badinter

M. Simon Badinter

Mme Monique Bercault

M. Michel Cicurel

M. Michel David-Weill

Mme Hélène Ploix

M. Félix Rohatyn*

M. Robert Louis Seclert

M. Amaury-Daniel de Sèze

M. Henri-Calixte Suaudeau

M. Gérard Worms

** soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'AGO du 14 juin 2001*

DIRECTOIRE

M. Maurice Lévy

Président

M. Bruno Desbarats-Bollet

M. Kevin John Roberts

M. Bertrand Siguier

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Société Mazars & Guérard

125, rue de Montreuil

75011 Paris

Pierre Loeper

140, boulevard Haussmann

75008 Paris

RÉVISEUR CONTRACTUEL

Ernst & Young Audit

4, rue Auber

75009 Paris

Document de référence

En application de son règlement n° 98-01 / 95-01, la Commission des opérations de bourse a enregistré le présent document de référence le 4 mai 2001 sous le numéro R01-173. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des opérations de bourse. Ce document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement, effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société, n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

3	Rapport de gestion du Directoire
15	Rapport du Conseil de Surveillance
17	Comptes consolidés de Publicis Groupe S.A. – Exercice 2000
54	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés
55	Comptes pro forma de Publicis Groupe S.A. – Exercice 2000
58	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes pro forma
59	Comptes sociaux de Publicis Groupe S.A. – Exercice 2000
74	Rapport général et spécial des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux
77	Informations complémentaires
92	Résolutions proposées à l'Assemblée Générale Mixte du 14 juin 2001
95	Calendrier financier 2001
96	Tableau de concordance

Rapport de gestion du Directoire

ANNÉE 2000

L'année 2000 a été marquée par une profonde transformation du Groupe Publicis : sa taille a été multipliée par deux, le propulsant ainsi dans le peloton des cinq premiers groupes mondiaux de communication. En l'espace d'un an, Publicis a changé de dimension, d'univers et a définitivement quitté le groupe des acteurs moyens mono-réseau à l'échelle mondiale pour s'ancrer dans celui des leaders multi-réseaux.

Cette transformation provient avant tout de l'acquisition du groupe Saatchi & Saatchi, l'une des plus prestigieuses agences de publicité, reconnue mondialement pour sa créativité. Publicis s'est ainsi doté d'un deuxième réseau mondial, aux côtés de Publicis Worldwide. Saatchi & Saatchi étend la présence du Groupe sur un plan géographique, le faisant passer de 76 pays à plus de 100 sur les cinq continents mais Saatchi & Saatchi apporte avant tout à Publicis un renforcement en Amérique du Nord et au Royaume-Uni. Cette importante acquisition a pu faire passer au second plan celle de Fallon, une des agences les plus créatives et les plus primées des Etats-Unis. C'est sans aucun doute la plus belle agence dotée de toutes les qualités et de tous les moyens pour affronter le nouveau millénaire et développer un nouveau concept d'agence mondiale.

Plusieurs autres opérations significatives de croissance externe sont venues renforcer notre Groupe en 2000, tant dans le domaine des marketing services (avec l'agence Frankel et l'agence Winner, toutes deux aux Etats-Unis), de la communication spécialisée dans la santé (avec le numéro un du secteur aux Etats-Unis, le groupe Nelson Communications), que sur un plan géographique avec un renforcement spectaculaire aux Etats-Unis, le premier marché publicitaire mondial comme mentionné précédemment. Publicis a également poursuivi son développement dans d'autres zones géographiques à fort potentiel, comme l'Amérique Latine, avec la première agence péruvienne Publicistas Asociados.

Enfin, dans le métier du conseil média et de l'achat d'espace, l'arrivée dans le Groupe de Zenith Media, filiale de Saatchi & Saatchi à hauteur de 50 %, renforce singulièrement la position du Groupe et permet d'envisager la constitution à terme du quatrième

ensemble mondial de ce secteur en l'associant à son réseau Optimedia. Le réseau Optimedia, lancé en 2000 aux Etats-Unis après l'acquisition de l'agence spécialisée DeWitt Media, est désormais présent dans 32 pays.

Toutes ces opérations stratégiques ont été harmonieusement intégrées dans le Groupe Publicis et nous n'avons connu à ce jour aucune perte de clients ni de collaborateurs consécutive à ces événements. Il n'est pas exagéré, si l'on se réfère à d'autres opérations du même genre, de considérer que l'intégration a été tout à fait exemplaire.

Le nouveau Groupe Publicis, résultant de toutes ces transformations, est un groupe réalisant un chiffre d'affaires pro forma pour l'an 2000 de près de 15 milliards d'euros (soit environ 100 milliards de francs), une marge brute de 2,2 milliards d'euros (environ 15 milliards de francs) et comptant 20 340 collaborateurs dans 102 pays et 170 villes. L'activité du "nouveau Publicis" (mesurée par la marge brute) se répartit de la façon suivante sur un plan géographique : 45 % provenant d'Europe, 42 % d'Amérique du Nord et 13 % du reste du monde. Il convient de souligner qu'en plus de la cinquième position mondiale que nous avons atteinte, nous figurons également le plus souvent dans les cinq premiers de plusieurs grands marchés publicitaires (Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, France, Chine, Philippines...).

Il faut noter également que Publicis, déjà coté à la Bourse de Paris, a fait son entrée en septembre 2000 au New York Stock Exchange.

Tout cela fait de l'année 2000 une année tout à fait exceptionnelle dans l'histoire de Publicis et sans aucun doute crée les conditions d'une mutation profonde de notre Groupe.

L'année 2000 s'est révélée également exceptionnelle sur le plan de la croissance interne et de la conquête de nouveaux budgets : la croissance interne ou organique du Groupe a été de 15 % en 2000, soit plus du double de celle du marché publicitaire mondial estimée à 7 %. Cette performance est une constante de Publicis depuis plus de cinq années consécutives. Cette croissance s'est vérifiée dans pratiquement l'ensemble des zones géographiques.

Publicis s'est classé, selon une étude réalisée par la banque Crédit Suisse First Boston, numéro deux mondial du "new business", c'est-à-dire deuxième mondial des gains nets (budgets gagnés moins budgets perdus). Les succès commerciaux rencontrés par Publicis en 2000 ont effectivement été très nombreux, tant auprès de clients existants sur des nouveaux produits et des nouveaux pays, qu'avec de tout nouveaux clients, internationaux ou locaux. Mais surtout notre croissance ne nous a pas détournés de nos clients, notre taux de rétention reste l'un des tout meilleurs du monde. Le chiffre d'affaires total estimé de ces gains nets de budgets a été de 1,7 milliard d'euros. Un grand nombre de marques prestigieuses ont accordé leur confiance aux équipes de Publicis ; pour ne citer que quelques exemples, on retiendra Citibank, OfficeMax, Fuji Photo Film, Sprint Broadband aux Etats-Unis, CIBC au Canada, Wal Mart, Bertelsmann et Glaxo Wellcome en Allemagne, chello Broadband au Royaume-Uni, Les verreries Arques International en France, Renault au Japon, le budget de l'Euro auprès de la Banque Centrale Européenne ainsi qu'auprès de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas, Hewlett Packard et Syngenta, entre autres.

Ce dynamisme commercial s'est accompagné de l'obtention d'un grand nombre de prix et distinctions récompensant la qualité de la création des équipes Publicis, tant sur un plan local qu'au niveau international. Fallon et Saatchi & Saatchi ont été salués pour leur créativité au Festival International du Film Publicitaire de Cannes en 2000 et ont remporté des "lions" d'or, d'argent et de bronze, le Groupe Publicis se classant 3^e au palmarès.

Cette superbe année 2000 s'est bien entendu traduite par des résultats financiers excellents (chiffres publiés incluant Saatchi & Saatchi sur 4 mois) : le chiffre d'affaires a été de 11,8 milliards d'euros, en croissance de 72 %. La marge brute a progressé de façon parallèle : elle s'est élevée à 1,8 milliard d'euros, soit une hausse de 70 %.

L'EBITDA (résultat avant amortissements, frais financiers et impôts) du Groupe a atteint 334 millions d'euros, soit une progression de 78 % et le ratio EBITDA/marge brute s'est établi à 19 %, un point de plus qu'en 1999.

L'EBIT (résultat avant frais financiers et impôts) a atteint 275 millions d'euros soit une progression de 76 % par rapport à

l'exercice précédent. Le ratio EBIT/marge brute s'est établi à 16 % contre 15 % l'année précédente.

Le résultat courant (part du groupe) après impôt et avant amortissements de survaleurs s'est élevé à 151 millions d'euros (en hausse de 83 % par rapport à 1999) et le résultat net (part du groupe) après amortissements de survaleurs et résultat extraordinaire a atteint 127,5 millions d'euros, ce qui représente une croissance de 71 %.

Le résultat par action après impôt et avant amortissements des survaleurs et résultat extraordinaire pour l'année 2000, s'élève à 1,40 euro par action, en progression de 48,9 % par rapport à l'exercice précédent. Exprimé après amortissements des survaleurs et résultat extraordinaire, le bénéfice net par action ressort à 1,18 euro par action (en croissance de 38,8 % par rapport à 1999). La moindre progression du résultat par action par rapport au résultat net est bien entendu la conséquence, tout à fait exceptionnelle, du paiement en actions de l'acquisition Saatchi & Saatchi. Le dividende net proposé pour l'exercice 2000 est de 0,20 euro par action, soit une progression de 17,6 % par rapport à 1999.

Si l'on raisonnait en "pro forma", c'est-à-dire en prenant en compte la contribution de Saatchi & Saatchi sur douze mois complets (en 1999 et en 2000), les performances du Groupe apparaîtraient de la façon suivante :

- un chiffre d'affaires de 14,9 milliards d'euros, en progression de 33,8 % par rapport à 1999 ;
- une marge brute de 2,2 milliards d'euros, en croissance de 32,3 % ;
- un EBITDA de 388 millions d'euros qui a cru de 42,3 % soit un taux de 17,4 % ;
- un EBIT de 313 millions d'euros, en croissance de 42,9 % soit un taux de 14 % ;
- un résultat part du groupe après impôt et avant survaleurs et résultat extraordinaire de 181 millions d'euros (+ 38,8 %) et un résultat net part du groupe (après survaleurs et résultat extraordinaire) de 157 millions d'euros (+ 29,1 %) ;
- un résultat net par action de 1,34 euro et 1,16 euro respectivement selon que l'on se place avant ou après amortissements des survaleurs et résultat extraordinaire.

Ces progressions reflètent la qualité des performances réalisées en 2000 par la plupart des sociétés du Groupe.

L'ensemble des commentaires ci-après est réalisé sur la base des comptes publiés, dans lesquels Saatchi & Saatchi est consolidé sur quatre mois et Nelson Communications sur deux mois. Le résultat net mentionné pour chacune des branches d'activité s'entend avant amortissements des survaleurs et éléments extraordinaires.

COMMUNICATION

La branche Communication, qui regroupe toutes les activités de publicité, de marketing services et les agences spécialisées a réalisé un chiffre d'affaires de 11 275 millions d'euros, en progression de 76,1 % par rapport à 1999. La marge brute s'est élevée à 1 635 millions d'euros, soit une croissance de 77,2 %. Le résultat net part du groupe de la branche a atteint 131 millions d'euros contre 69 millions en 1999, soit une croissance de 89,6 %.

Les performances financières les plus significatives ont été réalisées par les filiales de Publicis Worldwide (filiales internationales hors France et hors Etats-Unis) et par les filiales américaines de Publicis :

- Le groupe **Publicis Conseil** en France, a réalisé un chiffre d'affaires de 912 millions d'euros, en progression de 6 % par rapport à 1999 et une marge brute de 190 millions d'euros, en croissance de 7,4 %. La performance de Publicis Conseil a été proche de celle du marché français en 2000, en croissance de 9,7 % selon l'IREP. En réalité, elle traduit des performances très contrastées, avec une très forte hausse des pôles comme Publicis Dialog ou Media System et des hausses plus faibles pour les autres entités. Le résultat net part du groupe a connu une très forte progression de 45,7 % pour atteindre 21,2 millions d'euros. Cette belle performance est due d'une part à l'amélioration des résultats de Publicis Conseil, agence, et d'autre part, à quelques résultats exceptionnellement bons comme ceux de Media System par exemple.

- Les autres activités françaises, Publicis Centre Media (Optimedia France), conseil et achat d'espaces média, Publicis Consultants, conseil en stratégies de communication d'entreprises

et WAM, société dédiée à la production de films publicitaires, ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 455 millions d'euros, soit une progression de 11 % par rapport à l'année précédente. La marge brute cumulée de ces filiales a représenté 44,7 millions d'euros, en progression de 25,2 %. Le résultat net part du groupe de cet ensemble a atteint 4,4 millions d'euros, en très légère régression par rapport à 1999.

- **Publicis.Net**, holding créé en 2000 pour réunir les activités interactives de Publicis (Publicis NetWorks, Publicis e-brand, Net Intelligenz) et Publicis Technology France ont réalisé un chiffre d'affaires de 19,2 millions d'euros, en croissance de 61 % par rapport à l'année précédente et une marge brute de 15,3 millions d'euros (+ 53,2 %). Cette activité, bien entendu en phase de fort investissement et de développement important, a connu une perte en 2000. Publicis.Net ne regroupe pas encore la totalité de nos opérations du secteur dont certaines dépendent juridiquement et financièrement de sous-holdings régionaux. C'est le cas pour l'essentiel de nos opérations internationales.

- **Publicis USA**, holding créé en 2000 pour regrouper les filiales maintenant nombreuses du Groupe aux Etats-Unis, a atteint un chiffre d'affaires de 3 871 millions d'euros, en très forte progression après les acquisitions de l'année, Frankel, Fallon, Winner, DeWitt Media et Nelson Communications (acquisition réalisée à hauteur de 90 % par remise d'actions Publicis auto-détenues). Toutefois, les "anciennes activités" de Publicis aux Etats-Unis ont réalisé une belle progression en 2000 et en particulier Publicis Hal Riney. La marge brute réalisée par Publicis USA s'est élevée à 516 millions d'euros, également en forte progression due aux acquisitions. A taux de change et périmètre constants, la progression a été de 14 %. Le résultat opérationnel de Publicis USA s'est élevé à 40 millions d'euros. L'activité commerciale a été particulièrement fructueuse en 2000 et des nouveaux budgets aussi prestigieux que Citibank, le comité d'Organisation des Jeux Olympiques de Salt Lake City en 2002, OfficeMax, ont été remportés. Par ailleurs, suite aux acquisitions faites au cours des exercices précédents, le réseau Publicis Dialog s'est organisé aux Etats-Unis. En ce qui concerne les nouvelles acquisitions de l'année, Fallon a considérablement investi pour l'avenir, tant en

conquête de “new business” que d’activités nouvelles avec Fallon Interactive, Brand Consulting et Duffy Design à Londres et à Singapour. De son côté, Frankel a également procédé à de lourds investissements en temps et en recherche pour développer Siren et BrandGuard. Enfin, le rachat de DeWitt Media nous a permis de lancer Optimedia aux Etats-Unis, ce qui a occasionné des coûts importants. Dans ces trois agences, le résultat de l’année a bien sûr été pénalisé par ces phases d’investissement nécessaires pour le long terme.

• **Publicis Worldwide** qui regroupe toutes les autres activités internationales a réalisé une année très impressionnante : son chiffre d’affaires s’est élevé à 4 539 millions d’euros, en progression de 23,3 % par rapport à 1999. Sa marge brute s’est élevée à 622 millions d’euros, soit une progression de 18,6 %. Les plus fortes performances en matière de marge brute ont été réalisées par le Canada, l’Allemagne, le Royaume-Uni, l’Espagne, l’Italie, les Pays-Bas, l’Australie et la Corée. Le résultat net part du groupe de Publicis Worldwide a atteint 56,1 millions d’euros, également en très forte progression (+ 67 %).

Globalement l’activité en **Europe** a été très satisfaisante en 2000 : le chiffre d’affaires réalisé dans cette zone s’est élevé à 3 032 millions d’euros. Le réseau Publicis est déjà particulièrement bien implanté en Europe (il occupe la première place du marché) mais il a encore amélioré certaines positions géographiques : Publicis est devenu en 2000 le 2^e acteur du marché aux Pays-Bas, le 6^e marché publicitaire en Europe et le 4^e au Royaume-Uni, le 2^e marché européen. Les résultats nets des filiales de Norvège et d’Autriche ont entamé leur redressement en 2000, tandis que les performances du Portugal se sont avérées décevantes. Les deux agences anglaises qui avaient connu des difficultés en 1999 ont, de leur côté, réalisé un redressement spectaculaire. En Espagne, le résultat total a été satisfaisant en dépit des difficultés enregistrées par une agence. L’activité en Europe Centrale a été inégale selon les pays, la Hongrie étant le pays le plus dynamique et la République Tchèque, le plus difficile.

En **Amérique Latine**, le Groupe a poursuivi son développement en procédant à l’acquisition de la première agence du Pérou, Publicistas Asociados.

En ce qui concerne les autres pays, la situation a été particulièrement difficile en Argentine, pays frappé par une dure récession, tandis que les performances du Mexique et du Brésil s’avaient décevantes. Au total le chiffre d’affaires de cette zone s’est élevé à 251 millions d’euros.

En **Asie Pacifique**, la progression a été très forte en 2000, démontrant une vigueur économique retrouvée après la crise monétaire de 1997. Le chiffre d’affaires a atteint 722 millions d’euros. Deux pays ont particulièrement tiré la croissance de nos résultats en 2000, la Corée et l’Australie. Les Philippines, où Publicis détient la première place du marché, ont connu une stagnation liée à la situation politique.

Enfin au **Moyen-Orient / Afrique du Sud**, le chiffre d’affaires s’est établi à 214 millions d’euros. La situation a été stable dans cette zone où une progression des activités israéliennes a compensé la forte baisse enregistrée en Afrique du Sud et des résultats décevants dans les autres pays du Moyen-Orient.

• L’acquisition par notre Groupe de **Saatchi & Saatchi** est indiscutablement un des grands événements de notre histoire. Après quelques mois de vie en commun, nous confirmons que cette acquisition a été une excellente décision stratégique. La qualité des équipes, la force de l’image, la complémentarité de notre offre se vérifient régulièrement. Saatchi & Saatchi se révèle être une remarquable agence, extrêmement professionnelle et très créative. Les équipes sont de très bon niveau et nous sommes en droit d’espérer d’excellentes performances financières. Saatchi & Saatchi a réalisé un chiffre d’affaires sur 12 mois de 4 799 millions d’euros, en progression de 11,6 % par rapport à 1999. La marge brute a connu une progression identique pour atteindre 719 millions d’euros. Le résultat net part du groupe s’est élevé à 47 millions d’euros contre 34,7 millions d’euros l’année précédente. Les performances les plus significatives ont été réalisées au Royaume-Uni, en Australie et à Singapour. Le groupe Saatchi & Saatchi a par ailleurs remporté quelques nouveaux budgets prestigieux tels que Prism Communications Services aux Etats-Unis, Telewest et Mr Kipling Cakes en Angleterre, Tiscali en Europe et Gemplus et confirmé son dynamisme commercial. Il est important de noter

que Saatchi & Saatchi a été élue “Meilleure Agence de l’année en Asie” par le magazine Media Marketing de Hong Kong et s’est classée 3^e au Festival Publicitaire de Cannes.

Rappelons que Saatchi & Saatchi a réalisé en 2000 plus de la moitié de son chiffre d’affaires en Amérique du Nord (53 %), 30 % en Europe et 17 % dans le reste du monde, en particulier en Asie.

L’intégration de Saatchi & Saatchi dans Publicis a démarré dès l’automne 2000 : les premières mesures ont consisté à fermer les sièges administratifs de New York et de Londres et à arrêter la cotation de l’action à la bourse de Londres (la cotation à New York ayant été maintenue et reprise par l’action Publicis Groupe S.A.).

S’il est clair que les deux réseaux resteront très indépendants l’un de l’autre, un grand nombre de services disponibles dans un réseau peuvent être proposés aux clients de l’autre réseau et d’importantes synergies existent dans les marketing services comme cela avait été annoncé au moment de l’acquisition de Saatchi & Saatchi ; les services administratifs, financiers, comptables, la gestion des ressources humaines, les achats, l’informatique seront gérés de façon conjointe dans les pays où les deux réseaux sont implantés (services communs), ce qui permettra de générer des économies substantielles. Nous estimons que 10 millions d’euros en année pleine (après impôts) peuvent être gagnés en 2001 grâce à des synergies administratives.

MÉDIAS & RÉGIES

Le chiffre d’affaires total de cette branche qui comprend la vente d’espaces publicitaires aux annonceurs dans le domaine de la presse, de la radio, du cinéma, du multimedia et de l’affichage, s’est élevé à 552 millions d’euros en 2000, soit une croissance de 17,4 % par rapport à l’année précédente.

La marge brute totale de cette branche s’est élevée à 135 millions d’euros contre 117 l’année précédente, une croissance de 15,4 %. Le résultat net part du groupe a fortement progressé (+ 37,2 %), s’établissant à 16,2 millions d’euros contre 11,8 millions l’année précédente. Toutes les régies ont contribué à cette forte croissance. La nouvelle entité Médias et Régies Interactive, en phase de lancement, n’a pas encore pu contribuer au résultat de cette branche.

▷ Presse

Le secteur de la presse écrite qui englobe les régies publicitaires de grands journaux quotidiens, dont en tout premier lieu le Monde et Libération, ainsi que de nombreux magazines à centre d’intérêts grand public ou professionnel, comme Télé Z, le Nouvel Economiste, Marianne, Pariscope, le Monde Informatique et d’autres, a connu une croissance de son chiffre d’affaires de 15,1 % pour s’établir à 220 millions d’euros. La marge brute s’est élevée à 39,5 millions d’euros contre 35,5 millions l’année précédente et le résultat net part du groupe a progressé de 13,9 % en 2000 pour atteindre 1,9 million d’euros.

▷ Radio

Le secteur Radio comporte deux ensembles, Régie 1, la régie de la grande radio généraliste Europe 1 en France et Intervoz Publicidade, leader au Portugal. Le chiffre d’affaires de ce secteur s’est élevé à 101 millions d’euros soit une hausse de 21,6 % par rapport à 1999. La marge brute de 17 millions d’euros a représenté une croissance de 18 % et le résultat net part du groupe a fortement progressé (+ 50,6 %) pour atteindre 1,5 million d’euros.

▷ Cinéma

Le secteur cinéma est concentré sur la société Mediavision, leader du cinéma publicitaire et essentiellement sur le marché français. Plusieurs activités à l’international ont été récemment développées aux Pays-Bas, en Italie, en Suisse et au Brésil. Ce secteur a réalisé en 2000 un chiffre d’affaires de 38,5 millions d’euros, en hausse de 18,4 %, une marge brute de 13,7 millions d’euros, en hausse de 3 % par rapport à 1999 et un résultat net part du groupe de 2,5 millions d’euros en hausse de 53,3 %.

▷ Affichage

Les deux plus importantes composantes de ce secteur sont Métrobus (spécialiste de l’affichage publicitaire dans les transports en commun, contrôlée à 100 %) et Publex, premier afficheur des Pays-Bas (détenu à 50 % par Médias & Régies Europe et à 50 % par JC Decaux). Le chiffre d’affaires total s’est établi à 191 millions d’euros, en hausse de 17,1 % par rapport à 1999. La marge brute

de ce secteur s'est élevée à 65 millions d'euros contre 53,7 millions d'euros en 1999 (+ 20,8 %) et le résultat net part du groupe s'est établi à 10,6 millions d'euros, en croissance de 41,1 %.

Métrobus a pour sa part réalisé un chiffre d'affaires de 156 millions d'euros et une marge brute de 33 millions d'euros, en forte croissance par rapport à 1999 (+ 31,6 %). Le résultat net a significativement augmenté passant de 2,1 millions d'euros en 1999 à 4,8 millions en 2000.

Publex a enregistré une croissance de 10,7 % de son chiffre d'affaires à 34,7 millions d'euros et a vu sa marge brute s'établir à 31,8 millions d'euros (+ 11,7 %). Toutefois, son résultat net part du groupe s'est inscrit en très léger recul à 5,4 millions d'euros (- 1,5 %).

AUTRES ACTIVITÉS

Il s'agit essentiellement du Drugstore Publicis (activité de distribution) et d'activités financières et de services.

Le Drugstore a réalisé un chiffre d'affaires de 11,7 millions d'euros, en recul de 13,4 % par rapport à l'année précédente. Son résultat a été une perte nette de 1,3 million d'euros, toutefois nettement plus limitée qu'au cours de l'exercice précédent.

Les autres activités ont représenté un chiffre d'affaires de 14,6 millions d'euros (+ 2,9 % par rapport à 1999) et leur résultat net part du groupe est resté stable à 938 000 euros.

COMPTE DE RÉSULTAT

Les comptes consolidés sont établis depuis le 1^{er} janvier 2000 en conformité avec les nouvelles règles et méthodes relatives aux comptes consolidés. Les résultats de Saatchi & Saatchi sont intégrés uniquement sur quatre mois.

Le chiffre d'affaires total de 11 806 millions d'euros, soit une progression de 72,1 %, provient d'un excellent niveau de croissance interne, + 15 %, d'effets de change positifs, + 6 %, et des nombreuses acquisitions de l'exercice pour le solde. La contribution de Saatchi & Saatchi (sur les quatre mois d'activité) a représenté 1 669 millions d'euros.

La marge brute du Groupe s'est établie à 1 770 millions d'euros, en croissance de 70 % par rapport à l'exercice précédent. L'activité Publicis, à elle seule, a représenté une marge brute de 1 512 millions d'euros, soit une croissance de 45 % par rapport à 1999. La part de Saatchi & Saatchi, sur quatre mois, a été de 258 millions d'euros.

Les charges de personnel ont évolué de façon très contrôlée en ligne avec la progression de la marge brute : elles ont atteint 984 millions d'euros au total en 2000. Les autres charges opérationnelles ont progressé moins rapidement que l'activité et se sont élevées à 470 millions d'euros.

La dotation aux amortissements hors amortissements des survaleurs s'est élevée à 59 millions d'euros, contre 31,3 millions l'année précédente.

Le résultat financier total s'est établi à -11,2 millions d'euros (frais financiers nets) contre un montant de 9,4 millions (produits financiers nets) l'année passée. Les acquisitions de l'exercice, en particulier aux Etats-Unis, ont généré des dettes et par conséquent un montant de frais financiers sensiblement plus important qu'en 1999.

Le résultat courant du Groupe a atteint 264 millions d'euros soit 60 % de plus qu'en 1999.

Le résultat des sociétés mises en équivalence comprend sur quatre mois la contribution de Zenith Media, société de conseil et d'achat d'espaces publicitaires détenue à 50 % par Saatchi & Saatchi et à 50 % par le groupe britannique Cordiant Communications Group. Au total, le poste s'est élevé à 5,2 millions d'euros en 2000, contre 1,7 million d'euros en 1999.

Le résultat part du groupe après impôt et avant amortissements des survaleurs et résultat extraordinaire s'est élevé à 151 millions d'euros, une progression de 82,8 % par rapport à l'exercice précédent.

Un résultat extraordinaire de 14,8 millions d'euros (9,8 millions part du groupe) a été enregistré : il s'agit d'une plus-value réalisée lors de la cession de la filiale américaine de Médiavision (Médias & Régies).

Le montant total de la dotation aux amortissements des survaleurs a été de 33,5 millions d'euros (dont 33,2 part du groupe) contre 19,4 pour l'année précédente. Cette augmentation significative provient du rythme important d'acquisitions (hors

Saatchi) réalisées par Publicis en 2000, en particulier aux Etats-Unis et dans les Marketing services et la Communication spécialisée.

Le résultat net part du groupe (après amortissements des survaleurs) s'est élevé à 127,5 millions d'euros contre 74,4 en 1999, soit une progression de 71,2 %. Cette progression a été de 37,3 % pour la partie Publicis (passant de 74,4 millions à 102 millions).

BILAN ET FINANCEMENT

Les capitaux propres consolidés sont passés de 396 millions d'euros au 31 décembre 1999 à 376 millions au 31 décembre 2000. Les capitaux propres part du groupe représentent à cette date 298 millions. Il convient de rappeler que l'acquisition de Saatchi & Saatchi a été payée en actions Publicis, avec une parité de 18,252 actions Publicis pour 100 actions Saatchi & Saatchi et que le Groupe a procédé à une augmentation de capital qui ressort à 16,7 millions d'euros au 31 décembre 2000, soit 43 889 149 actions. Publicis a retenu pour cette opération la méthode dérogatoire qui permet de substituer au coût d'acquisition des titres acquis, la valeur des actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de Saatchi & Saatchi. En conséquence, aucun écart de première consolidation n'a été dégagé et l'impact sur les comptes de l'opération d'acquisition Saatchi & Saatchi ressort à - 198 millions d'euros. Enfin, parallèlement à cette augmentation de capital, 43 889 149 CVG (Certificats de Valeur Garantie) ont été émis pour une durée de 18 mois (échéance mars 2002) afin de prémunir les ex-actionnaires de Saatchi & Saatchi d'une baisse de l'action Publicis par rapport à un cours de référence et leur verser le cas échéant une somme maximale de 4,32 euros par action. Cette dette conditionnelle est inscrite en engagement hors bilan.

Publicis est passé en 2000 d'une position de trésorerie nette positive de 137 millions d'euros à fin 1999 à une dette nette de 372 millions d'euros, soit un ratio d'endettement de l'ordre de 1 pour 1. Cette dette représente une année d'EBITDA.

Il convient de garder à l'esprit que Publicis détient 4 658 000 actions du groupe américain de communication True North (environ 9 % du capital) qui au 31 décembre 2000 repré-

sentent une plus-value latente de 191 millions d'euros et que l'on peut estimer, sur la base des cours au 31 décembre 2000, une plus-value latente sur les actions auto détenues de 50 millions d'euros. Ces actions propres sont portées en diminution des capitaux propres.

La marge brute d'autofinancement s'est élevée à 236 millions d'euros en 2000 contre 134 millions en 1999, soit une progression de 76,5 %.

Les investissements de l'exercice se sont élevés à 712 millions d'euros en 2000 contre 178 millions en 1999. Ils se sont répartis entre 540 millions d'acquisitions de filiales (nettes de cessions), 34 millions de rachat d'actions et 102 millions d'investissements en immobilisations corporelles et incorporelles.

INFORMATIONS FINANCIÈRES ET JURIDIQUES

▷ Comptes de la société mère Publicis Groupe S.A. - comptes sociaux

Le chiffre d'affaires de Publicis Groupe S.A., société mère du Groupe, composé principalement de loyers immobiliers et de redevances de location gérance, s'est élevé à 11 620 117 euros en 2000 contre 10 911 256 euros en 1999.

Les produits financiers se sont élevés en 2000 à 44 758 438 euros contre 14 587 183 euros l'année précédente. Cette très forte croissance provient essentiellement de l'augmentation importante des produits financiers des participations, c'est-à-dire des dividendes reçus des filiales : ils sont passés de 10 518 435 euros en 1999 à 43 791 527 euros en 2000, résultat de l'impressionnant programme d'acquisitions de l'année.

Après prise en compte de 16 294 061 euros de charges d'exploitation et de 18 533 249 euros de charges financières et de quote-parts de résultats de sociétés de personnes, le résultat courant avant impôts ressort à 28 197 948 euros contre 12 218 725 euros en 1999.

Le résultat exceptionnel s'élève à 163 829 913 euros. Il inclut essentiellement une plus-value de 185 millions d'euros réalisée en mars 2000 lors de l'apport des participations américaines de Publicis Groupe S.A. à Publicis USA Holdings, créée pour

regrouper toutes les filiales du Groupe aux Etats-Unis. Cette opération avait été réalisée en exonération de taxe (sous agrément de la Direction Générale des Impôts) mais une provision pour impôts de 39 866 582 euros a été constituée.

Après constatation de la charge d'impôt de l'exercice d'un montant de 8 722 euros, le bénéfice net de l'exercice 2000 s'est élevé à 192 019 139 euros contre 20 710 601 euros en 1999.

▷ Prise de participations

Aucune participation dans des sociétés françaises n'a été prise dans le cadre de l'article L 233-6 du Code de commerce.

▷ Distribution de dividendes

Après la très forte augmentation du dividende (+ 39 %) votée l'année passée, nous vous proposons cette année encore une augmentation significative du dividende unitaire (+ 17,6 %), conformément aux engagements pris de progressivement augmenter la part des profits distribués sous forme de dividendes. Le montant global des dividendes qui serait ainsi distribué s'établirait à 27 852 470 euros comparé aux 16 029 818 euros distribués l'année précédente.

Ainsi, nous vous proposons de répartir comme suit le résultat net de Publicis Groupe S.A. pour cet exercice, soit 192 019 139 euros (1 259 562 984 francs) :

	(en euros)	(en francs)
Bénéfice de l'exercice 2000	192 019 139	1 259 562 984
Report à nouveau	24 896 736	163 311 882
soit un total distribuable de	216 915 875	1 422 874 866
dont nous vous proposons l'affectation suivante :		
à la réserve légale	1 675 408	10 989 956
à la distribution aux actions * (0,20 euro ou 1,31 franc x 139 262 350 actions)		
arrêtées au 15 mars 2001	27 852 470	182 700 227
au report à nouveau	187 387 997	1 229 184 683
TOTAL AFFECTÉ	216 915 875	1 422 874 866

(*) le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues à la date de mise en paiement sera affecté au compte report à nouveau.

Si vous acceptez l'affectation proposée, le dividende net serait de 0,20 euro (1,31 franc) par action de 0,40 euro nominal, assorti d'un avoir fiscal de 0,10 euro (0,66 franc).

Il serait mis en paiement le 10 juillet 2001.

Pour satisfaire aux dispositions de l'article L 223-16 du Code de Commerce, nous vous rappelons que les dividendes versés au titre des trois derniers exercices ont été les suivants (avant division par 10 du nominal intervenue le 7 septembre 2000) :

exercice 1997

- 0,79 euro par action de 25 francs de nominal, 0,40 euro d'avoir fiscal
- 5,20 francs par action de 25 francs de nominal, 2,60 francs d'avoir fiscal.

exercice 1998

- 1,22 euro par action de 25 francs de nominal, 0,61 euro d'avoir fiscal
- 8,00 francs par action de 25 francs de nominal, 4,00 francs d'avoir fiscal.

exercice 1999

- 1,70 euro par action de 25 francs de nominal, 0,85 euro d'avoir fiscal
- 11,15 francs par action de 25 francs de nominal, 5,57 francs d'avoir fiscal.

▷ Capital en euro

L'Assemblée Générale de Publicis Groupe S.A. du 11 décembre 1998 a délégué au Directoire tout pouvoir pour convertir le capital en euros. La conversion du nominal de 2,50 francs en un montant arrondi en centième d'euro près a été retenu. En conséquence, le Directoire a décidé que la conversion du capital en euro passe par une élévation du nominal de l'action à 0,40 euro. Au 1^{er} janvier 2001, cette élévation du nominal entraîne une augmentation de capital par incorporation de réserves de 2 609 238,68 euros, portant ainsi le capital de 345 549 547,50 francs (52 678 688,92 euros) à 55 287 927,60 euros divisé en 138 219 819 actions de 0,40 euro de nominal.

Le capital au 15 mars 2001 est de 55 704 940 euros divisé en 139 262 350 actions de 0,40 euro de nominal.

▷ **Actionariat**

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de Commerce, nous vous indiquons que les actionnaires possédant plus de 5 % du capital de la société, au 31 décembre 2000, sont la société anonyme Somarel (22,40 %) la société Putnam (6,75 %), Madame Elisabeth Badinter (5,62 %) et Publicis Groupe S.A. (5,05 % actions auto-détenues).

▷ **Offre publique d'échange Saatchi & Saatchi**

Dans le cadre de l'offre publique d'échange des actions Saatchi & Saatchi et plus particulièrement en application de l'autorisation donnée au Directoire par les troisième et quatrième résolutions adoptées par l'Assemblée Générale du 29 août 2000, nous vous informons qu'en contrepartie des actions Saatchi & Saatchi apportées à l'offre publique d'échange le Directoire a émis au 31 décembre 2000, 43 889 149 actions nouvelles de Publicis Groupe S.A. et autant de certificats de valeur garantie.

Au 7 mars 2001, les titulaires d'options Saatchi & Saatchi ayant exercé leurs options ont reçu en contrepartie des actions Saatchi & Saatchi apportées à l'offre 3 544 365 actions de Publicis Groupe S.A. et autant de certificats de valeur garantie.

Les titulaires d'options Saatchi & Saatchi ayant la possibilité d'exercer leurs options Saatchi & Saatchi jusqu'à la date d'expiration des plans, le Directoire demande à l'Assemblée Générale de renouveler l'autorisation d'émettre un maximum de 1 314 878 actions en contrepartie de l'apport des actions Saatchi & Saatchi résultant des levées d'options de cette société. Cette autorisation n'augmente en aucun cas le montant maximum d'actions autorisé par la huitième résolution de l'Assemblée du 29 août 2000.

Parallèlement le Directoire informe l'Assemblée qu'il n'a pas procédé à l'émission d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis Groupe S.A. en contrepartie de la renonciation des titulaires d'options Saatchi & Saatchi à exercer leurs droits, la faculté d'exercice de ceux-ci étant maintenue ainsi qu'il est dit ci-avant.

▷ **Options de souscriptions d'actions**

En conséquence de la fusion absorption de Publicis Communication par Publicis Groupe S.A. intervenue le 11 décembre 1998, 62 397 options de souscription antérieurement consenties et attribuées par Publicis Communication ont été reprises par Publicis Groupe S.A. et converties en 935 970 nouvelles options de souscription à des actions de Publicis Groupe S.A. de 0,40 euro.

Enfin, votre Assemblée Générale Extraordinaire du 29 août 2000 a autorisé votre Directoire à consentir, en une ou plusieurs fois, des options donnant droit à l'achat ou à la souscription d'actions existantes de la société dans la limite des dispositions législatives en vigueur.

Les bénéficiaires disposent de ce droit de souscription pendant 10 ans. Il a été attribué lors de l'exercice 2000, 100 000 options de souscriptions d'actions Publicis Groupe S.A.

Au cours de l'exercice 2000, il a été levé 70 710 options de souscription.

Au 31 décembre 2000, il reste à lever au total 826 600 options de souscription d'actions de 25 francs nominal.

▷ **Actions propres**

Nous vous informons que Publicis Groupe S.A. a procédé, au cours de l'exercice 2000, à l'acquisition d'actions propres dans le cadre de l'autorisation donnée par les Assemblées Générales du 22 juin 2000 et du 29 août 2000.

Ainsi, 3 480 077 actions Publicis Groupe S.A. ont été acquises en 2000, au cours moyen de 40,62 euros.

Au 31 décembre 2000, le nombre d'actions propres de 2,50 francs nominal en portefeuille s'élève à 6 982 929 pour un prix de revient global de 29,17 euros et représente 5,05 % du capital de Publicis Groupe S.A. Une partie de ces actions (6 111 620 actions) est destinée à être remise en 2001 aux anciens actionnaires de Nelson Communications.

A titre d'information, la plus-value latente que recèlent ces titres, sur la base du cours moyen de décembre 2000, soit 36,40 euros, atteint 50 millions d'euros.

L'autorisation visée ci-dessus et d'une durée de 18 mois prendra fin le 28 février 2002. Nous vous proposons de bien vouloir

autoriser le Directoire, dans le cadre d'un nouveau programme, à acheter des actions de la société pendant une nouvelle durée de 18 mois et dans la limite maximale de 10 % (en ce compris les actions déjà acquises) du nombre total des actions composant le capital social, le Directoire étant autorisé à modifier les conditions de ce nouveau programme en cas d'évolution de la législation. Les objectifs de ce rachat pourront être par ordre de priorité les suivants :

- l'intervention sur le marché aux fins de régularisation du cours de bourse ;
- l'attribution aux salariés de la société dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou en cas de levée d'options d'achat ou encore dans le cadre d'un plan d'actionnariat ou d'un plan d'épargne entreprise ;
- le transfert des actions, par quelque moyen que ce soit, et notamment en vue de prise de participations ou d'intérêts dans d'autres sociétés ;
 - la conservation par l'entreprise ;
 - l'annulation éventuelle des actions par voie de réduction de capital, afin d'optimiser le résultat par action.

▷ Emission d'actions nouvelles ou d'instruments financiers

Conformément à l'article L 225-129 IV du Code de Commerce, nous vous demandons de renouveler l'autorisation donnée au Directoire par l'Assemblée Générale Mixte du 29 août 2000 dans sa dixième résolution, de procéder à des augmentations de capital pendant la période d'une offre publique d'achat ou d'échange.

▷ Gouvernement d'entreprise

Nous vous rappelons que votre Conseil de Surveillance a constitué deux comités pour améliorer encore le gouvernement d'entreprise au sein de votre Groupe.

Le premier, le Comité de nomination et de rémunération a pour rôle principal de proposer la nomination et la rémunération des mandataires sociaux de votre société et de ses principales filiales. Il est composé de Madame Elisabeth Badinter, Présidente,

et de Messieurs Henri-Calixte Suaudeau et Gérard Pédraglio. Ce comité a commencé ses travaux et a mis en place ses procédures internes.

Le second, le Comité d'audit composé de Messieurs Gérard Worms, Président, Simon Badinter et Jean-Paul Morin a pour rôle de superviser l'organisation et la réalisation de l'audit du Groupe dans le but de s'assurer de la régularité et de la sincérité des comptes, de la qualité des procédures financières ainsi que de la mise en œuvre des recommandations faites par les auditeurs externes. Il approuve les budgets consacrés à l'audit externe du Groupe. Ce comité s'est réuni plusieurs fois au cours de l'exercice 2000 et a notamment approuvé le choix d'un second auditeur international (Ernst & Young) pour le Groupe. Il a commencé à exercer sa mission début 2001 à l'occasion de l'arrêté des comptes 2000.

▷ Nomination d'un nouveau membre du Conseil de Surveillance

Nous vous proposons de nommer, en qualité de nouveau membre du Conseil de Surveillance pour une durée de six ans qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2006, Monsieur Felix Rohatyn et nous le remercions d'avoir accepté de rejoindre le Conseil de Surveillance.

▷ Jetons de présence

Nous vous proposons de fixer le montant des jetons de présence à allouer à chacun des Membres du Conseil de Surveillance à 7 622,45 euros (50 000 francs) pour l'exercice 2000, ces jetons de présence étant augmentés d'un tiers pour les Membres faisant partie du Comité d'audit et du Comité de nomination et de rémunération en fonction de leur présence.

▷ Nomination d'un Commissaires aux Comptes

Nous vous demandons de bien vouloir prendre acte de la démission de Monsieur Pierre Loeper et tenons à le remercier tout particulièrement de l'expertise dont il a fait preuve dans l'exercice de son mandat.

Nous vous proposons de nommer, en qualité de second Commissaire aux Comptes titulaire pour une durée de six exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2006, le Cabinet Ernst & Young Audit et en qualité de second Commissaire aux Comptes suppléant Monsieur Denis Thibon pour la même période.

▷ **Objet des résolutions**

Nous vous demandons, avec l'approbation des comptes annuels de l'exercice 2000 et des opérations résumées dans les rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux comptes :

- d'affecter le résultat de l'exercice 2000 ;
- de donner quitus aux Membres du Directoire pour leur gestion au cours de l'année 2000 ;
- de donner quitus aux Membres du Conseil de Surveillance pour l'exécution de leur mandat au titre de l'exercice 2000 ;
- de fixer le montant des jetons de présence à allouer au Conseil de Surveillance pour l'exercice 2000 ;
- de délibérer en application de l'article L 225-86 du Code de Commerce ;
- de nommer un nouveau membre du Conseil de Surveillance ;
- de nommer un Commissaire aux Comptes titulaire et un Commissaire aux Comptes suppléant ;
- de renouveler l'autorisation de rachat par la société de ses propres actions ;
- de renouveler, conformément à l'article L 225-129 IV du Code de Commerce, l'autorisation au Directoire d'augmenter le capital social, en période d'offre publique d'achat ou d'échange, par émission d'actions, de valeurs mobilières diverses ou de bons ;
- de porter à 200 le nombre d'actions devant être détenues par chacun des membres du Conseil de Surveillance et de modifier en conséquence le paragraphe V de l'article 13 des statuts ;
- de renouveler la délégation donnée au Directoire pour émettre des actions nouvelles en rémunération de l'apport des actions Saatchi & Saatchi suite aux levées d'options de souscription des titres Saatchi & Saatchi.

Tel est l'objet des résolutions soumises à votre approbation.

PERSPECTIVES 2001

Les prévisions de croissance du marché publicitaire en 2001 établies par les instituts reconnus par la profession, prévoient une croissance modérée du marché mondial, en particulier aux Etats-Unis. L'Europe, l'Asie et l'Amérique Latine devraient connaître une progression relativement satisfaisante par rapport à 2000.

Publicis a démontré de façon constante depuis plusieurs années que sa croissance était plus de deux fois supérieure à celle du marché. Nous demeurons confiants sur notre capacité à continuer sur cette voie et réaliser une croissance organique supérieure à l'augmentation du marché en 2001 : notre taille, notre portefeuille de clients et la répartition géographique de nos activités nous donnent confiance. Ils nous permettent de penser que nous pouvons réaliser à nouveau un bon niveau de croissance de notre activité et de nos résultats.

Le niveau exceptionnel des gains de nouveaux budgets en 2000 et la poursuite de ce mouvement début 2001 (Siemens Corporate et United Airlines au niveau mondial, Iomega Corp., Informix aux Etats-Unis, Renault Samsung en Corée...) viennent conforter ce sentiment.

Enfin l'intégration de Saatchi & Saatchi et la mise en œuvre de synergies tant au niveau commercial (élargissement des services proposés aux clients des deux réseaux) qu'au niveau des coûts de structure (administratif, production, achats...) vont contribuer à augmenter la marge opérationnelle du nouvel ensemble (EBIT/revenu) dès 2001 pour l'amener au plus tard à l'horizon 2003 au niveau de 15 %. Enfin, le Groupe s'est fixé comme objectif d'augmenter significativement la part des Agences Spécialisées et Marketing Services (SAMS) dans le revenu du Groupe et d'atteindre à l'horizon 2003 une proportion de 55 % en publicité traditionnelle et 45 % en SAMS.



Rapport du Conseil de Surveillance

L'année 2000 a été une année exceptionnelle pour Publicis. Après plusieurs acquisitions américaines de premier plan au cours du 1^{er} trimestre 2000, Publicis a fait un saut majeur et déterminant avec l'acquisition du brillant et créatif réseau mondial Saatchi & Saatchi, pour devenir une agence multi-réseaux et le 5^e groupe publicitaire au plan mondial.

Les résultats qui viennent de vous être présentés par le Directoire témoignent de cette nouvelle dimension de Publicis devenue Publicis Groupe S.A. et de la justesse de sa stratégie de mondialisation.

Les performances 2000 pour Publicis tant en termes d'activité que de résultats sont remarquables et l'on peut même dire exceptionnelles. Elles marquent un record historique pour Publicis et parachèvent la transformation du Groupe engagée il y a cinq ans.

Grâce à cette nouvelle dimension, Publicis Groupe S.A. pourra, en 2001, continuer d'offrir à ses clients les meilleurs services, dans tous les domaines et dans tous les pays.

Nous remercions tous les collaborateurs et les dirigeants de Publicis, fédérés autour du Président du Directoire et nous leur apportons tout notre soutien pour la réussite du développement en cours. Les objectifs de croissance du Groupe restent ambitieux et les moyens pour les atteindre sont réunis.

C'est donc avec confiance que nous abordons l'année 2001.

Conformément à l'article L 225-68 du Code de Commerce sur les sociétés commerciales, les bilans et les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2000, ainsi que le rapport de gestion du Directoire nous ont été soumis. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces documents et nous avons reçu toutes les informations qui nous paraissaient utiles.

En notre qualité de représentants des actionnaires, nous acceptons la proposition faite par le Directoire de porter le dividende unitaire à 0,20 euro (1,31 franc) par action de 0,40 euro de nominal avec un avoir fiscal de 0,10 euro (0,65 franc), soit au total 0,30 euro (1,96 franc), ce qui représente une augmentation unitaire de 17,6 % qui fait suite à la progression de 39 % de l'année passée. Ainsi compte tenu de l'augmentation de capital réalisée pour rémunérer la fusion avec Saatchi & Saatchi, le Directoire nous propose de distribuer un dividende total de

27 852 470 euros contre 16 029 818 euros l'année précédente soit une progression globale de 73,8 %.

Nous vous proposons de nommer d'une part, en qualité de nouveau membre du Conseil de Surveillance, pour une durée de six ans, Monsieur Felix Rohatyn et d'autre part, en qualité de second Commissaire aux Comptes titulaire, le Cabinet Ernst & Young Audit et en qualité de second Commissaire aux Comptes suppléant, Monsieur Denis Thibon, pour une durée de six exercices.

Enfin, nous avons donné notre assentiment préalable au Directoire pour son projet d'achat en bourse par la société de ses propres actions, et pour sa demande de renouvellement de l'autorisation d'augmenter le capital social, en période d'offre publique d'achat ou d'échange, par émission d'actions, de valeurs mobilières diverses ou de bons. Nous avons également donné notre assentiment préalable, sur sa demande de renouvellement de la délégation pour émettre des actions nouvelles en rémunération de l'apport des actions Saatchi & Saatchi émises suite aux levées d'options de souscription des titres Saatchi & Saatchi.

Nous vous invitons à approuver les résolutions qui vous sont proposées à la présente Assemblée Générale Mixte, Ordinaire Annuelle et Extraordinaire.



Comptes consolidés de Publicis Groupe S.A.

Exercice 2000

18	Chiffres clés en euros et en francs
20	Compte de résultat consolidé
21	Bilan consolidé au 31 décembre
22	Tableau des flux de trésorerie consolidés
23	Notes annexes aux comptes consolidés
45	Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2000
55	Comptes pro forma

Chiffres clés en euros

<i>en millions d'euros</i>	RÉEL			PRO FORMA ⁽¹⁾		
	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Chiffre d'affaires reconstitué	11 806	6 860	5 473	14 936	11 159	9 067
Revenu	1 770	1 042	851	2 231	1 687	1 389
EBITDA (résultat intermédiaire)	334	187	143	387	272	221
% EBITDA / Revenu	19 %	18 %	17 %	17 %	16 %	16 %
EBIT (résultat d'exploitation)	275	156	116	313	219	174
% EBIT / Revenu	16 %	15 %	14 %	14 %	13 %	13 %
Résultat part du groupe après impôt et avant amortissements des survaleurs et résultat extraordinaire	151	82	58	181	130	102
Résultat net total	159	95	67	190	144	113
Résultat net part du groupe	128	74	47	157	121	91
Marge brute d'autofinancement courante	236	133	107	283	205	173
Actif immobilisé	1 303	437	383	1 303	591	519
Capitaux propres	376	396	358	376	189	131
Total du bilan	4 130	2 078	1 604	4 130	2 777	2 153

<i>en euros</i>	2000			1999			1998		
DONNÉES PAR ACTION	2000	1999	1998	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Dividende unitaire	0,20	0,17	0,12	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net par action	1,18	0,85	0,59	1,16	0,94	0,75	1,16	0,94	0,75
Bénéfice par action après impôt et avant amortissement des survaleurs et résultat extraordinaire	1,40	0,94	0,72	1,34	1,01	0,84	1,34	1,01	0,84
Bénéfice net par action – dilué	1,15	0,84	0,56	1,13	0,91	0,70	1,13	0,91	0,70
Bénéfice par action après impôt et avant amortissement des survaleurs et résultat extraordinaire – dilué	1,37	0,93	0,68	1,31	0,97	0,78	1,31	0,97	0,78

(1) incluant Saatchi & Saatchi 12 mois (voir page 50)

Chiffres clés en francs

en millions de francs

en millions de francs	RÉEL			PRO FORMA ⁽¹⁾		
	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Chiffre d'affaires reconstitué	77 442	45 001	35 901	97 974	73 198	59 476
Revenu	11 610	6 837	5 581	14 634	11 066	9 111
EBITDA (résultat intermédiaire)	2 191	1 227	938	2 539	1 784	1 450
% EBITDA / Revenu	19 %	18 %	17 %	17 %	16 %	16 %
EBIT (résultat d'exploitation)	1 804	1 025	756	2 053	1 437	1 141
% EBIT / Revenu	16 %	15 %	14 %	14 %	13 %	13 %
Résultat part du groupe après impôt et avant amortissement des survaleurs et résultat extraordinaire	990	541	380	1 187	853	669
Résultat net total	1 043	625	443	1 246	945	741
Résultat net part du groupe	840	488	311	1 030	794	597
Marge brute d'autofinancement courante	1 548	878	705	1 856	1 345	1 135
Actif immobilisé	8 547	2 861	2 505	8 547	3 877	3 404
Capitaux propres	2 466	2 600	2 350	2 466	1 240	859
Total du bilan	27 091	13 624	10 514	27 091	18 216	14 123

en francs	DONNÉES PAR ACTION					
	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Dividende unitaire	1,31	1,12	0,80	-	-	-
Bénéfice net par action	7,74	5,58	3,87	7,61	6,17	4,92
Bénéfice par action après impôt et avant amortissement des survaleurs et résultat extraordinaire	9,18	6,17	4,72	8,79	6,63	5,51
Bénéfice net par action – dilué	7,54	5,51	3,67	7,41	5,97	4,59
Bénéfice par action après impôt et avant amortissement des survaleurs et résultat extraordinaire – dilué	8,99	6,10	4,46	8,59	6,36	5,12

(1) incluant Saatchi & Saatchi 12 mois (voir page 50)

Compte de résultat consolidé

en millions d'euros

	Note	2000	1999	1998
Chiffre d'affaires reconstitué		11 806	6 860	5 473
REVENU		1 770	1 042	851
Charges de personnel	20	(984)	(576)	(478)
Autres charges opérationnelles	21	(470)	(291)	(247)
Total des charges		(1 454)	(867)	(725)
Autres produits d'exploitation		18	12	17
RÉSULTAT INTERMÉDIAIRE		334	187	143
Dotations aux amortissements	22	(59)	(31)	(27)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		275	156	116
Charges et produits financiers	23	(11)	9	10
RÉSULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTÉGRÉES		264	165	126
Impôt sur le résultat	16	(92)	(65)	(47)
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES		172	100	79
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		5	2	1
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ AVANT AMORTISSEMENT DES ÉCARTS D'ACQUISITION ET RÉSULTAT EXTRAORDINAIRE		177	102	80
Dont part du groupe		151	82	58
Résultat extraordinaire net d'impôt	24	15	12	
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	22	(33)	(19)	(13)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		159	95	67
Intérêts minoritaires		(31)	(21)	(20)
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE		128	74	47

Données par action (en euros)				
Bénéfice net par action		1,18	0,85	0,59
Bénéfice par action après impôt et avant amortissement des survaleurs et résultat extraordinaire		1,40	0,94	0,72
Bénéfice net par action - dilué		1,15	0,84	0,56
Bénéfice par action après impôt et avant amortissement des survaleurs et résultat extraordinaire - dilué		1,37	0,93	0,68

Bilan consolidé au 31 décembre

en millions d'euros

ACTIF	<i>Note</i>	2000	1999	1998
Ecarts d'acquisition nets	4	861	237	203
Immobilisations incorporelles nettes	4	22	20	12
Immobilisations corporelles nettes	5	331	123	96
Immobilisations financières nettes	6	82	50	65
Titres mis en équivalence	7	7	7	7
ACTIF IMMOBILISÉ		1 303	437	383
Stocks et en-cours de production	8	129	49	50
Clients et comptes rattachés	9	1 770	1 002	667
Autres créances et comptes de régularisation	10	399	240	244
Valeurs mobilières de placement	11	100	76	34
Disponibilités		429	273	226
ACTIF CIRCULANT		2 827	1 641	1 221
TOTAL DE L'ACTIF		4 130	2 078	1 604

PASSIF	<i>Note</i>	2000	1999	1998
Capital		53	36	34
Réserves consolidées, part du groupe		246	309	280
CAPITAUX PROPRES, PART DU GROUPE	12	299	345	314
INTÉRÊTS MINORITAIRES	13	77	51	44
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	14	169	70	66
Emprunts et dettes financières	15	901	212	124
Fournisseurs et comptes rattachés	17	1 590	872	585
Autres dettes et comptes de régularisation	18	1 094	528	471
DETTES		3 585	1 612	1 180
TOTAL DU PASSIF		4 130	2 078	1 604
ENDETTEMENT FINANCIER NET		372	(137)	(136)

Tableau des flux de trésorerie consolidés

en millions d'euros

	2000	1999	1998
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ			
Résultat net de l'exercice	159	95	67
Plus-values de cession d'actifs (avant impôt)	(24)	(12)	0
Dotation aux amortissements	93	51	40
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	228	134	107
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(5)	(2)	(1)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(19)	46	91
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	204	178	197
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(106)	(66)	(50)
Cessions d'immobilisations corporelles	4	10	0
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(13)	(4)	(1)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	1	2	2
Acquisitions de filiales	(565)	(55)	(105)
Cessions de filiales	24	4	24
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(655)	(109)	(130)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(15)	(11)	(6)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(14)	(14)	(12)
Augmentation de capital en numéraire	5	14	1
Variation des emprunts	630	0	0
Rachat d'actions propres	(34)	(57)	(13)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	572	(68)	(30)
IV- INCIDENCE DES VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE	5	0	0
VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE (I + II + III)	126	1	37
Trésorerie à l'ouverture	137	136	99
Trésorerie à la clôture	263	137	136
VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE	126	1	37

Notes annexes aux comptes consolidés

(montants exprimés en millions d'euros, à l'exception des montants par action)

1 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés de Publicis Groupe et de ses filiales ("Publicis") sont établis depuis le 1^{er} janvier 2000 en conformité avec les "nouvelles règles et méthodes relatives aux comptes consolidés" approuvées par arrêté du 22 juin 1999 portant homologation du règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable. Ces principes diffèrent de ceux précédemment appliqués sur le traitement comptable des opérations d'acquisition, des impôts différés, des biens acquis en location-financement, de la conversion des comptes des sociétés étrangères et des écarts de conversion sur les créances et dettes libellées en devises.

Conformément aux dispositions du texte, le Groupe a choisi de ne pas retraiter rétroactivement les écritures relatives aux opérations d'acquisitions et de cessions antérieures.

L'application de ces nouvelles règles a été traitée en 2000 comme un changement de méthode. Toutefois, il a été décidé de ne présenter aucun compte pro forma au titre de ce changement de méthode en raison du très faible impact calculé sur les comptes des années 1998 et 1999. Par ailleurs, les bilans et comptes de résultat de Publicis publiés pour les exercices 1998 et 1999 ont été présentés selon le modèle du règlement 99-02. Les reclassements induits par ce changement de présentation sont expliqués en note 2.2.

1.1 PRINCIPES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

▷ Monnaie de présentation des comptes consolidés

Publicis arrête et publie ses comptes consolidés en euros depuis le 1^{er} janvier 1999. Dans l'ensemble des documents financiers présentés, la reconstitution des données historiques a été faite sur la base de la parité officielle franc-euro fixée au 1^{er} janvier 1999, à savoir 6,55957 francs pour 1 euro.

▷ Périmètre de consolidation

Publicis consolide par intégration globale d'une part les sociétés dans lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, et d'autre part celles dont elle assume la

gestion et dans lesquelles elle exerce une influence dominante.

Zenith est détenue à 50 % par Saatchi & Saatchi et consolidée dans les comptes Publicis par mise en équivalence. Zenith qui néanmoins fait l'objet d'un contrôle conjoint entre Publicis et Cordiant au travers de Saatchi & Saatchi n'a pas pu être intégrée proportionnellement en raison de la non disponibilité de comptes au format et règles Publicis.

Les sociétés dans lesquelles Publicis exerce une influence notable, présumée dès lors que le pourcentage de détention est au moins égal à 20 %, sont consolidées par mise en équivalence.

Certaines sociétés répondant aux critères exposés ci-dessus ne sont pas consolidées, en raison de leur caractère non significatif (revenu hors groupe inférieur à 2 millions d'euros). La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

La liste des principales sociétés consolidées et leur mode de consolidation sont présentés en note 28.

▷ Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes des filiales situées à l'extérieur de la zone euro exprimés en devises locales sont convertis en euros de la façon suivante :

- les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture ;
- le compte de résultat est converti au cours moyen de l'année ;
- les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux sont inscrits, pour la part revenant au Groupe, dans le poste "Réserves consolidées, part du Groupe" et pour la part des tiers, dans le poste "Intérêts minoritaires".

Jusqu'en 1999, le Groupe appliquait la méthode du cours de clôture, notamment pour le compte de résultat. Les principes exposés ci-dessus constituent donc un changement de méthode comptable, et l'impact est présenté dans la note 2.

Les implantations de Publicis, encore très limitées dans les pays à très forte inflation (qui représentent moins de 0,5 % du revenu consolidé), justifient que les comptes des filiales de ces pays ne soient pas convertis différemment des principes exposés ci-dessus.

▷ **Date d'arrêté**

La date d'arrêté des comptes consolidés, comme ceux de la société mère et de la quasi-totalité des sociétés consolidées, est le 31 décembre.

▷ **Éliminations des opérations internes au Groupe**

Les opérations réalisées entre des entités intégrées sont éliminées en totalité, ainsi que les créances et dettes qui en résultent. De même, les résultats internes au Groupe (résultats de cessions et dividendes internes, provisions sur filiales) sont éliminés du résultat consolidé.

1.2 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

▷ **Études et recherches**

Publicis comptabilise les dépenses d'études et de recherche en charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Ces dépenses se rapportent principalement aux éléments suivants : études et tests relatifs aux campagnes publicitaires, coûts liés au développement de sites et d'outils sur Internet, programmes de recherche sur le comportement des consommateurs et les besoins des annonceurs dans différents domaines, études et modélisations visant à optimiser l'achat d'espace des clients du Groupe.

▷ **Écarts d'acquisition**

Les écarts de première consolidation représentent la différence constatée entre le coût d'acquisition des titres (y compris les éventuels compléments de prix) et la part du groupe dans les capitaux propres retraités de la société acquise selon les principes comptables du Groupe.

Dans la plupart des cas, en raison des particularités de notre métier, ces écarts n'ont pas fait l'objet d'une affectation particulière à des éléments corporels ou incorporels et figurent donc au bilan en écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition inscrits au bilan sont amortis linéairement selon les principes suivants :

- amortissement immédiat des montants inférieurs à 150 000 euros ;
- sociétés locales d'achat d'espaces, médias et régies : amortissement

sur une période de cinq ans ;

- branche communication : amortissement sur une durée comprise entre dix et quarante ans selon le pays, la taille et les caractéristiques propres de chaque agence.

En ce qui concerne les écarts d'acquisition faisant l'objet d'un amortissement sur une durée longue, il est procédé chaque année à l'examen de leur valeur de marché sur la base des paramètres utilisés lors de leur acquisition. Dans le cas où celle-ci deviendrait inférieure de façon durable (plus de trois années) à leur valeur d'acquisition diminuée des amortissements pratiqués, il est constitué une provision pour dépréciation.

▷ **Autres immobilisations incorporelles**

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de fonds de commerce locaux et de logiciels.

Les fonds de commerce font l'objet d'un traitement similaire à celui appliqué aux écarts d'acquisition.

Les logiciels comprennent :

- des logiciels à usage interne, évalués à leur coût d'acquisition ;
- des logiciels à usage commercial, principalement exploités par notre filiale informatique, évalués à leur coût de production.

Ils sont amortis le plus souvent sur une durée d'une ou deux années, sans jamais excéder trois ans.

▷ **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur prix de revient. Celui-ci résulte soit de leur valeur d'origine soit de leur valeur d'apport. Quelques rares biens ont fait l'objet d'une réévaluation légale en application de textes législatifs ; leur montant est peu significatif.

Leur amortissement est calculé selon leur durée de vie économique. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles les plus couramment pratiquées sont les suivantes (amortissements linéaires) :

- Constructions : entre 20 et 50 ans.
- Agencements des constructions, installations générales : 10 ans.
- Panneaux d'affichage : 4-7 ans.
- Matériel de bureau, mobilier de bureau : 5-10 ans.
- Matériel de transport : 4 ans.
- Matériel informatique : 2-4 ans.

En application du règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, Publicis enregistre depuis le 1^{er} janvier 2000 en immobilisations corporelles les biens acquis par voie de location-financement, avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Ces biens sont amortis selon les durées ci-dessus. En compte de résultat, les redevances de location-financement sont remplacées par les intérêts d'emprunt et l'amortissement du bien.

▷ Titres de participation non consolidés

Les titres de participation non consolidés figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Ils sont dépréciés, lorsque leur valeur d'utilité, appréciée notamment sur la base de valeurs de référence (actif net réévalué, capitalisation du résultat, cours de bourse, perspectives du secteur, intérêt stratégique de la participation pour Publicis), est inférieure à leur valeur comptable.

▷ Créances rattachées à des participations

Ce poste comprend les créances à caractère financier détenues par le Groupe sur des sociétés consolidées par mise en équivalence ou non consolidées.

Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, lorsqu'il existe, en raison de la situation financière des filiales concernées, un risque de non-recouvrement. Cette provision figure alors dans le poste "Provision sur immobilisations financières".

▷ Stocks et en-cours de production

Dans ce poste figurent principalement les travaux en cours liés à l'activité publicitaire. Ceux-ci correspondent aux travaux techniques de création et de production (graphique, TV, radio, édition...) facturables au client mais non encore facturés. Ils sont dépréciés lorsque leur valeur de réalisation devient inférieure à leur coût de revient. Les travaux non facturables ou les coûts engagés

pour le gain de nouveaux clients ne sont pas activés, sauf si la refacturation de ces coûts de réponse aux appels d'offre est prévue contractuellement. Ces en-cours n'intègrent pas de frais directs de personnel.

▷ Créances clients

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Celles qui présentent un risque de non-recouvrement font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les créances en monnaies étrangères sont évaluées au cours de clôture de l'exercice. Les pertes et gains latents résultant de cette conversion sont inscrits en compte de résultat. Ce principe est la méthode préférentielle préconisée par le règlement 99-02 du CRC et constitue un changement de méthode comptable par rapport aux exercices précédents.

▷ Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées, pour leur valeur brute, au prix d'acquisition ou de souscription. Elles sont éventuellement dépréciées par référence au cours de bourse moyen du dernier mois.

▷ Produits dérivés

Le Groupe n'utilise pas de produits financiers dérivés autres que des opérations ponctuelles de couverture de change.

▷ Actions propres

En application des recommandations du Conseil National de la Comptabilité, les actions propres sont portées en consolidation en déduction des capitaux propres.

▷ Provisions pour pensions et indemnités de départ en retraite

Les règles appliquées par Publicis sont en harmonie avec les lois et réglementations propres à chacun des pays où sont localisées les sociétés du Groupe. Ainsi :

- les dispositions réglementaires allemandes et italiennes sont appliquées en matière d'indemnités de départ à la retraite,

- en France, les clauses de la convention collective de la publicité sont appliquées ; il en résulte la constitution de provisions pour charges,
- au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, les engagements liés aux pensions et autres versements pour retraites sont externalisés dans des plans souscrits auprès de sociétés d'assurance. Ces plans peuvent être :
 - à cotisations définies : les montants des contributions du Groupe à ces cotisations versées aux sociétés d'assurance sont alors comptabilisés en charges de période.
 - à prestations définies : le coût des prestations définies à terme est alors comptabilisé par dotation d'une provision destinée à couvrir le montant actualisé par des actuaires de l'engagement vis-à-vis des salariés, en utilisant la méthode de répartition au prorata des années de service.

▷ Provisions pour restructuration

Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsque ces mesures ont été décidées. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux préretraites, au coût des préavis non réalisés, aux éventuelles mises au rebut d'immobilisations et d'autres actifs.

▷ Provisions sur actifs immobiliers

Une provision est constituée pour le montant des loyers et frais annexes à payer – net des recettes estimées de sous-locations – sur tout bien immobilier si le bien est sous-loué ou vacant, et n'est pas destiné à être utilisé dans le cadre des activités principales.

▷ Chiffre d'affaires reconstitué

Le chiffre d'affaires présenté dans le compte de résultat consolidé est un chiffre d'affaires reconstitué selon les pratiques de la profession pour permettre la comparaison avec les principaux acteurs du conseil en communication. En effet, le chiffre d'affaires résultant directement de la comptabilité ne permet pas de mesurer de façon pertinente l'activité de ces acteurs, dans la mesure où il exclut, notamment en France depuis la mise en application de la loi Sapin en mars 1993, les opérations d'achat d'espace

effectuées par les mandataires (agences et centrales) pour le compte de leurs clients.

Dans certains pays étrangers également, où les entreprises agissent en tant qu'intermédiaire, la totalité des transactions d'achat et de vente d'espaces n'est pas reflétée au compte de résultat.

La reconstitution consiste à recalculer le chiffre d'affaires en substituant à celui-ci le montant effectif du budget publicitaire engagé par le client ou encore en appliquant au revenu un coefficient (le plus souvent de 6,67) correspondant à la rémunération traditionnelle des agences de 15 %.

Le chiffre d'affaires ainsi reconstitué reflète le volume des budgets publicitaires gérés, indépendamment des dispositions contractuelles liant Publicis à ses clients. Il a été calculé selon les mêmes principes en 1998, 1999 et 2000.

▷ Revenu

Le revenu (ou marge brute) représente la rémunération des prestations des groupes publicitaires. Il est ainsi l'expression de la valeur ajoutée des agences. Les principes de reconnaissance du revenu sont les suivants :

- Honoraires : quand la prestation est rendue au client ;
- Ventes d'espaces : date d'insertion ou de passage ;
- Ventes publicitaires techniques : réalisation des prestations concernées.

▷ Impôt sur les bénéfices

Les bénéfices sont taxés selon les réglementations propres aux pays dans lesquels ils sont réalisés. En application des dispositions du règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, Publicis comptabilise les impôts différés résultant des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale.

Les différences temporaires actives et passives sont déterminées par échéance et par entité fiscale et compensées année par année.

Les impôts différés sont calculés selon les règles fiscales en vigueur à la clôture de l'exercice, selon la règle du report variable. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits

dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Les impôts différés actifs ne sont constatés que lorsque l'entité fiscale concernée a l'assurance raisonnable de les récupérer au cours des exercices ultérieurs.

La constatation des impôts différés a été traitée comme un changement de méthode comptable dont l'effet a été imputé sur les capitaux propres d'ouverture.

▷ **Résultat extraordinaire**

Publicis présente en "résultat extraordinaire" les éléments exceptionnels, nets d'impôt, ne provenant pas des activités ordinaires.

▷ **Exposition au risque de taux**

Publicis est peu exposé au risque de taux, la majeure partie de son endettement étant contracté à taux variable. Le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour couvrir ce risque.

▷ **Exposition au risque de change**

Les transactions commerciales sont majoritairement effectuées dans les devises locales des pays au sein desquels elles sont réalisées. Les risques de change sont peu significatifs et font l'objet ponctuellement d'opérations de couverture.

▷ **Exposition au risque pays**

Les opérations menées par Publicis dans les zones géographiques identifiées comme étant à risques (Asie Pacifique, Amérique latine) demeurent peu significatives et représentent 9 % des revenus consolidés.

▷ **Résultat par action et résultat dilué par action**

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice déduction faite des actions propres détenues à la clôture. Le résultat dilué par action est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée des stock-options existantes à la clôture de l'exercice.

2 COMPARABILITÉ DES COMPTES

2.1 PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Publicis a modifié la présentation du bilan et du compte de résultat consolidés afin de les rendre conformes aux nouvelles dispositions réglementaires.

Il s'agit essentiellement de la mise en évidence de certains éléments :

- au bilan : les écarts d'acquisition, les valeurs mobilières de placement ;

- au compte de résultat, le résultat d'exploitation et le résultat net des entreprises intégrées ;

et du regroupement de certaines informations destiné à rendre plus lisibles les états financiers.

Afin de les rendre comparables à celles de l'exercice 2000, les données des exercices 1998 et 1999 ont été présentées selon ce nouveau format.

2.2 AUTRES CHANGEMENTS INDUITS PAR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT 99-02 DU CRC

Les principes du règlement 99-02 du Comité de Régulation Comptable diffèrent de ceux précédemment appliqués sur le traitement comptable des opérations d'acquisition, des impôts différés, des biens acquis en location-financement, de la conversion des comptes des sociétés étrangères et des écarts de conversion sur les créances et dettes libellées en devises. Les conséquences de la première application du règlement 99-02 sont traitées conformément à l'avis n° 97.06 du Conseil National de la Comptabilité relatif aux changements comptables.

Toutefois, compte tenu du très faible impact de ce changement de méthode sur les comptes des années 1998 et 1999, il a été décidé de ne pas présenter de comptes pro forma à ce titre.

A titre d'information, l'impact sur les capitaux propres à l'ouverture et le résultat consolidé de ces deux exercices aurait été le suivant :

<i>en millions d'euros</i>	1999	1998
Capitaux propres (bilan d'ouverture)	8	10
Résultat net consolidé	-	(2)

L'impact du changement de méthode lié au règlement 99-02, qui porte essentiellement sur les retraitements liés à la constatation des impôts différés et l'immobilisation des biens acquis en location-financement, a donc été intégralement porté dans le bilan d'ouverture de l'exercice 2000, à savoir :

<i>en millions d'euros</i>	Impact bilan d'ouverture 1 ^{er} janvier 2000
Immobilisations corporelles	8
Amortissements des immobilisations corporelles	(2)
Autres débiteurs	7
TOTAL ACTIF	13
Réserves consolidées	8
Dettes financières	5
TOTAL PASSIF	13

2.3 ACQUISITION DE SAATCHI & SAATCHI

Début septembre 2000, Publicis a initié une offre publique d'échange sur Saatchi & Saatchi, visant à constituer le cinquième acteur mondial du secteur de la publicité. Cette opération significative a été traitée selon la méthode dérogatoire prévue à l'article 215 du règlement 99-02 du CRC, qui permet de substituer au coût d'acquisition des titres de l'entreprise acquise la valeur des actifs et passifs constitutifs des capitaux propres consolidés de celle-ci retraités aux normes comptables de Publicis. En conséquence, aucun écart d'acquisition n'a été dégagé, l'écart résultant de l'application de la méthode dérogatoire ayant été imputé sur les capitaux propres consolidés. Cette opération a donné lieu à une augmentation de capital et prime de 1 883 millions d'euros par l'émission de 43 889 149 actions. Publicis a également procédé à

l'émission concomitante de 43 889 149 certificats de valeur garantie à échéance mars 2002.

Par ailleurs, le caractère significatif de cette acquisition a amené le Groupe à préparer des comptes pro forma non audités, visant à présenter son évolution sur trois exercices, comme si Saatchi & Saatchi avait été détenu au 1^{er} janvier 1998.

Ces comptes pro forma sont présentés à la suite des présentes notes annexes aux comptes consolidés.

Pour les besoins de la présentation des comptes du Groupe selon les normes américaines, l'acquisition Saatchi & Saatchi sera traitée selon la méthode dite du "Purchase Accounting". A ce titre un écart d'acquisition d'environ 2 milliards d'euros - montant qui sera déterminé avec précision dans l'année suivant l'acquisition - sera dégagé et amorti sur une durée maximum de 40 ans.

3 VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Outre l'acquisition de Saatchi & Saatchi, Publicis a procédé au cours de l'exercice 2000 à plusieurs acquisitions importantes.

Au début de l'année 2000, Publicis a acquis 100 % de la société Frankel, agence indépendante américaine de premier plan spécialisée dans le domaine des marketing services.

Egalement au début de l'année 2000, Publicis a acquis 100 % de l'agence américaine Fallon, une des agences les plus créatives et les plus primées des Etats-Unis, appelée à développer un nouveau concept d'agence mondiale.

En novembre 2000, Publicis a acquis 100 % de la société Nelson Communications, spécialisée dans la communication du secteur de la santé, numéro un du secteur aux Etats-Unis. Cette acquisition a été financée à 90 % par remise d'actions propres en échange.

Au cours de l'exercice 2000, Publicis a également pris des participations dans les sociétés DeWitt Media et Winner & Associates aux Etats-Unis, Boebel Adam en Allemagne, Publicis Asociados au Pérou, Publicis Networks en France.

Aucune cession significative n'a été enregistrée au cours de l'exercice.

4 ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES

L'analyse des principaux écarts d'acquisition sur les sociétés consolidées est la suivante :

<i>en millions d'euros</i>	France	Autres pays européens	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
VALEURS NETTES 1998	25	47	101	30	203
VALEURS NETTES 1999	27	51	92	67	237
Année 2000 :					
- Acquisitions	9	20	586*	32	647
- Autres	35	71	107	85	298
Total valeurs brutes	44	91	693	117	945
Amortissements	(13)	(28)	(18)	(25)	(84)
TOTAL VALEURS NETTES 2000	31	63	675	92	861

(*) amortis sur une durée de 40 ans pour la plupart. L'affectation des écarts de première consolidation dégagés sur les acquisitions 2000 est en cours et sera finalisée conformément aux textes dans l'année qui suit l'acquisition.

► Variation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles brutes

<i>en millions d'euros</i>	Valeur Brute			Total
	Écarts d'acquisition	Fonds de commerce	Logiciels et divers	
31 DÉCEMBRE 1997	102	2	12	116
Acquisitions	141	3	5	149
Cessions	(1)	-	(1)	(2)
Change et divers	(1)	-	-	(1)
31 DÉCEMBRE 1998	241	5	16	262
Acquisitions	75	8	4	87
Cessions	(33)	-	(1)	(34)
Change et divers	5	1	-	6
31 DÉCEMBRE 1999	288	14	19	321
Acquisitions	646	1	12	659
Cessions	(1)	(1)	-	(2)
Change et divers	12	(7)	7	12
31 DÉCEMBRE 2000	945	7	38	990

▷ Variation des amortissements des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles

<i>en millions d'euros</i>	Amortissements			Total
	Écarts d'acquisition	Fonds de commerce	Logiciels et divers	
31 DÉCEMBRE 1997	12	0	8	20
Augmentations	25	1	1	27
Diminutions	-	-	-	-
Change et divers	-	-	-	-
31 DÉCEMBRE 1998	37	1	9	47
Augmentations	18	1	2	21
Diminutions	(4)	-	-	(4)
Change et divers	-	-	-	-
31 DÉCEMBRE 1999	51	2	11	64
Augmentations	33	1	5	39
Diminutions	-	-	(2)	(2)
Change et divers	-	-	5	5
31 DÉCEMBRE 2000	84	3	19	106

5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES

▷ Variation des immobilisations corporelles brutes

en millions d'euros	Valeur Brute		Total
	Terrains et constructions	Autres	
31 DÉCEMBRE 1997	30	204	234
Acquisitions	-	31	31
Cessions	-	(21)	(21)
Change et divers	-	20	20
31 DÉCEMBRE 1998	30	234	264
Acquisitions	13	40	53
Cessions	(5)	(16)	(21)
Change et divers	3	9	12
31 DÉCEMBRE 1999	41	267	308
Impact de l'application règlement 99-02	8	-	8
31 DÉCEMBRE 1999 RETRAITÉ	49	267	316
Entrées de périmètre	15	391	406
Acquisitions	8	83	91
Cessions	(2)	(30)	(32)
Change et divers	4	(1)	3
31 DÉCEMBRE 2000	74	710	784

▷ Terrains et constructions

Publicis dispose d'un patrimoine immobilier, qui figure au bilan pour une valeur nette de 59 millions d'euros.

Le principal actif est l'immeuble du siège social situé au 133, avenue des Champs-Élysées, à Paris. Cet immeuble de 7 étages comprend environ 12 000 m² de bureaux, occupés par les sociétés du Groupe et 1 500 m² de surfaces commerciales, occupées par le Drugstore des Champs-Élysées ainsi que deux salles de cinéma ouvertes au public.

Publicis Groupe S.A. est par ailleurs propriétaire de quatre étages de l'immeuble occupé par Métrobus au 15, rue du Dôme à Boulogne. Publicis est également titulaire d'un contrat de location-financement, à échéance 2007, pour les deux autres étages de l'immeuble. Suite à l'acquisition de Saatchi & Saatchi, le Groupe détient également un immeuble de 6 étages, situé au 30, rue Vital-Bouhot, à Neuilly-sur-Seine, représentant environ 5 660 m² de bureaux, essentiellement occupés par des sociétés du Groupe.

Les agences du Groupe sont propriétaires de locaux à Bruxelles, Amsterdam, Lisbonne, Lima et Seoul d'une surface totale d'environ 14 000 m² dans des quartiers situés en centre ville.

▷ Autres immobilisations corporelles

Le Groupe dispose d'importants équipements informatiques dédiés à la création et à la production publicitaire, à la gestion de l'achat d'espace et aux travaux administratifs. Publicis Technology, filiale informatique et de communication électronique du Groupe, possède également de nombreux équipements tant dans le domaine de l'informatique traditionnelle que dans celui des nouveaux médias et des nouvelles technologies.

Par ailleurs, les immobilisations corporelles brutes comprennent à hauteur de 51 millions d'euros (net : 8 millions d'euros) les panneaux et le mobilier urbain des sociétés d'affichage, principalement Publex aux Pays-Bas et Métrobus, régisseur publicitaire de transports en commun.

▷ Immobilisation de biens acquis en location-financement

L'application du règlement 99-02 du CRC a amené Publicis à retraiter les biens acquis par voie de location-financement, avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Ce changement de méthode a amené le Groupe à activer 8 millions d'euros de biens au 31 décembre 2000, inclus dans la rubrique "Terrains et constructions".

▷ Variation des amortissements des immobilisations corporelles

en millions d'euros	Amortissements		
	Terrains et constructions	Autres	Total
31 DÉCEMBRE 1997	8	148	156
Augmentations	-	26	26
Diminutions	-	(19)	(19)
Change et divers	-	5	5
31 DÉCEMBRE 1998	8	160	168
Augmentations	1	28	29
Diminutions	(1)	(16)	(17)
Change et divers	-	5	5
31 DÉCEMBRE 1999	8	177	185
Impact de l'application règlement 99-02	2	-	2
31 DÉCEMBRE 1999 RETRAITÉ	10	177	187
Entrées de périmètre	5	239	244
Augmentations	1	52	53
Diminutions	(2)	(27)	(29)
Change et divers	1	(2)	(1)
31 DÉCEMBRE 2000	15	439	454

6 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES NETTES

en millions d'euros	31 décembre 2000	31 décembre 1999	31 décembre 1998
Titres de participation non consolidés	37	29	46
Titres mis en équivalence	7	7	7
Créances rattachées à des participations	19	6	5
Prêts	6	-	-
Autres immobilisations financières brutes	26	17	16
VALEUR BRUTE	95	59	74
Provisions sur immobilisations financières	(6)	(2)	(2)
VALEUR NETTE	89	57	72

▷ Liste des titres de participation non consolidés au 31 décembre 2000

en millions d'euros	% de détention	Valeur brute	Valeur nette	Valeur boursière
True North	9 %	22	22	213
Autres	-	15	13	-
TOTAL		37	35	213

7 TITRES DE PARTICIPATION MIS EN ÉQUIVALENCE

Les titres mis en équivalence s'élèvent au 31 décembre 2000 à 7 millions d'euros (31 décembre 1999 : 7 millions d'euros ; 31 décembre 1998 : 7 millions d'euros). Ils n'incluent pas notre participation dans Zenith qui, du fait de sa situation nette négative, est provisionnée dans le poste "Provisions pour risques et charges" au passif du bilan pour un montant de 19 millions d'euros.

► Informations résumées sur Zenith Media (chiffres consolidés)

<i>en millions d'euros</i>	2000
Revenu	110
Résultat net	14
TOTAL BILAN	441
Trésorerie nette	121
Capitaux propres	(39)

Compte tenu de l'entrée de Saatchi & Saatchi dans le périmètre du Groupe Publicis en septembre 2000, la participation dans Zenith ne figurait pas dans les comptes 1999 et 1998.

8 STOCKS ET EN-COURS DE PRODUCTION

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2000	31 décembre 1999	31 décembre 1998
En-cours de production publicitaires	123	44	44
Autres stocks (Drugstore, matériel des sociétés d'affichage)	6	5	6
VALEUR BRUTE	129	49	50
Provisions pour dépréciation des stocks	-	-	-
VALEUR NETTE	129	49	50

9 CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2000	31 décembre 1999	31 décembre 1998
Créances clients	1 721	996	660
Effets à recevoir	81	26	27
VALEUR BRUTE	1 802	1 022	687
Provisions pour dépréciation	(32)	(20)	(20)
VALEUR NETTE	1 770	1 002	667

Ces créances sont toutes à échéance à moins d'un an.

Rappelons que lorsque Publicis agit en tant que mandataire dans des opérations d'achat d'espace en France (opérations pour lesquelles le compte de résultat n'est pas mouvementé), les créances correspondantes sont inscrites dans le poste "Autres créances et comptes de régularisation".

10 AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2000
Etat, impôts et taxes	76
Créances sur opérations de mandat	88
Impôts différés actifs	15
Avances et acomptes versés aux fournisseurs	25
Autres débiteurs	137
Comptes de régularisation actif	69
VALEUR BRUTE	410
Provisions pour dépréciation	(12)
VALEUR NETTE	398

Ces créances sont toutes à échéance à moins d'un an.

11 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement est constitué essentiellement de SICAV, fonds communs de placement, certificats de dépôt et obligations. La valeur de marché des seuls placements cotés s'élève au 31 décembre 2000 à 70,7 millions d'euros pour une valeur nette comptable de 70,1 millions d'euros.

12 CAPITAUX PROPRES, PART DU GROUPE

Nombre d'actions	<i>en millions d'euros</i>	Capital	Réserves consolidées	Total capitaux propres
81 431 130	31 DÉCEMBRE 1997	31	209	240
7 920 760	Incidence de la fusion Publicis Communication / Publicis S.A.	3	45	48
430 220	Autres mouvements 1998	-	39	39
89 782 110	31 DÉCEMBRE 1998 AVANT NEUTRALISATION DES ACTIONS PROPRES	34	293	327
4 477 850	Incidence de la fusion Publicis Communication / Publicis S.A.	-	6	6
	Autres mouvements 1999	2	81	83
94 259 960	31 DÉCEMBRE 1999 AVANT NEUTRALISATION DES ACTIONS PROPRES	36	380	416
70 710	Augmentation de capital de Publicis Groupe S.A.	-	-	-
	Dividendes versés par Publicis Groupe S.A.	-	(15)	(15)
43 889 149	Effet acquisition S&S – mise en commun d'intérêts	17	(215)	(198)
	Application règlement 99-02	-	8	8
	Variation des écarts de conversion	-	(6)	(6)
	Résultat consolidé de l'exercice, part du Groupe	-	128	128
138 219 819	31 DÉCEMBRE 2000 AVANT NEUTRALISATION DES ACTIONS PROPRES	53	280	333
(871 309)	Neutralisation des actions propres existantes au 31 décembre 2000	-	(34)	(34)
137 348 510	31 DÉCEMBRE 2000 APRÈS NEUTRALISATION DES ACTIONS PROPRES	53	246	299

▷ Effet de l'acquisition Saatchi & Saatchi

Publicis a retenu la méthode dérogatoire prévue à l'article 215 du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable qui permet de substituer au coût d'acquisition des titres de l'entreprise acquise la valeur des actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de celle-ci, retraités aux normes comptables du Groupe. En conséquence, il en résulte une imputation sur les capitaux propres de 2 069 millions d'euros, majorée des frais liés à l'acquisition de Saatchi & Saatchi encourus par Publicis, soit

12 millions d'euros après impôt (imputés sur les réserves consolidées conformément aux dispositions du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable). Au total, l'effet net ressort à -198 millions d'euros compte tenu de l'augmentation de capital et prime effectuée en 2000 au titre de l'acquisition Saatchi & Saatchi (1 883 millions d'euros).

Le montant nominal de l'augmentation de capital liée à cette opération s'élève à 17 millions d'euros, représentant 43 889 149 actions de 0,3811 euro (2,50 francs) nominal.

▷ Neutralisation des actions propres existantes au 31 décembre 2000

Dans le cadre des autorisations données par les précédentes Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires, Publicis Groupe S.A. a continué à procéder à des rachats d'actions propres au cours de l'année 2000. Les mouvements intervenus à ce titre sont les suivants :

<i>en millions d'euros</i>	Nombre d'actions	Prix de revient
Actions propres au 31 décembre 1999	4 181 920	71
Rachats effectués au cours de l'exercice 2000	3 480 077	141
Actions propres accordées en paiement pour l'acquisition Nelson Communications	(6 790 688)	(178)
ACTIONS PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2000	871 309	34

En application des recommandations du Conseil National de la Comptabilité, ces actions ont été neutralisées en consolidation par imputation sur les capitaux propres.

14 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

<i>en millions d'euros</i>	Indemnités de départ en retraite	Litiges	Risques clients	Restructuration	Zenith mis en équivalence	Actifs immobiliers	Autres	Total
31 DÉCEMBRE 1997	22	10	5	-	-	5	18	60
Dotations	1	-	-	-	-	-	7	8
Reprises	-	(1)	(1)	-	-	-	-	(2)
31 DÉCEMBRE 1998	23	9	4	-	-	5	25	66
Dotations	3	-	-	3	-	1	14	21
Reprises	-	(4)	(2)	-	-	-	(11)	(17)
31 DÉCEMBRE 1999	26	5	2	3	-	6	28	70
Entrées de périmètre	8	6	-	12	16	75	-	117
Dotations	5	3	6	-	3	2	16	35
Reprises	(4)	(1)	(2)	(5)	-	(9)	(20)	(41)
Change et divers	2	-	-	-	-	(10)	(4)	(12)
31 DÉCEMBRE 2000	37	13	6	10	19	64	20	169

▷ Imputations d'écarts d'acquisition sur les capitaux propres

Au cours des dix dernières années, la seule imputation significative effectuée sur les capitaux propres concerne l'acquisition du Groupe FCA au titre de laquelle un écart d'acquisition de 54 millions d'euros avait été dégagé. Cet écart, qui portait sur l'ensemble des filiales du réseau FCA, aurait été amorti sur des durées allant de 10 à 40 ans.

13 INTÉRÊTS MINORITAIRES

<i>en millions d'euros</i>	Réserves consolidées
31 DÉCEMBRE 1997	81
Mouvements 1998	(37)
31 DÉCEMBRE 1998	44
Mouvements 1999	7
31 DÉCEMBRE 1999	51
Dividendes versés par les filiales aux minoritaires	(14)
Résultat consolidé de l'exercice, part des minoritaires	31
Divers	9
31 DÉCEMBRE 2000	77

▷ Provisions sur actifs immobiliers

Elles se composent principalement d'une provision constituée chez Saatchi & Saatchi en vue de couvrir les pertes futures liées principalement au contrat de location du 375 Hudson Street à New York (62 millions d'euros au 31 décembre 2000).

▷ Provisions pour restructuration

Elles comprennent une première estimation des coûts de restructuration liés à l'acquisition Saatchi & Saatchi (incluant le solde des frais de fermeture des sièges de Saatchi à New York et à Londres).

15 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre		
	2000	1999	1998
Emprunts	630	-	-
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	5	-	-
Soldes créditeurs de banques	266	212	124
TOTAL	901	212	124

▷ Analyse par échéance de remboursement

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre		
	2000	1999	1998
Partie remboursable à moins d'un an	721	212	124
Partie remboursable entre un et cinq ans	180	-	-
TOTAL	901	212	124

▷ Analyse par devise

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre		
	2000	1999	1998
Euros ou devises de la zone euro	446	158	73
Dollars américains	360	1	18
Autres devises	95	53	33
TOTAL	901	212	124

▷ Analyse par catégorie de taux

L'essentiel de la dette est constitué d'emprunts à taux variable dont le taux moyen pour 2000 ressort à 6,2 %.

16 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

▷ Analyse de la charge d'impôt sur les bénéfices

<i>en millions d'euros</i>	2000	1999	1998
Charge d'impôt exigible	(93)	(65)	(47)
Charge nette d'impôt différé	1	-	-
IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	(92)	(65)	(47)

L'impôt sur le résultat extraordinaire n'est pas présenté dans les chiffres ci-dessus. Il s'élève à 4 millions d'euros en 2000 et correspond à un impôt sur plus-value de cession de participation (impôt sur résultat extraordinaire 1999 : 7 millions d'euros).

▷ Taux d'impôt effectif

Le taux d'impôt effectif ressort à :

<i>en millions d'euros</i>	2000
Résultat courant des entreprises intégrées avant impôt	264
Taux moyen d'imposition	37,8 %
IMPÔT ATTENDU	(100)
Incidence des :	
- différences de taux d'imposition	5
- résultats taxés à taux réduit	(1)
- actifs d'impôt non constatés sur déficits	8
- différences permanentes	(4)
Impôt constaté au compte de résultat	(92)
Taux d'impôt effectif	35 %

▷ Impôts différés constatés au bilan

Les actifs et passifs d'impôts différés sont inclus dans les postes suivants :

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2000
Autres créances :	
- partie à court terme	11
- partie à long terme	4
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS	15
Autres dettes :	
- partie à court terme	(1)
- partie à long terme	-
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS	(1)
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS (PASSIFS), NETS	14

▷ Origine des impôts différés

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2000
Impôts différés actifs liés à des différences temporaires	12
Impôts différés actifs liés à des reports déficitaires	3
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS	15
Impôts différés passifs liés à des différences temporaires	(1)
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS	(1)
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS (PASSIFS), NETS	14

17 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

La rubrique "Fournisseurs et comptes rattachés" comprend toutes les dettes d'exploitation (y compris les effets à payer et factures à recevoir) liées à l'acquisition de biens et services, à l'exception de celles relatives aux opérations d'achat d'espace en France, effectuées dans le cadre de la Loi Sapin (classées en "Autres dettes et comptes de régularisation").

18 AUTRES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2000
Dettes envers l'État	108
Dettes sur opérations de mandat	119
Impôts différés passif	1
Autres dettes	79
Avances et acomptes reçus	156
Autres créiteurs	581
Comptes de régularisation passif	50
TOTAL	1 094

19 ENGAGEMENTS HORS BILAN

en millions d'euros	Donnés			Reçus		
	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Effets escomptés non échus	-	1	-	-	-	-
Avals et cautions	4	3	4	19	12	11
Certificats de valeur garantie (CVG) sur actions Publicis ⁽¹⁾	199	-	-	-	-	-
Autres	5	12	11	2	3	2
TOTAL	208	16	15	21	15	13

⁽¹⁾ Publicis Groupe S.A. a procédé à l'émission et à l'attribution aux titulaires des actions Publicis reçues en échange des actions Saatchi & Saatchi apportées, d'un certificat de valeur garantie pour chaque action remise en échange contre des actions Saatchi & Saatchi apportées.

Les titulaires de certificats recevront dans les soixante jours suivant l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de leur émission, pour chaque certificat détenu et dans la limite de 4,32 euros par certificat, une somme en espèces en euros égale à la différence, si celle-ci est négative, entre la moyenne des cours de l'action Publicis pendant les 10 jours de bourse précédant la veille de l'expiration du délai de 18 mois et le cours de référence.

Le nombre de certificats attribués au 31 décembre 2000 s'élève à 43 889 149 soit un engagement d'un montant maximum de 190 millions d'euros. Compte tenu des options restantes, ce nombre ne pourra être supérieur à 46 096 133, soit un montant maximum de 199 millions d'euros.

20 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIF

Les rémunérations du personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, bonus, intéressements et congés payés. Les charges fiscales assises sur les salaires figurent en charges de fonctionnement.

▷ Rémunération des organes de direction

Les rémunérations versées aux membres du Conseil de Surveillance et aux membres du Directoire au cours de l'exercice 2000 se sont élevées respectivement à 183 000 euros et 1 502 320 euros.

▷ Évolution et répartition des effectifs

en millions d'euros	2000	1999	1998
Par zone géographique :			
- France	3 411	2 922	2 862
- Autres pays européens	5 493	3 480	3 119
- Amérique du Nord	6 954	1 628	1 363
- Reste du monde	4 482	2 332	1 365
TOTAL	20 340	10 362	8 709
Par branche d'activité :			
- Communication	19 133	9 167	7 342
- Médias & Régies	828	813	784
- Diversification	379	382	583
TOTAL	20 340	10 362	8 709

Répartition par fonction (en %)	
Commercial	45 %
Création	20 %
Administration/Gestion	20 %
Production	10 %
Média et Recherche	5 %
TOTAL	100 %

21 AUTRES CHARGES OPÉRATIONNELLES

Ce poste regroupe toutes les charges externes autres que les achats de production et de médias. Il inclut également les impôts (à l'exception de l'impôt sur les bénéfices), les taxes et versements assimilés ainsi que les dotations et reprises sur provisions.

22 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

	31 décembre 2000	31 décembre 1999	31 décembre 1998
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition)	6	2	1
Amortissement des immobilisations corporelles	53	29	26
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	59	31	27
Amortissement des écarts d'acquisition	33	19	13
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	92	50	40

La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles enregistrée en 2000 inclut des amortissements exceptionnels de 3 millions d'euros (1999 : 4 millions d'euros).

23 CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

<i>en millions d'euros</i>	2000	1999	1998
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	4	3	3
Autres produits (intérêts) financiers nets	(15)	6	7
TOTAL	(11)	9	10

24 RÉSULTAT EXTRAORDINAIRE NET D'IMPÔT

En 2000, le résultat extraordinaire est composé de la plus-value de cession, nette d'impôt, d'une participation non consolidée. En 1999, le résultat extraordinaire était constitué des plus-values se rapportant à la cession des murs du Drugstore Matignon, à Paris, à la cession d'un actif immobilier à l'étranger et à la vente d'une participation non consolidée.

25 RÉSULTAT PAR ACTION ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat par action ressort à 1,18 euro/action en 2000, contre 0,85 euro/action en 1999 et 0,59 euro/action en 1998. Le nombre moyen pondéré d'actions ayant servi de base pour le calcul du résultat par action dilué ressort à 110 454 999 actions pour 2000. Le résultat dilué par action correspondant s'élève ainsi à 1,15 euro/action en 2000, contre 0,84 euro/action en 1999 et 0,56 euro/action en 1998.

26 INFORMATIONS SECTORIELLES

► Informations par zone géographique

<i>en millions d'euros</i>	France	Autres pays européens	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
2000					
Chiffre d'affaires reconstitué	1 730	3 551	5 043	1 482	11 806
Revenu	342	536	688	204	1 770
Résultat d'exploitation	72	97	83	23	275
Résultat part du groupe après impôt*	38	58	46	9	151
Ecarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles nettes	85	172	818	139	1 214
1999					
Chiffre d'affaires reconstitué	1 495	2 620	1 847	898	6 860
Revenu	294	408	214	126	1 042
Résultat d'exploitation	45	76	21	14	156
Résultat part du groupe après impôt*	24	36	18	4	82
Ecarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles nettes	72	106	116	86	380
1998					
Chiffre d'affaires reconstitué	1 394	2 265	1 332	482	5 473
Revenu	274	357	154	66	851
Résultat d'exploitation	33	66	15	1	115
Résultat part du groupe après impôt*	18	27	13	-	58
Ecarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles nettes	70	89	113	39	311

* avant amortissement des écarts d'acquisition et résultat extraordinaire

▷ Informations par branche d'activité

La branche Communication représente plus de 95 % de la valeur d'activité du Groupe. Elle regroupe toutes les activités de publicité et de communication.

Les "Autres activités" incluent l'ensemble des filiales opérant en tant que régies publicitaires pour des supports de presse, de radio ainsi que dans l'affichage et le cinéma. Elles comprennent également le Drugstore et quelques activités de services.

<i>en millions d'euros</i>	Branche Communication	Autres activités	Total
2000			
Chiffre d'affaires reconstitué	11 216	590	11 806
Ecarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles nettes	1 173	41	1 214
1999			
Chiffre d'affaires reconstitué	6 353	507	6 860
Ecarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles nettes	344	36	380
1998			
Chiffre d'affaires reconstitué	5 009	464	5 473
Ecarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles nettes	269	42	311

27 PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

▷ Options Publicis

En conséquence de la fusion-absorption de Publicis Communication par Publicis Groupe S.A. intervenue le 11 décembre 1998, 62 397 options de souscription antérieurement consenties et attribuées par Publicis Communication ont été reprises par Publicis Groupe S.A. et converties en 935 960 nouvelles options de souscription à des actions de Publicis Groupe S.A. de 0,40 euro.

Une dernière tranche vient d'être attribuée le 7 septembre 2000 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 29 août 2000.

Les bénéficiaires disposent de ce droit de souscription pendant 10 ans.

Au cours de l'exercice, 70 710 options ont été levées générant une augmentation de capital, prime d'émission incluse, de 0,4 million d'euros.

Au 31 décembre 2000, l'état des options restant à lever est le suivant :

Actions de 2,50 francs nominal	Date d'attribution	Nombre d'options restant à lever	Prix d'option (euros)	Date limite de levée
Deuxième tranche	20 février 1992	17 700	7,2	2002
Troisième tranche	15 décembre 1992	25 450	6,9	2002
Quatrième tranche	22 mars 1994	28 760	6,4	2004
Cinquième tranche	30 mars 1995	93 970	6,6	2005
Sixième tranche	26 avril 1996	87 260	4,9	2006
Septième tranche	20 mars 1997	75 960	5,6	2007
Huitième tranche	11 mars 1998	66 000	8,7	2008
Neuvième tranche	4 novembre 1998	331 500	10,2	2008
Dixième tranche	7 septembre 2000	100 000	43,5	2010
TOTAL DES TRANCHES		826 600		

▷ Options Saatchi & Saatchi

Plusieurs plans d'options avaient été mis en place par Saatchi & Saatchi avant l'acquisition. Ces plans prenaient en compte plusieurs critères d'exécution du plan pour l'attribution des options. A l'occasion de la fusion avec Publicis Groupe S.A., ces plans ont été simplifiés et le nombre d'options maximum pouvant être attribuées a été arrêté.

Aujourd'hui, deux catégories d'options subsistent :

- celles à émettre dans le cadre de l'Equity Participation Plan ("EPP") et pour lesquelles le prix d'exercice a été réglé lors de l'attribution. Aucun versement complémentaire ne sera à verser lors de la levée des options ;

- celles à émettre dans le cadre des autres plans et pour lesquelles un prix devra être payé lors de l'exercice de l'option.

Dans ces deux cas, les bénéficiaires recevront des actions Saatchi & Saatchi lors de l'exercice de leur options. Ces actions seront apportées à Publicis Groupe S.A. et des nouvelles actions Publicis Groupe S.A. seront émises au profit des titulaires en échange de cet apport sur la base de 18,252 actions de Publicis Groupe S.A. pour 100 actions Saatchi & Saatchi apportées (soit le ratio appliqué lors de l'offre publique d'échange).

Le nombre d'options pouvant être levé dans le cadre des deux plans, converti pour simplifier en nombre d'actions Publicis sur la base de 0,18252 s'établit comme suit :

	Equity Participation Plan	Autres Plans	Total
- Restant à lever lors de la fusion	2 044 928	2 208 579	4 253 507
- Levées entre le 8 septembre et le 31 décembre 2000	1 344 435	1 307 824	2 652 259
- Perdues entre le 8 septembre et le 31 décembre 2000	0	5 475	5 475
- Restant à lever au 31 décembre 2000	700 493	895 280	1 595 773

Le calendrier de levée des options restantes est le suivant :

	Equity Participation Plan	Autres Plans	Total
Pouvant être exercées :			
- Immédiatement	601 932	649 335	1 251 267
- En 2001	98 561	147 385	245 946
- En 2002	0	78 483	78 483
- En 2003	0	20 077	20 077
TOTAL	700 493	895 280	1 595 773

Le prix pondéré d'exercice des options (par action Publicis) relevant des plans autres que l'EPP devrait s'établir à $\frac{\pounds 1,24 * 1,60}{0,18252} = 10,87$ euros.

28 LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2000

A - SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE

▷ 1 - Agences de publicité

Noms des sociétés	% contrôle	Activité	Pays	Ville
PUBLICIS GROUPE S.A.		Société mère	France	Paris
PUBLICIS WORLDWIDE	100,00	Financière	Pays-Bas	Amsterdam
Publicis USA Holdings	100,00	Financière	Etats-Unis	New-York
Publicis	100,00	Publicité	Etats-Unis	San Francisco, Seattle, Salt Lake City, Boise, Dallas, Indianapolis, Los Angeles, Chicago, New-York
Publicis Hal Riney	100,00	Publicité	Etats-Unis	San Francisco, Atlanta, New-York
Burrell Communications	49,00	Publicité	Etats-Unis	Chicago
Publicis Dialog	100,00	Publicité	Etats-Unis	San Francisco, Seattle, Salt Lake City, Dallas, Indianapolis, Chicago, New-York
Nelson Communications	100,00	Publicité	Etats-Unis	New-York
Frankel	100,00	Publicité	Etats-Unis	Chicago
Fallon	100,00	Publicité	Etats-Unis	Minneapolis
Optimedia USA	100,00	Achat d'espace	Etats-Unis	New-York
Winner & Associates	60,00	Publicité	Etats-Unis	Los Angeles
Publicis BCP	70,00	Publicité	Canada	Montréal
Publicis SMW	87,09	Publicité	Canada	Toronto
Optimedia	95,53	Publicité	Canada	Montréal, Toronto
Ove	70,00	Publicité	Canada	Montréal
Publicis Dialog	94,87	Publicité	Canada	Montréal, Toronto
Touch	100,00	Publicité	Canada	Montréal
Goodhue	70,00	Publicité	Canada	Montréal
Publicis Capurro	85,00	Publicité	Argentine	Buenos Aires
Publicis Dialog	80,00	Publicité	Argentine	Buenos Aires
Optimedia	100,00	Achat d'espace	Argentine	Buenos Aires
Publicis Norton	60,00	Publicité	Brésil	São Paulo, Brasília, Porto Alegre, Rio de Janeiro
Publicis Unitros	60,00	Publicité	Chili	Santiago
Publicis CB	60,00	Publicité	Colombie	Bogota

Noms des sociétés	% contrôle	Activité	Pays	Ville
Publicis Romero	51,00	Publicité	Mexique	Mexico
Optimedia	60,00	Achat d'espace	Mexique	Mexico
Publicis Dialog	56,00	Publicité	Mexique	Mexico
Publicis Asociados	60,00	Publicité	Pérou	Lima
Publicis 67	60,00	Publicité	Venezuela	Caracas
Publicis Communication	100,00	Publicité	Australie	Brisbane, Melbourne, Sydney
Echo Direct	100,00	Publicité	Australie	Sydney
Optimedia	100,00	Publicité	Australie	Sydney
Publicis Mojo	100,00	Publicité	Nouvelle Zélande	Auckland
Optimedia	100,00	Publicité	Nouvelle Zélande	Auckland
RaingerDirect	75,00	Publicité	Nouvelle Zélande	Auckland
Publicis Ad Link	60,00	Publicité	Chine, Hong Kong	Pekin, Hong Kong, Shanghai, Canton, Chengdu
Publicis Welcomm	60,00	Publicité	Corée	Séoul
Publicis Zen	60,00	Publicité	Inde	Mumbai
Publicis Inovasi	89,70	Publicité	Indonésie	Djakarta
Publicis	100,00	Publicité	Japon	Tokyo
Publicis Wet Desert	70,00	Publicité	Malaisie	Kuala Lumpur
Publicis Pakistan	60,00	Publicité	Pakistan	Lahore
Basic	65,63	Publicité	Philippines	Manille
Publicis Philippines	65,63	Publicité	Philippines	Manille
Publicis Ama	60,00	Publicité	Philippines	Manille
Publicis Asia Pacific	100,00	Financière	Singapour	Singapour
FCA	100,00	Publicité	Singapour	Singapour
Publicis Eurêka	60,00	Publicité	Singapour	Singapour
Publicis Taïwan	100,00	Publicité	Taiwan	Taipei
Publicis Prakt	50,00	Publicité	Thaïlande	Bangkok
Publicis Cape Town	84,30	Publicité	Afrique du Sud	Le Cap
Publicis Johannesburg	100,00	Publicité	Afrique du Sud	Johannesburg
Publicis Maroc	100,00	Publicité	Maroc	Casablanca

Noms des sociétés	% contrôle	Activité	Pays	Ville
Publicis Ariely	82,00	Publicité	Israël	Tel Aviv
Ab Data	70,00	Publicité	Israël	Tel Aviv
Super Push	56,00	Publicité	Israël	Tel Aviv
Publicis Graphics	60,00	Publicité	Liban, Jordanie, Bahreïn, Egypte, EAU, Arabie Saoudite, Koweït, Turquie	Beyrouth, Amman, Bahreïn, Le Caire, Dubaï, Jeddah, Riyadh, Koweït, Istanbul
Publicis Communication	100,00	Financière	Allemagne	Düsseldorf
FCA! BMZ	100,00	Publicité	Allemagne	Düsseldorf
Prorepro	100,00	Publicité	Allemagne	Düsseldorf
More Sales	84,80	Publicité	Allemagne	Düsseldorf
More Media	90,50	Achat d'espaces	Allemagne	Düsseldorf
Publicis	100,00	Publicité	Allemagne	Francfort
Mundocom	100,00	Publicité	Allemagne	Francfort
Publicis Service Germany	100,00	Publicité	Allemagne	Francfort
Optimedia	100,00	Achat d'espaces	Allemagne	Düsseldorf
Publicis Dialog	90,05	Publicité	Allemagne	Hambourg
Publicis Vital	100,00	Publicité	Allemagne	Francfort
Publicis Lenze	90,20	Publicité	Allemagne	Cologne
Hiel	100,00	Publicité	Allemagne	Munich
ADF DTP und Datenmanagement	51,00	Publicité	Allemagne	Francfort
Publicis MCD	100,00	Publicité	Allemagne	Erlangen, Munich
More Media Munich	100,00	Publicité	Allemagne	Munich
Contur	100,00	Publicité	Allemagne	Friedrichsdorf
Publicis Berlin	51,00	Publicité	Allemagne	Berlin
Publicis Networks	90,50	Publicité	Allemagne	Düsseldorf
Boebel Adam	90,50	Publicité	Allemagne	Francfort
Publicis	100,00	Publicité	Autriche	Vienne
Publicis Media	100,00	Publicité	Autriche	Vienne
Publicis	100,00	Publicité	Belgique	Bruxelles
Publicis	100,00	Publicité	Croatie	Zagreb
Publicis	80,00	Publicité	Danemark	Copenhague
Publicis	100,00	Publicité	Espagne	Madrid, Barcelone, Séville, Valence, Alicante
Publicis Casadevall y Pedreño	85,00	Publicité	Espagne	Barcelone, Madrid

Noms des sociétés	% contrôle	Activité	Pays	Ville
Optimedia	98,00	Achat d'espaces	Espagne	Madrid
FCA/BMZ	100,00	Publicité	Espagne	Madrid, Barcelone, Séville
Publicis Dialog	100,00	Publicité	Espagne	Madrid
Publicis International Oy	64,72	Publicité	Finlande	Helsinki
Publicis Dialog	51,00	Publicité	Finlande	Helsinki
Publicis Marché	100,00	Publicité	Finlande	Helsinki
Publicis Törmä	100,00	Publicité	Finlande	Helsinki
Multi Market Services	100,00	Financière	Royaume-Uni	Londres
Publicis	100,00	Publicité	Royaume-Uni	Londres
Mundocom	100,00	Publicité	Royaume-Uni	Londres
Optimedia	100,00	Publicité	Royaume-Uni	Londres
FCA!	100,00	Publicité	Royaume-Uni	Londres
Publicis Networks	100,00	Publicité	Royaume-Uni	Londres
Publicis Dialog	100,00	Publicité	Royaume-Uni	Londres
Publicis Blue Print	100,00	Publicité	Royaume-Uni	Londres
Publicis	100,00	Publicité	Grèce	Athènes
Publicis	100,00	Publicité	Hongrie	Budapest
Publicis	100,00	Publicité	Italie	Milan, Rome
FCA! BMZ	100,00	Publicité	Italie	Milan
Optimedia	100,00	Publicité	Italie	Milan
Carmi & Ubertis Design	80,00	Publicité	Italie	Milan
GGA	100,00	Publicité	Italie	Milan
Publicis	100,00	Financière	Norvège	Oslo
FCA! Amsterdam	100,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
FCA! Retail	57,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Compasso	77,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Change The Script	51,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Overad	100,00	Financière	Pays-Bas	Amsterdam
Overad Property	100,00	Financière	Pays-Bas	Amsterdam
Publicis	100,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
AMI	51,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Mundocom A.A.C.	75,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam, Eindhoven
Kern Habbema & Yap	87,10	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Brüggenwirth, Mass & Boswinkel	100,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam

Noms des sociétés	% contrôle	Activité	Pays	Ville
Optimedia Netherlands	100,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Focus Netherlands	60,20	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Publicis	85,00	Publicité	Pologne	Varsovie
Publicis	90,00	Publicité	Portugal	Lisbonne
BMZ/Park	56,44	Publicité	Portugal	Lisbonne
Optimedia	93,00	Achat d'espaces	Portugal	Lisbonne
Publicis	60,00	Publicité	République Tchèque	Prague
Publicis Knut	60,00	Publicité	Slovaquie	Bratislava
Publicis Etoiles	100,00	Financière	Suède	Stockholm
Publicis Welinder	73,00	Publicité	Suède	Stockholm
Publicis Zürich	90,00	Publicité	Suisse	Zürich
Publicis Lausanne	100,00	Publicité	Suisse	Lausanne
Publicis Consultants	51,00	Publicité	Suisse	Zürich
PUBLICIS CONSEIL	99,61	Publicité	France	Paris
FCA! B.M.Z.	100,00	Publicité	France	Paris
Loeb et Associés	55,00	Publicité	France	Paris
Publicis EtNous	52,72	Publicité	France	Paris
Mundocom	100,00	Publicité	France	Paris
Publicis Dialog	100,00	Publicité	France	Paris
Directis	60,00	Publicité	France	Paris
Parti Print	90,00	Publicité	France	Paris
Valeur Source	100,00	Publicité	France	Paris
Média System	94,96	Publicité	France	Paris
Guillaume Tell	75,01	Publicité	France	Paris
Verbe	99,86	Publicité	France	Paris
Verbe Consumer	64,89	Publicité	France	Paris
GES	100,00	Publicité	France	Paris
GEM	100,00	Publicité	Suisse	Cologny
Nephtalie Travel	100,00	Publicité	France	Paris
Motivom	74,50	Publicité	France	Paris
Publicis Hourra	99,93	Publicité	France	Lille
Publicis Cachemire	70,18	Publicité	France	Lyon, Clermont-Ferrand
Implication	75,00	Publicité	France	Lyon
Publicis Méditerranée	100,00	Publicité	France	Marseille

Noms des sociétés	% contrôle	Activité	Pays	Ville
Publicis Soleil	100,00	Publicité	France	Toulouse, Montpellier
Publicis Grand Angle	99,75	Publicité	France	Brest, Nantes, Rennes
Publicis Koufra	87,76	Publicité	France	Nancy, Dijon, Strasbourg
Publicis Atlantique	100,00	Publicité	France	Bordeaux
Publicis Racines	100,00	Publicité	France	Tours
Paname	89,76	Publicité	France	Paris
Champs Medias	99,80	Publicité	France	Paris
Publicis Wellcare	70,00	Publicité	France	Paris
Signe	100,00	Publicité	France	Nancy
Hauptmann	100,00	Publicité	France	Nancy
Sirius Participations	100,00	Publicité	France	Paris
Sirius SA	100,00	Publicité	France	Paris
Synthèse	100,00	Publicité	France	Paris
2ème Communication	51,00	Publicité	France	Lyon
O' de Formes	88,00	Publicité	France	Lyon
WAM	99,68	Publicité	France	Paris
PUBLICIS CENTRE MEDIA	100,00	Achat d'espace	France	Paris
Credome	100,00	Etudes et recherche	France	Paris
PUBLICIS CONSULTANTS	100,00	Publicité	France	Paris
Publicis Consultants	90,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Publicis Consultants	100,00	Publicité	Belgique	Bruxelles
Agence de Com	100,00	Publicité	France	Paris
Publicis Design	77,00	Publicité	France	Paris
Solange Stricker	100,00	Publicité	France	Paris
Finincom	100,00	Publicité	France	Paris
PUBLICIS TECHNOLOGY	100,00	Interactif	France	Paris
PUBLICIS NET	100,00	Financière	Etats-Unis	Dallas
Publicis e-brand	87,00	Interactif	France	Paris
Net.Intelligenz	51,00	Interactif	France	Paris
Publicis Networks	75,00	Interactif	France	Paris
Institutional Design	75,00	Interactif	France	Paris
SAATCHI & SAATCHI PLC	100,00	Financière	Royaume-Uni	Londres
S&S North America Inc.	100,00	Publicité	Etats-Unis	New-York

Noms des sociétés	% contrôle	Activité	Pays	Ville
Klemtner Advertising Inc.	100,00	Publicité	Etats-Unis	New-York
Rowland Worldwide Inc.	100,00	Publicité	Etats-Unis	New-York
Rowland - Rochester (SSBC)	100,00	Publicité	Etats-Unis	New-York
Conill Advertising Inc.	100,00	Publicité	Etats-Unis	New-York
Nazca Miami - Puerto Rico	75,00	Publicité	Etats-Unis	Miami
SSA Canada	100,00	Publicité	Canada	Toronto
Taylor Tarpay	100,00	Publicité	Canada	Toronto
Badillo Nazca S&S Inc.	75,00	Publicité	Puerto Rico	San Juan
S&S Argentina	51,00	Publicité	Argentine	Buenos Aires
Finance Nazca Publicidade Brazil	70,00	Publicité	Brésil	São Paulo
S&S Advertising Mexico Ltd	75,00	Publicité	Mexique	Mexico
S&S Advertising Pty Ltd	100,00	Publicité	Australie	Sydney
S&S New Zealand	100,00	Publicité	Nouvelle Zélande	Wellington
S&S Great Wall Advertising Co Ltd	51,00	Publicité	Chine	Beijing
S&S Hong Kong	100,00	Publicité	Chine	Hong Kong
Zenith Taiwan	100,00	Achat d'espace	Chine	Hong Kong
S&S India	80,00	Publicité	Inde	Mumbai
S&S Japan KK	66,67	Publicité	Japon	Tokyo
S&S Malaysia	80,00	Publicité	Malaisie	Petaling Jaya
S&S Singapore	100,00	Publicité	Singapour	Singapour
S&S Taiwan	100,00	Publicité	Taiwan	Taipei
S&S Thailand	51,00	Publicité	Thaïlande	Bangkok
Zenith Thailand	51,00	Achat d'espace	Thaïlande	Bangkok
S&S Vietnam	70,00	Publicité	Vietnam	Ho Chi Minh Ville
S&S Saudi Arabia	100,00	Publicité	Arabie Saoudite	Riyadh
S&S Dubai	100,00	Publicité	Dubaï	Dubaï
S&S Egypt	100,00	Publicité	Egypte	Le Caire
S&S Germany	100,00	Publicité	Allemagne	Francfort
Dialog-Team Marketing	51,00	Publicité	Allemagne	Francfort
S&S Austria	100,00	Publicité	Autriche	Vienne
S&S Belgium NV.	99,99	Publicité	Belgique	Bruxelles
S&S Denmark A/S	100,00	Publicité	Danemark	Copenhague

Noms des sociétés	% contrôle	Activité	Pays	Ville
S&S Madrid	100,00	Publicité	Espagne	Madrid
S&S France SA	100,00	Publicité	France	Paris
Albemarle Marketing Research Ltd.	100,00	Etudes et recherche	Royaume-Uni	Londres
The Facilities Group Ltd.	70,00	Publicité	Royaume-Uni	Londres
S&S Group Ltd.	100,00	Publicité	Royaume-Uni	Londres
S&S Hungary	100,00	Publicité	Hongrie	Budapest
S&S Italy	100,00	Publicité	Italie	Rome, Milan
Rowland Italy	100,00	Publicité	Italie	Milan
S&S Healthcare Italy	100,00	Publicité	Italie	Rome, Milan
S&S Holland	100,00	Publicité	Pays-Bas	Amstelveen
S&S Poland	100,00	Publicité	Pologne	Varsovie
S&S Portugal	100,00	Publicité	Portugal	Lisbonne
Rowland - Switzerland (SSBC)	100,00	Publicité	Suisse	Genève

▷ 2 - Medias et Régies

MEDIAS ET REGIES EUROPE	100,00	Régie de Presse	France	Paris
Le Monde Publicité	49,00	Régie de Presse	France	Paris
I-Régie.com	96,00	Régie de Presse	France	Paris
Régiscope	49,00	Régie de Presse	France	Paris
Espaces Libération	49,00	Régie de Presse	France	Paris
Profil 18/30	50,00	Régie de Presse	France	Paris
Consumer Média	50,00	Régie de Presse	France	Paris
Média & Régies Interactive	100,00	Régie Internet	France	Paris
Métrobus	100,00	Régie Affichage	France	Paris
A Nous Paris	55,00	Presse	France	Paris
Sodex	100,00	Régie Affichage	France	Paris
France Index	100,00	Régie Affichage	France	Paris
Publisistemas	100,00	Régie Affichage	Espagne	Madrid
Mediavision	66,63	Régie Cinéma	France	Paris
Intervoz	95,00	Régie de Radio	Portugal	Lisbonne
Publex	50,00	Affichage	Pays-Bas	Amsterdam
V.K.M.	50,00	Régie Affichage	Pays-Bas	Amsterdam
REGIE 1	50,00	Régie de Radio	France	Paris

Noms des sociétés	% contrôle	Activité	Pays	Ville
-------------------	------------	----------	------	-------

▷ **3 - Autres secteurs**

Drugstore Champs Elysées	100,00	Distribution	France	Paris
Groupe Publicis Services	100,00	Services	France	Paris
Farner Publicis Holding	100,00	Financière	Suisse	Zürich

B- SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE

Zenith Media	50,00	Achat d'espace	Royaume-Uni	Londres
Somupi	34,00	Affichage	France	Paris
Sopact	49,00	Affichage	France	Paris
TCS Portugal	35,00	Affichage	Portugal	Lisbonne
Metromatic	50,00	Promotion	Espagne	Madrid
Promometro	34,00	Promotion	France	Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et par votre Comité d'audit, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2000, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés établis conformément aux règles et principes comptables applicables en France sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 2 de l'annexe relatif à l'adoption du règlement 99-02 du CRC sur les comptes consolidés et au changement de méthode comptable en résultant.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 23 avril 2001

Les Commissaires aux Comptes

Mazars & Guérard
Frédéric Allilaire José Marette

Pierre Loeper

Le réviseur contractuel

Ernst & Young Audit
Bruno Perrin

Les comptes pro forma présentés ci-après intègrent exclusivement l'effet de la seule entrée de périmètre significative, à savoir Saatchi & Saatchi.

NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES PRO FORMA 1998 ET 1999

Les comptes consolidés pro forma ont été établis à partir :

- des comptes consolidés de Publicis pour les exercices clos aux 31 décembre 1998 et 31 décembre 1999 tels que publiés ;
- des états financiers consolidés de Saatchi & Saatchi pour les mêmes exercices. Ces comptes ont été retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables appliqués par Publicis.

Publicis a retenu la méthode dérogatoire prévue à l'article 215 du règlement 99-02 du CRC, qui permet de substituer au coût d'acquisition des titres de l'entreprise acquise la valeur des actifs et passifs constitutifs des capitaux propres consolidés de celle-ci retraités aux normes comptables de Publicis. En conséquence, aucun écart d'acquisition n'est dégagé, l'écart résultant de l'application de la méthode dérogatoire étant imputé sur les réserves consolidées. L'effet net sur les capitaux propres de l'application de la méthode dérogatoire s'élève à -214 millions d'euros en 1999 et -232 millions d'euros en 1998.

Les principaux retraitements effectués sur les comptes de Saatchi & Saatchi concernent principalement :

- l'élimination de l'actualisation des provisions sur actifs immobiliers ;
- la présentation des joint-ventures ;
- la constitution de provisions pour restructuration ;
- la prise en compte des frais d'acquisition.

Les bilans et les comptes de résultats de Saatchi & Saatchi ont été convertis en utilisant, selon la méthode appliquée par Publicis pour ces exercices, les taux de change de clôture, soit 1,4178 £/euro au 31 décembre 1998 et 1,6085 £/euro au 31 décembre 1999.

NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES PRO FORMA 2000

Les comptes pro forma 2000 traduisent les effets de l'acquisition par Publicis de Saatchi & Saatchi sur le compte de résultat consolidé de Publicis comme si Saatchi & Saatchi avait été détenue sur la totalité de l'exercice, et non acquise début septembre 2000.

Ces comptes pro forma ont été établis selon les mêmes principes que pour 1998 et 1999, décrits ci-dessus.

L'effet net sur les capitaux propres de l'application de la méthode dérogatoire s'élève à -198 millions d'euros dans les comptes 2000.

L'impact des retraitements sur la situation nette d'ouverture au 1^{er} septembre 2000 de Saatchi & Saatchi s'analyse comme suit (en millions d'euros) :

Élimination de l'actualisation des provisions sur actifs immobiliers	14
Provisions pour restructuration	15
Prise en compte des frais d'acquisition	23
Ajustement des goodwill	4
Retraitement des retraites UK	12
Autres	<u>12</u>
Total des retraitements	74

En ce qui concerne les écarts d'acquisition dégagés jusqu'en 1997, ceux-ci ont fait l'objet, conformément aux règles alors en vigueur en Grande-Bretagne, d'une imputation sur les capitaux propres pour un montant de 120 millions de Livres Sterling. Cette imputation n'a pas fait l'objet d'un retraitement dans le bilan d'ouverture de Saatchi & Saatchi.

Le compte de résultat de Saatchi & Saatchi a été converti au taux de change moyen de l'exercice, soit 1,64133 £/euro.

Compte de résultat consolidé pro forma lié à l'acquisition de Saatchi & Saatchi

<i>en millions d'euros</i>	2000	1999	1998
Chiffre d'affaires reconstitué	14 936	11 159	9 067
REVENU	2 231	1 687	1 389
Charges de personnel	(1 231)	(922)	(773)
Autres charges opérationnelles	(631)	(505)	(421)
Total des charges	(1 862)	(1 427)	(1 194)
Autres produits d'exploitation	18	12	26
RÉSULTAT INTERMÉDIAIRE	387	272	221
Dotations aux amortissements	(74)	(53)	(47)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	313	219	174
Charges et produits financiers	(15)	4	7
RÉSULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTÉGRÉES	298	223	181
Impôt sur le résultat	(99)	(80)	(60)
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES	199	143	121
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	10	9	5
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ AVANT AMORTISSEMENT DES ÉCARTS D'ACQUISITION ET RÉSULTAT EXTRAORDINAIRE	209	152	126
<i>Dont part du groupe</i>	<i>181</i>	<i>130</i>	<i>102</i>
Résultat extraordinaire net d'impôt	15	12	-
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(34)	(20)	(13)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	190	144	113
Intérêts minoritaires	(33)	(23)	(22)
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	157	121	91

Données par action (<i>en euros</i>)			
Bénéfice net par action	1,16	0,94	0,75
Bénéfice par action après impôt et avant amortissement des survaleurs et résultat extraordinaire	1,34	1,01	0,84
Bénéfice net par action - dilué	1,13	0,91	0,70
Bénéfice par action après impôt et avant amortissement des survaleurs et résultat extraordinaire - dilué	1,31	0,97	0,78

Bilan consolidé pro forma

lié à l'acquisition de Saatchi & Saatchi

en millions d'euros

ACTIF	2000	1999	1998
Ecart d'acquisition nets	861	248	211
Immobilisations incorporelles nettes	22	20	12
Immobilisations corporelles nettes	331	245	206
Immobilisations financières nettes	82	71	83
Titres mis en équivalence	7	7	7
ACTIF IMMOBILISÉ	1 303	591	519
Stocks et en-cours de production	129	80	76
Clients et comptes rattachés	1 770	1 378	964
Autres créances et comptes de régularisation	398	298	293
Valeurs mobilières de placement	100	76	34
Disponibilités	429	354	267
ACTIF CIRCULANT	2 826	2 186	1 634
TOTAL DE L'ACTIF	4 129	2 777	2 153

PASSIF	2000	1999	1998
Capital	53	36	34
Réserves consolidées, part du groupe	246	95	48
CAPITAUX PROPRES, PART DU GROUPE	299	131	82
INTÉRÊTS MINORITAIRES	77	58	49
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	169	178	181
Emprunts et dettes financières	901	241	130
Fournisseurs et comptes rattachés	1 590	1 277	889
Autres dettes et comptes de régularisation	1 093	892	822
DETTES	3 584	2 410	1 841
TOTAL DU PASSIF	4 129	2 777	2 153
ENDETTEMENT NET	372	(189)	(171)

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes pro forma

Vous nous avez demandé d'examiner les comptes pro forma de Publicis Groupe S.A. couvrant la période du 31 décembre 1998 au 31 décembre 2000, tels qu'ils sont joints au présent rapport, établis à l'occasion de l'acquisition de Saatchi & Saatchi.

Ces comptes pro forma ont été établis sous la responsabilité de la société à partir des comptes consolidés de Publicis Groupe S.A. (exercices clos les 31 décembre 1998, 31 décembre 1999, 31 décembre 2000) et de Saatchi & Saatchi (exercices clos les 31 décembre 1998, 31 décembre 1999). Les comptes de Publicis Groupe S.A. ont fait l'objet de notre part d'un audit selon les normes de la profession applicables en France et les comptes de Saatchi & Saatchi ont fait l'objet d'un audit de KPMG selon les normes applicables au Royaume-Uni pour les exercices clos aux 31 décembre 1998 et 31 décembre 1999. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir une assurance raisonnable que ces comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Notre audit de Publicis Groupe S.A. nous a conduit à exprimer une opinion sans réserve ni observation sur les comptes consolidés aux 31 décembre 1998, 31 décembre 1999 et 31 décembre 2000. KPMG a exprimé une opinion sans réserve ni observation sur les comptes consolidés de Saatchi & Saatchi aux 31 décembre 1998 et 31 décembre 1999, présentés en normes comptables anglaises.

Nous avons effectué notre examen des comptes pro forma selon les normes de la profession applicables en France. Ces normes requièrent une évaluation des procédures mises en place pour le choix des conventions et l'établissement des comptes pro forma ainsi que la mise en œuvre des diligences permettant d'apprécier si les conventions retenues sont cohérentes, de vérifier la traduction chiffrée de ces dernières et de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des derniers comptes consolidés de Publicis Groupe S.A.

Les comptes pro forma ont vocation à traduire l'effet sur des informations financières historiques de la réalisation, à une date antérieure à sa survenance réelle d'une opération ou d'un événement donné. Ils ne sont toutefois pas nécessairement représentatifs de la situation financière ou des performances qui auraient été constatées si l'opération ou l'événement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle.

A notre avis, les conventions retenues constituent une base raisonnable pour présenter les effets de l'acquisition de Saatchi & Saatchi dans les comptes pro forma, leur traduction chiffrée est appropriée et les méthodes comptables utilisées sont conformes à celles suivies pour l'établissement des comptes consolidés de Publicis Groupe S.A.

Fait à Paris, le 23 avril 2001

Les Commissaires aux Comptes

Mazars & Guérard
Frédéric Allilaire José Marette

Pierre Loeper

Le réviseur contractuel

Ernst & Young Audit
Bruno Perrin

Comptes sociaux de Publicis Groupe S.A.

Exercice 2000

- 60** Chiffres clés en euros et en francs
- 61** Compte de résultat
- 62** Bilan au 31 décembre
- 63** Tableau des flux de trésorerie
- 64** Notes annexes aux comptes de Publicis Groupe S.A.
- 72** Résultats de la société Publicis Groupe S.A. au cours des cinq derniers exercices
- 72** Evolution du cours de l'action Publicis Groupe S.A.
- 73** Répartition du capital de Publicis Groupe S.A.

Chiffres clés en euros et en francs

	<i>en milliers d'euros</i>			<i>en milliers de francs</i>		
	2000	1999	1998	2000	1999	1998
Chiffre d'affaires	11 620	10 911	65 077	76 223	71 573	426 878
Résultat courant avant impôts sur les bénéfices	28 198	12 218	27 866	184 966	80 149	182 793
Résultat total	192 019	20 710	28 009	1 259 563	135 852	183 733
Actif immobilisé	2 902 434	451 686	369 183	19 038 721	2 962 869	2 421 684
Capitaux propres	2 369 157	321 184	297 350	15 540 654	2 106 834	1 950 489
Total du bilan	2 924 570	462 126	399 663	19 183 924	3 031 354	2 621 617

Données par action	<i>en euros</i>			<i>en francs</i>		
	2000	1999*	1998*	2000	1999*	1998*
Dividende unitaire	0,20	0,17	0,12	1,31	1,12	0,80
Bénéfice net par action	1,38	0,22	0,31	9,11	1,44	2,05

(*) ajusté pour tenir compte de la division par 10 du nominal de l'action le 7 septembre 2000

Compte de résultat

en milliers d'euros

	2000	1999	1998
Production vendue (biens et services)	11 620	10 911	67 186
Reprises sur provisions et transferts de charges	6 647	434	814
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	18 267	11 345	68 000
Achats de marchandises et variation de stock	0	0	(576)
Autres achats et charges externes	(11 682)	(5 676)	(53 395)
Impôts, taxes et versements assimilés	(773)	(1 014)	(1 555)
Charges de personnel	(1 351)	(656)	(5 478)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(2 279)	(1 107)	(3 560)
Autres charges	(209)	(413)	(198)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	(16 294)	(8 866)	(64 762)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 973	2 479	3 238
Produits financiers de participations	43 792	10 518	25 834
Intérêts et autres produits financiers	966	4 069	3 560
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	44 758	14 587	29 394
Intérêts et autres charges financières	(18 319)	(3 162)	(3 452)
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	(18 319)	(3 162)	(3 452)
Quote-part de résultats de sociétés de personnes	(214)	(1 685)	(1 314)
RÉSULTAT FINANCIER	26 225	9 740	24 629
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	28 198	12 219	27 867
Impôts sur les bénéfices sur résultat courant	(9)	(5 102)	(19)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	713	2 962	67
Produits exceptionnels sur opérations en capital	355 989	14 869	62 758
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	356 702	17 831	62 825
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(230)	(516)	(20)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	(152 775)	(3 721)	(46 905)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(39 867)	0	(15 738)
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	(192 872)	(4 237)	(62 663)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL NET D'IMPÔT	163 830	13 594	162
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE	192 019	20 711	28 010

Bilan au 31 décembre

en milliers d'euros

ACTIF	2000	1999	1998
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Concessions et fonds de commerce	3 322	3 322	3 352
Amortissements	(452)	(412)	(403)
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	3 626	3 626	3 694
Constructions	8 805	8 805	7 676
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 252	6 252	6 370
Autres	4 146	4 077	4 436
Amortissements sur immobilisations corporelles	(14 630)	(14 232)	(14 881)
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations	2 705 818	289 678	246 618
Créances rattachées à des participations	171 171	99 760	121 057
Autres titres immobilisés	34 401	70 741	13 296
Prêts et autres immobilisations financières	1 254	1 348	1 482
Provisions sur immobilisations financières	(21 279)	(21 278)	(23 514)
ACTIF IMMOBILISÉ	2 902 434	451 687	369 183
Clients et comptes rattachés	7 690	6 239	7 206
Autres créances	6 697	2 244	16 029
Valeurs mobilières de placement	19	19	24
Disponibilités	235	1 838	7 186
ACTIF CIRCULANT	14 641	10 340	30 446
Ecart de conversion actif	7 496	101	34
TOTAL DE L'ACTIF	2 924 570	462 127	399 663
PASSIF	2000	1999	1998
Capital social	52 679	35 925	34 218
Prime d'émission et de fusion	1 978 032	123 543	111 476
Réserve légale	3 592	3 422	3 104
Réserve facultative	94 279	94 279	94 279
Réserve des plus-values à long terme	23 659	22 657	22 657
Report à nouveau	24 897	20 648	3 606
CAPITAUX PROPRES AVANT RÉSULTAT	2 177 138	300 474	269 340
Résultat de l'exercice	192 019	20 711	28 010
CAPITAUX PROPRES	2 369 157	321 185	297 350
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	43 225	8 000	9 211
Banques et dettes auprès des établissements de crédit	441 523	120 865	74 722
Emprunts et dettes financières divers	48 076	2 756	4 960
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 181	2 324	8 114
Dettes fiscales et sociales	1 404	4 767	1 634
Autres dettes	2 099	2 128	3 638
DETTES	504 284	132 841	93 067
Ecart de conversion passif	7 904	101	34
TOTAL DU PASSIF	2 924 570	462 127	399 663

Tableau des flux de trésorerie

en milliers d'euros

	2000	1999	1998
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ			
Résultat net de l'exercice (hors plus-values de cession exceptionnelle)	28 672	13 968	28 010
Dotation aux amortissements	437	472	1 185
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	29 109	14 440	29 195
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(4 671)	6 326	262
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ	24 438	20 766	29 457
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(70)	(2 745)	(14 181)
Cessions d'immobilisations corporelles	0	7 824	2 762
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(212 634)	(21 234)	(92 612)
Acquisitions de filiales	(49 351)	0	(216 528)
Cessions de filiales	0	416	220 747
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(262 055)	(15 739)	(99 812)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(15 289)	(10 650)	(6 462)
Augmentation de capital en numéraire	449	13 774	104 652
Nouveaux emprunts	406 540	1 986	3 074
Remboursement des emprunts	(1 918)	(4 189)	(30 779)
Rachat d'actions propres	(141 372)	(57 445)	(13 268)
Cessions d'actions propres	26 249	0	0
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	274 659	(56 524)	57 217
VARIATION DE LA TRÉSORERIE (I + II + III)	37 042	(51 497)	(13 138)
Trésorerie à l'ouverture	(119 009)	(67 512)	(54 374)
Trésorerie à la clôture	(81 967)	(119 009)	(67 512)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	37 042	(51 497)	(13 138)

Notes annexes

aux comptes de Publicis Groupe S.A.

1 FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 2000, plusieurs événements significatifs sont intervenus :

- Apport de nos titres Publicis Bloom, Publicis Hal Riney et True North à notre holding Publicis USA holdings, dans le cadre d'une restructuration de nos activités sur le territoire américain.

- Acquisition de 100 % de la société Saatchi & Saatchi. Cette opération s'est réalisée par voie d'offre publique d'échange pour un montant 1 882 844 milliers d'euros (compte tenu des titres et options présentés à l'échange au 31 décembre 2000).

- Rachat d'actions propres pour un montant total de 141 372 milliers d'euros, portant ainsi le nombre d'actions auto détenues au 31 décembre 2000 à 6 982 829 dont 6 111 620 seront remises en 2001 aux actionnaires de Nelson (agence américaine de communication dans le domaine de la santé) en échange de leurs titres.

2 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

La monnaie d'établissement des comptes est le franc. Toutefois depuis 1999, les états financiers, y compris l'annexe aux comptes annuels, sont présentés et arrêtés en euros. Ils ont été convertis sur la base de la parité franc/euro fixée au 1^{er} janvier 1999 (soit 1 euro = 6,55957 francs). A titre de comparaison, les chiffres des exercices antérieurs à 1999 ont également été convertis.

Les comptes annuels de l'exercice 2000 sont établis conformément aux dispositions du plan comptable 1999 et dans le respect des textes légaux et réglementaires en vigueur.

Les méthodes d'évaluation et de présentation retenues pour établir les comptes de l'exercice 2000 sont demeurées inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent.

2.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles amortissables sont constituées par la concession de places de parkings qui font l'objet d'un amortissement sur 75 ans (durée de la concession) et par le fonds de commerce du cinéma Publicis, complètement amorti.

2.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût net d'acquisition et font l'objet d'un amortissement annuel calculé de manière linéaire selon les durées suivantes :

- 50 ans Bâtiment avenue des Champs-Élysées,
- 25 ans Bâtiment rue du Dôme à Boulogne,
- 20 et 10 ans Agencements des constructions, installations générales,
- 10 ans Matériel et outillage,
- 4 ans Matériel de transport,
- 3 ans Matériel informatique.

2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

La valeur brute des participations est constituée par le coût d'achat des titres hors frais accessoires. Les titres acquis en devises sont enregistrés au prix d'acquisition converti en francs au cours du jour de l'opération.

Les titres de participation font, le cas échéant, l'objet de provisions pour dépréciation quand leur valeur d'usage est inférieure à leur valeur comptable. La valeur d'usage est déterminée selon des critères objectifs, tels l'actif net réévalué, la capitalisation du résultat ou encore les cours de bourse, étayés le cas échéant par des critères plus subjectifs, comme les perspectives du secteur et leur incidence sur l'évolution économique de la société ou bien l'intérêt stratégique de la participation pour le Groupe.

2.4 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges incluent principalement :

- une provision pour indemnités de fin de carrière : la provision figurant au bilan correspond aux droits acquis par les salariés de plus de 50 ans, majorés des charges sociales qui s'y rapportent ;
- une provision pour grosses réparations relative à notre immeuble du siège social ;
- une provision pour impôt latent sur la plus-value d'apport dérogée à l'occasion de la réorganisation de nos activités sur le territoire américain.

2.5 PRODUITS FINANCIERS

Les revenus financiers sont appréhendés en application des règles usuelles en la matière, à savoir :

- dividendes en provenance de sociétés françaises : après la décision de mise en distribution par l'Assemblée Générale ;
- dividendes en provenance de sociétés étrangères : à la date d'encaissement ;
- produits financiers sur comptes courants, dépôts à terme et obligations : au fur et à mesure de l'acquisition des fruits ;
- coupons et dividendes sur valeurs mobilières de placement : à la date d'encaissement.

3.3 CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER

Deux étages de l'immeuble de la rue du Dôme à Boulogne ont été acquis en crédit-bail. Ce contrat, au 31 décembre 2000, présente les caractéristiques suivantes :

► Valeurs des biens en crédit-bail au 31 décembre 2000 en milliers d'euros

Catégorie d'immobilisation	Valeur d'origine	Redevances		Dotations aux amortissements théoriques		Prix d'achat résiduel en fin de contrat
		de l'exercice	cumulées	de l'exercice	cumulées	
Terrains et constructions	7 985 ⁽¹⁾	965	7 550	299	2 407	2 921

(1) dont 1 996 milliers d'euros pour la valeur du terrain

La quote-part de résultats des sociétés de personnes inscrite au compte de résultat représente la part revenant à notre société dans les résultats 2000 du Drugstore Champs-Élysées (99,99 %) et de Régie 1 (49 %), conformément aux stipulations expresses de leurs statuts respectifs.

3 ACTIF IMMOBILISÉ

3.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Aucune modification n'est intervenue sur ce poste durant l'année 2000.

3.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La variation des immobilisations corporelles s'explique principalement par des immobilisations en-cours pour les travaux réalisés au 6^e étage et dans les parkings de notre immeuble des Champs-Élysées.

▷ Echéances des redevances de crédit-bail restant à verser au 31 décembre 2000 en milliers d'euros

Catégorie d'immobilisation	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Terrains et constructions	547	2 191 ⁽¹⁾	1 058 ⁽¹⁾	3 796

(1) non compris les versements complémentaires de 2 921 milliers d'euros correspondant au prix d'achat résiduel en fin de contrat (dont 2 087 milliers d'euros de 1 à 5 ans et 835 milliers d'euros de plus de 5 ans)

3.4 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

▷ Titres de participation

Les titres de participation ont augmenté en valeur brute de 2 416 139 milliers d'euros.

Les principaux mouvements de l'exercice ont été les suivants :

- **Acquisition Saatchi & Saatchi** : le prix d'acquisition des titres de cette société s'élève à un montant de 1 882 844 milliers d'euros au 31 décembre 2000 (montant non définitif en raison des options restant à lever).

- **Mouvements liés à la restructuration des activités aux Etats-Unis** : Publicis Groupe S.A. a acquis auprès de Publicis Worldwide 100 % du capital de Publicis USA Holdings ainsi que 100 % de celui de Publicis Hal Riney. Elle a ensuite fait apport à Publicis USA Holdings de l'ensemble de ses participations américaines. A l'issue de ces opérations, la participation dans Publicis USA Holdings s'élève à 392 546 milliers d'euros.

Les provisions sur certains titres de participation existantes au 31 décembre 1999 ont été maintenues au même niveau (21 247 milliers d'euros).

▷ Créances rattachées à des participations

Les créances rattachées s'élèvent au 31 décembre 2000 à 171 171 milliers d'euros, soit une augmentation de 71 411 milliers d'euros.

La quote-part de résultat de Régie 1 qui est enregistrée dans ce poste a progressé de 546 milliers d'euros.

▷ Autres titres immobilisés

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 juin 1998, réitérée par l'Assemblée Générale du 22 juin 2000 aux fins de mise en conformité avec la loi du 2 juillet 1998, Publicis Groupe S.A. a acquis, au cours de l'année 2000, 3 480 077 de ses propres titres pour un montant de 141 373 milliers d'euros.

Un total de 679 068 titres a été échangé au dernier trimestre 2000 contre des titres de la société Nelson ramenant à 6 982 929 titres le nombre détenu au 31 décembre 2000 de ses propres titres pour un prix global de 203 740 milliers d'euros. Au cours du premier trimestre 2001, 6 111 620 titres Publicis Groupe S.A. seront remis aux anciens actionnaires de Nelson en échange de leurs actions Nelson. Ces actions propres ont été reclassées en conséquence dans le poste Participations.

4 EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen de la société a été de 5 personnes dont 4 cadres.

5 CAPITAUX PROPRES

Le 7 septembre 2000, le nominal de l'action a été divisé par 10, il s'élève actuellement à 2,50 francs contre 25 francs antérieurement.

Les fonds propres ont évolué de la façon suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	Incidence sur le capital	Incidence sur la prime d'émission	Incidence totale
Opération Saatchi & Saatchi	16 727	1 866 117	1 882 844
Levées d'options plan Publicis	27	422	449
Imputation sur la prime des frais d'émission liés à l'opération Saatchi & Saatchi	-	(12 051)	(12 051)

Ces opérations ont entraîné la création de 43 959 859 actions à 2,50 francs dont 43 889 149 actions pour la seule opération Saatchi & Saatchi.

Au 31 décembre 2000, le capital social s'élève à 52 679 milliers d'euros, divisé en 138 219 819 actions de 2,50 francs de nominal.

6 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Au plan fiscal, Publicis Groupe S.A. a bénéficié, sur agrément de la DGI, des dispositions de l'article 210 A du Code Général des Impôts. L'impôt correspondant aux plus-values d'apport dégagées sur les opérations de transfert de titres à Publicis USA Holdings, en sursis d'imposition, a été provisionné pour sa totalité. La provision pour risque constituée à ce titre s'élève à 39 867 milliers d'euros.

7 ETAT DES ÉCHÉANCES, DES CRÉANCES ET DES DETTES

La quasi-totalité des créances de l'actif circulant et des dettes sont exigibles à moins d'un an.

8 BANQUES ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Ce poste qui s'élève à 441 523 milliers d'euros correspond à des lignes de crédit pour 359 303 milliers d'euros et des découverts bancaires pour 82 220 milliers d'euros. Une partie de ces lignes de crédit a été souscrite en dollars et assure le refinancement de l'avance en compte courant en dollars accordée à Publicis USA Holdings.

Les informations relatives à l'évolution de l'endettement et à son utilisation sont fournies dans le tableau des flux présenté précédemment.

9 CHIFFRE D'AFFAIRES

Les ventes se composent essentiellement :

- des loyers perçus sur les immeubles situés 133 Champs-Élysées et 15 rue du Dôme à Boulogne,
- de la redevance de location gérance du fonds de commerce de Métrobus.

10 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel comprend principalement la plus-value d'apport des titres de participation des sociétés Publicis Hal Riney, Publicis Bloom et True North pour un montant net de 145 444 milliers d'euros.

11 IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Le résultat fiscal pour l'exercice 2000 est une perte fiscale de 1 586 milliers d'euros. Ce déficit est reportable pendant cinq ans.

12 ENGAGEMENTS HORS BILAN

- Engagement sur le contrat de crédit-bail (cf. § 3.3)
- Publicis Groupe S.A. a procédé à l'émission et à l'attribution, aux titulaires des actions Publicis reçues en échange des actions Saatchi & Saatchi apportées, d'un certificat de valeur garantie pour chaque action remise en échange contre des actions Saatchi & Saatchi apportées.

Les titulaires de certificats recevront dans les soixante jours suivant l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de leur émission, pour chaque certificat détenu et dans la limite de 4,32 euros par certificat, une somme en espèces en euros égale à la différence, si celle-ci est négative, entre la moyenne des cours de l'action Publicis

pendant les 10 jours de bourse précédant la veille de l'expiration du délai de 18 mois et le cours de référence.

Le nombre de certificats attribués au 31 décembre 2000 s'élève à 43 889 149 soit un engagement d'un montant maximum de 189 601 milliers d'euros. Compte tenu des options restantes, ce nombre ne pourra être supérieur à 46 096 133, soit un montant maximum de 199 135 milliers d'euros.

- Plan d'options Publicis Groupe S.A. : le nombre d'options restant en circulation au titre des plans approuvés par les différentes assemblées de 1991 à 2000 s'élève à 826 600 options.
- Plan d'options Saatchi & Saatchi : à l'issue du rapprochement entre Publicis Groupe S.A. et Saatchi & Saatchi, les plans d'options Saatchi & Saatchi ont été transférés chez Publicis Groupe SA.

Les titulaires d'options Saatchi & Saatchi pourront recevoir des actions Publicis Groupe S.A. conformément au ratio retenu pour l'échange d'actions (18,252 actions Publicis Groupe S.A. pour 100 actions Saatchi & Saatchi).

Le nombre d'options restant à lever (converties en nombre d'actions Publicis Groupe S.A. qu'elles représentent) se décompose de la manière suivante :

- Restant à lever lors de la fusion	4 253 507
- Levées entre le 8 septembre et le 31 décembre 2000	(2 652 259)
- Tombées en non-valeur entre le 8 septembre et le 31 décembre 2000	(5 475)
- Options Saatchi & Saatchi restant à lever au 31 décembre 2000	1 595 773

Sur le solde restant à lever au 31 décembre 2000, 997 491 actions donnant droit au dividende 2000 ont été attribuées au 7 mars 2001.

Inventaire des valeurs mobilières

au 31 décembre 2000

<i>en milliers d'euros</i>	% de participation	Valeur nette comptable	
I - PARTICIPATIONS			
A. Participations françaises			
3 728 634 actions	Publicis Conseil	99,61 %	90 833
1 582 686 actions	Médias & Régies Europe	99,99 %	25 508
9 993 actions	Publicis Centre Média	99,94 %	1 836
9 230 actions	Publicis Consultants	98,93 %	4 224
7 000 actions	Europe 1 Immobilier	10,00 %	1 959
74 599 actions	Drugstore Champs-Elysées	99,99 %	1 137
4 539 actions	Publicis Technology	99,89 %	999
245 000 actions	Régie 1	49,00 %	374
13 465 actions	Groupe Publicis Services	99,99 %	253
2 493 actions	WAM	99,72 %	233
Participation dont la valeur est inférieure à 15 000 euros, ensemble			21
TOTAL DES PARTICIPATIONS FRANÇAISES			127 375
B. Participations étrangères			
240 462 213 actions	Saatchi & Saatchi	100,00 %	1 882 844
3 363 468 actions	Nelson Communications	13,63 %	37 299
200 actions	Publicis USA Holdings	100,00 %	392 547
100 000 parts	Publicis Worldwide B.V.	100,00 %	71 643
6 500 actions	Farner Holding	100,00 %	3 241
6 100 actions	FCA Brussels	100,00 %	251
6 111 620 actions propres	Publicis Groupe S.A. à livrer dans le cadre de l'opération Nelson		169 368
Participations dont la valeur est inférieure à 15 000 euros, ensemble			2
TOTAL DES PARTICIPATIONS ÉTRANGÈRES			2 557 195
TOTAL DES PARTICIPATIONS			2 684 571
II - AUTRES TITRES			
A. Titres français			
871 309 actions propres	Publicis Groupe S.A.	5,05 %	34 372
1 713 actions	GITT	ns	18
Participations dont la valeur est inférieure à 15 000 euros, ensemble			8
B. Titres étrangers			
Participations dont la valeur est inférieure à 15 000 euros, ensemble			14
TOTAL DES AUTRES TITRES			34 412
TOTAL DES VALEURS MOBILIÈRES			2 718 983

Tableau des filiales et des participations

au 31 décembre 2000

(chiffres en milliers d'euros, sauf pour les capitaux propres déclarés dans la monnaie locale)

▷ A - Filiales et participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de Publicis Groupe S.A.

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau	% de participation	Valeur d'inventaire brute	Valeur d'inventaire nette	Prêts et avances	Chiffre d'affaires	Résultat net	Dividendes	Observations
1- FILIALES										
Publicis Worldwide B.V. Prof. W.H. Keesomlaan 12 1183 DJ Amstelveen	45 378	117 117	100,00	82 427	71 643	3 442	4 538 663	105 827	20 000	Chiffres consolidés
Publicis Conseil 133, Champs-Élysées 75008 Paris	28 532	42 060	99,61	90 833	90 833	0	912 159	19 036	9 095	Chiffres consolidés
Médias & Régies Europe 133 Champs-Élysées 75008 Paris	24 128	27 145	99,99	25 508	25 508	0	465 413	24 802	2 172	Chiffres consolidés
Publicis Centre Media 46, quai A. Le Gallo 92100 Boulogne	762	1 161	99,94	12 214	1 836	0	350 091	346	0	Chiffres consolidés
Publicis Consultants 133, Champs-Élysées 75008 Paris	142	7 060	98,93	4 224	4 224	0	62 708	2 694	906	Chiffres consolidés
Farner Holding AG Theaterstrasse 8 8001 Zürich	650 CHF	6 200 CHF	100,00	3 241	3 241	0	0	807	647	1 CHF=0,64227 EUR au 31/12/00
Drugstore Champs-Élysées 133, Champs-Élysées 75008 Paris	1 137	0	99,99	1 137	1 137	0	11 696	(1 312)	0	
Publicis Technology 4-6, passage Louis-Philippe 75011 Paris	173	719	99,89	999	999	0	11 142	(1 058)	0	
Saatchi & Saatchi Plc 89-89 Whifield Street WAA 4XA Londres	23 236 GBP	(132 733) GBP	100,00	1 882 844	1 882 844	0	4 799 532	54 344	0	Chiffres consolidés
Nelson Communications ⁽¹⁾ 41 Madison avenue, 31 fl. NY 10010 New York	247 USD	24 901 USD	13,63	37 299	37 299	0	1 195 115	11 164	0	Chiffres consolidés
Publicis USA Holdings 14185 North Dallas Parkway, Suite 400 Dallas	-	80 990 USD	100,00	392 547	392 547	144 001	3 871 085	10 262	0	Chiffres consolidés
2- PARTICIPATIONS										
Europe 1 Immobilier 26 bis, rue François 1 ^{er} 75008 Paris	1 067	2 346	10,00	1 959	1 959	0	3 294	458	33	Exercice du 01/10 au 30/09

(1) Le solde des titres (86 % du capital) sera livré au cours du 1^{er} trimestre 2001

▷ **B - Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations**

	Filiales		Participations	
	françaises	étrangères	françaises	étrangères
Valeur comptable des titres détenus				
- brute	135 774	2 398 610	1 979	87
- nette	125 396	2 387 826	1 979	2
Montant des prêts accordés ⁽¹⁾	0	147 443	0	5 018
Montant des dividendes encaissés	12 173	20 895	33	0

(1) Participations étrangères : avances en comptes courant faites à Publicis Net Inc.

Il n'existe pas de cautions et avals donnés aux filiales.

Résultat de la société Publicis Groupe S.A.

au cours des cinq derniers exercices *(en milliers d'euros)*

Nature des indications	2000	1999	1998	1997	1996
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	52 679	35 925	34 218	31 035	30 864
Nombre d'actions émises	138 219 819	94 259 960	89 782 110	81 431 130	80 981 410
Nombre maximal d'actions futures à créer par exercice d'options de souscriptions attribuées	726 600	797 310	5 275 160	4 774 420	5 224 140
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	11 620	10 911	65 077	-	-
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	227 527	24 091	46 711	2 096	7 220
Impôts sur les bénéfices	9	5 102	19	(1 221)	(373)
Résultat après impôts, amortissements et provisions	192 019	20 711	28 010	3 313	7 593
Résultat distribué	27 852	16 030	10 951	6 462	5 943
RÉSULTAT PAR ACTION EN EUROS					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	1,64	0,20	0,52	0,04	0,09
Résultat après impôts, amortissements et provisions	1,38	0,22	0,31	0,04	0,09
Dividende attribué à chaque action	0,20	0,17	0,12	0,08	0,07
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	5	5	89	5	5
Montant de la masse salariale	811	515	3 912	561	566
Montant des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	540	141	1 578	127	134

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION PUBLICIS GROUPE S.A. AU COURS DES 5 DERNIERS EXERCICES

en euros

Cours le plus bas	29	12	7	7	4
Cours le plus haut	70	38	16	10	8
Cours au 31 décembre	36	37	16	7	7

NB : Les résultats par action et le cours des années 1996 à 1999 ont été ajustés pour tenir compte de la division par 10 du nominal de l'action intervenue le 7 septembre 2000.

Répartition du capital de Publicis Groupe S.A.

au 31 décembre 2000

Actionnaires détenant plus de 5 % du capital	Actions détenues	%	Droits de vote	%
Somarel S.A. ⁽¹⁾	30 960 000	22,40	61 916 400	36,37
Elisabeth Badinter	7 766 800	5,62	15 533 360	9,12
Putnam Investments	9 336 255	6,75	9 336 255	5,48
Public	83 173 835	60,18	83 449 384	49,03
Actions auto-détenues	6 982 929	5,05		
TOTAL	138 219 819	100,00	170 235 399	100,00

(1) La Somarel est contrôlée par Elisabeth Badinter (43,22 %), Sophie Dulac (16,05 %), des investisseurs institutionnels (18,55 %), les salariés du Groupe Publicis (18,55 %), Michèle Bleustein-Blanchet (2,42 %), Nicolas Rachline (1,21 %).

Rapport général

des Commissaires aux Comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2000 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Publicis Groupe S.A. établis en milliers d'euros et conformément aux principes comptables généralement admis en France tels qu'ils sont annexés au présent rapport ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi française, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 27 avril 2001

Les Commissaires aux Comptes

Mazars & Guérard
Frédéric Allilaire José Marette

Pierre Loeper

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

Mesdames et Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L. 225-86 du Code de Commerce (anciennement article 143 de la loi du 24 juillet 1966).

Fait à Paris, le 27 avril 2001

Les Commissaires aux Comptes

Mazars & Guérard
Frédéric Allilaire José Marette

Pierre Loeper



Informations complémentaires

- 78** Responsables du document de référence et du contrôle des comptes
- 78** Responsable du document
- 78** Responsables du contrôle des comptes
- 80** Responsables de l'information financière

- 81** Renseignements de caractère général concernant Publicis Groupe S.A. et son capital
- 81** Renseignements généraux concernant Publicis Groupe S.A.
- 82** Renseignements généraux concernant le capital
- 84** Répartition du capital et des droits de vote
- 85** Marché des titres
- 86** Dividendes et rendement

- 87** Renseignements relatifs à l'activité de Publicis Groupe S.A.
- 87** Activité du Groupe Publicis S.A.
- 88** Politique d'investissements
- 89** Eléments exceptionnels et litiges

- 90** Organes d'administration, de direction et de surveillance
- 90** Membres du Conseil de Surveillance et du Directoire
- 91** Comités spécialisés
- 91** Schémas d'intéressement du personnel
- 92** Renseignements concernant l'évolution récente

Responsables du document de référence et du contrôle des comptes

▷ Responsable du document

Maurice Lévy, Président du Directoire.

Attestation

“A ma connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l’activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Publicis ; elles ne comportent pas d’omission de nature à en altérer la portée.”

▷ Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux Comptes titulaires	Date de première nomination	Prochaine échéance du mandat
- Cabinet Mazars & Guérard représenté par J. Marette et F. Allilaire 125, rue de Montreuil 75011 Paris	25 juin 1981	AGO 2005
- Pierre Loeper ⁽¹⁾ 140, boulevard Haussmann 75008 Paris	20 juin 1986	AGO 2004
Commissaire aux Comptes suppléant ⁽²⁾		
- Patrick de Cambourg 125, rue de Montreuil 75011 Paris	25 juin 1998	AGO 2004

(1) Nomination proposée à l’AGO du 14 juin 2001 d’Ernst & Young Audit (4, rue Auber - 75009 Paris), représenté par Bruno Perrin, en remplacement de Pierre Loeper.

(2) Nomination proposée à l’AGO du 14 juin 2001 de Denis Thibon (11, faubourg de l’Arche - 92057 Paris la Défense) en tant que second suppléant.

Attestation

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Publicis Groupe S.A. et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité du président du Directoire de la société. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission.

Les comptes annuels et les comptes consolidés arrêtés par le Conseil de Surveillance, ont fait l'objet d'un audit par les Commissaires aux Comptes pour les exercices clos au 31 décembre 1998 et au 31 décembre 1999, et pour l'exercice clos au 31 décembre 2000, par les Commissaires aux Comptes et par le réviseur contractuel, selon les normes professionnelles applicables en France. Les comptes pour les exercices clos au 31 décembre 1998 et au 31 décembre 1999 ont été certifiés sans réserve ni observation. Les comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2000 ont été certifiés sans réserve et ont fait l'objet d'une observation concernant le paragraphe 2 de l'annexe consolidée relatif à l'adoption du règlement 99-02 du CRC sur les comptes consolidés et au changement de méthode comptable en résultant.

Les comptes pro forma de Publicis Groupe S.A., couvrant la période du 31 décembre 1998 au 31 décembre 2000 établis sous la responsabilité de la société, présentés dans ce document de référence ont fait l'objet d'un examen par nos soins selon les normes de la profession applicables en France. Au terme de cet examen qui a fait l'objet d'un rapport inclus dans le présent document de référence, les conventions retenues constituent une base raisonnable pour présenter les effets de l'acquisition de Saatchi & Saatchi dans les comptes pro forma, leur traduction chiffrée est appropriée et les méthodes comptables utilisées sont conformes à celles suivies pour l'établissement des comptes consolidés de Publicis Groupe S.A.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

Concernant les informations pro forma contenues dans ce document de référence, nous rappelons que ces informations ont vocation à traduire l'effet, sur des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques, de la réalisation, à une date antérieure à sa survenance réelle d'une opération ou d'un événement donné. Elles ne sont toutefois pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient été constatées si l'opération ou l'événement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle.

Les Commissaires aux Comptes

Mazars & Guérard
Frédéric Allilaire José Marette

Pierre Loeper

Le réviseur contractuel

Ernst & Young Audit
Bruno Perrin

▷ **Responsables de l'information financière**

Toute information relative au présent document pourra être obtenue auprès de :

Jean-Michel Etienne, Directeur financier

133, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris

(Téléphone : 01 44 43 72 30 - Fax : 01 44 43 75 60 - e-mail : jean-michel.etienne@publicis.com)

Pierre Bénaich, Directeur des relations investisseurs

133, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris

(Téléphone : 01 44 43 65 00 - Fax : 01 44 43 75 60 - e-mail : pierre.benaich@publicis.fr)

Renseignements de caractère général

concernant Publicis Groupe S.A. et son capital

▷ Renseignements généraux concernant Publicis Groupe S.A.

Dénomination sociale et siège social

Publicis Groupe S.A., 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Forme juridique et législation applicable

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance régie par les articles L 225-57 et L 225-93 du Code de Commerce.

Date de constitution et date d'expiration

Constitution : le 4 octobre 1938

Expiration : le 3 octobre 2037 sauf cas de prorogation

Objet social résumé (article 2 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en tous pays :

- l'exploitation et la mise en valeur, de quelque manière que ce soit, de la publicité sous toutes ses formes et quelle qu'en soit la nature ;
- la prise, sous toutes ses formes, d'intérêt et de participation dans toutes affaires et entreprises françaises et étrangères, quel que soit leur objet.

Registre du Commerce et des Sociétés

542 080 601 RCS Paris ; CODE NAF 741 J

Exercice social

Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Lieu de consultation des documents relatifs à la société :

au siège social

Répartition statutaire des bénéfices (articles 28 et 29 des statuts) :

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est fait d'abord un prélèvement de 5 % au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale" ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours, lorsque, pour une cause quelconque, il est descendu au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, il est d'abord prélevé la somme nécessaire pour servir aux actionnaires, à titre de premier dividende, cinq pour cent des sommes dont leurs actions sont libérées et non amorties, sans qu'en cas d'insuffisance d'un exercice pour effectuer ce paiement, il puisse être fait, de ce chef, un prélèvement sur le bénéfice des exercices ultérieurs.

Sur le surplus, l'Assemblée Générale a la faculté, sur la proposition du Directoire, de prélever les sommes qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être portées à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, dont elle détermine l'affectation ou l'emploi.

Le solde, s'il en existe un, est réparti aux actions.

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales et réglementaires.

Assemblées Générales (articles 19 à 24 des statuts) :

L'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent. Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions, formes et délais fixés par la loi.

Représentation et admission aux Assemblées :

Le droit de participer aux Assemblées Générales est subordonné :

- pour les propriétaires d'actions nominatives à l'inscription de l'actionnaire sur le registre de la société ;
- pour les propriétaires d'actions au porteur au dépôt, au lieu indiqué par l'avis de convocation, d'une attestation délivrée par l'intermédiaire habilité teneur du compte.

Bureau - Feuille de présence - Voix

Chaque membre de l'Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation, mais un droit de vote double est attribué aux actions détenues à titre nominatif depuis plus de deux ans (AGE du 14 septembre 1968).

La suppression du droit de vote double, du ressort de l'AGE, est aussi soumise à l'approbation par l'assemblée spéciale des propriétaires d'actions jouissant du droit de vote double.

Les votes sont exprimés par mains levées, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble le dixième du capital.

Seuils statutaires devant être déclarés (Assemblée Générale Extraordinaire du 17 décembre 1993 - article 7 III des statuts).

“Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui détient ou vient à détenir, de quelque manière que ce soit au sens de l'article L 233-7 du Code de Commerce, une fraction égale à 1 % du capital social ou tout multiple de ce pourcentage, doit informer la Société du nombre total d'actions qu'elle possède au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de l'un de ces seuils. Pour le cas où le nombre ou la répartition des droits de vote serait supérieur au nombre ou à la répartition des actions, les pourcentages mentionnés ci-dessus porteront sur la détention des droits de vote. Cette obligation s'applique également chaque fois que la fraction du capital ou des droits de vote détenus devient inférieure à l'un des seuils prévus à l'alinéa ci-dessus.

En cas de non respect des dispositions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote jusqu'à expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification. Sauf en cas de franchissement de l'un des seuils visés à l'article 356-1 précité, cette sanction ne sera appliquée que sur demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 1 % au moins du capital de la société”.

▷ Renseignements généraux concernant le capital

Composition du capital social

Le capital social s'élève au 31 décembre 2000 à 52 678 688 euros (345 549 547 francs) et est divisé en 138 219 819 actions de 2,50 francs nominal.

Au 1^{er} janvier 2001, après conversion du nominal de 2,50 francs en 0,40 euro de nominal, le capital s'élève à 55 287 928 euros divisés en 138 219 819 actions de 0,40 euro de nominal.

L'élévation du nominal a entraîné une augmentation de capital par incorporation de réserves de 2 609 238 euros.

Autorisation d'émissions

Les Assemblées Générales Extraordinaires de Publicis Groupe S.A. du 27 novembre 1987 et du 21 juin 1991 ont autorisé l'émission de 616 800 actions de 25 francs nominal sous forme d'options de souscription. De plus, dans le cadre de la fusion absorption de Publicis Communication par Publicis Groupe S.A. intervenue en décembre 1998, les 62 397 options attribuées et non encore levées existant chez l'absorbée à la date de fusion ont été reprises par l'absorbante, après conversion en 935 970 options de souscription à des actions de Publicis Groupe S.A. de 0,40 euro.

Ces options ont toutes été consenties au profit des membres des organes d'administration et de direction de Publicis Groupe S.A., société mère, ou de ses principales filiales.

Tous les renseignements relatifs à ces plans d'options de souscription figurent dans l'annexe aux comptes consolidés.

Dans le cadre de l'offre publique d'échange déposée par la société et portant sur les titres Saatchi & Saatchi, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 août 2000 a autorisé l'émission maximale de 46 096 133 actions de 2,50 francs pour permettre l'échange de l'ensemble des actions Saatchi & Saatchi présentées à l'offre. L'Assemblée a également décidé l'émission d'un nombre maximum de 46 096 133 certificats de valeur garantie permettant la remise d'un certificat pour chaque action Publicis Groupe S.A. remise en échange des actions Saatchi & Saatchi apportées.

Cette même Assemblée Générale a autorisé le Directoire à augmenter en une ou plusieurs fois le capital social d'un montant maximum de 30 millions d'euros avec et sans suppression du droit préférentiel de souscription.

Enfin l'Assemblée Générale a autorisé le Directoire à consentir pendant une durée de cinq ans et dans les limites fixées par les dispositions légales des options donnant droit à la souscription d'actions de la société à émettre ou à l'achat d'actions existantes.

Tableau d'évolution du capital de Publicis Groupe S.A. depuis 5 ans

Dates	Opérations sur le capital	Montant des variations de capital			Montants successifs du capital <i>en milliers d'euros</i>	Nombre cumulé d'actions de la société
		Nombre d'actions	Nominal <i>en milliers d'euros</i>	Prime d'émission <i>en milliers d'euros</i>		
SITUATION AU 1^{ER} JANVIER 1995					30 723	8 061 125
1996	Levées d'options de souscription d'actions	37 016	141	1 228	30 864	8 098 141
1997	Levées d'options de souscription d'actions	44 972	171	1 149	31 035	8 143 113
1998	Levées d'options de souscription d'actions	43 022	164	1 132	31 199	8 186 135
	Fusion absorption de Publicis Communication	792 076	3 019	52 210	34 218	8 978 211
1999	Levées d'options de souscription d'actions	447 785	1 707	12 067	35 925	9 425 996
2000	Division du nominal par dix	84 833 964	0	0	35 925	94 259 960
	Opération Saatchi & Saatchi ⁽¹⁾	43 889 149	16 727	1 854 066	52 652	138 149 109
	Levées d'options de souscription d'actions	70 710	27	422	52 679	138 219 819
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2000					52 679	138 219 819

(1) y compris imputation de 12 051 milliers d'euros de frais d'émission sur la prime d'émission

▷ Répartition du capital et des droits de vote

La répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2000 figure en annexe aux comptes de Publicis Groupe S.A. Hormis les actionnaires mentionnés dans ce tableau, il n'existe, à la connaissance de la société, aucun autre actionnaire détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote.

Suite au décès de Marcel Bleustein-Blanchet, le capital de la Somarel a fait l'objet, au cours du mois d'avril 1998, d'un réaménagement qui a permis d'associer des investisseurs amis à côté des membres du personnel du Groupe et du "top management" français et étranger.

A titre d'information, nous vous indiquons la répartition du capital de la Somarel connue à ce jour après liquidation de la succession Sophie Bleustein-Blanchet : Elisabeth Badinter 43,22 %, Sophie Dulac 16,05 %, investisseurs institutionnels 18,55 %, salariés du Groupe Publicis 18,55 %, Michèle Bleustein-Blanchet 2,42 %, Nicolas Rachline 1,21 %. L'ensemble de ces actionnaires est lié par un pacte visant à assurer la pérennité du contrôle exercé par la Somarel et qui prévoit expressément la fusion de Somarel avec Publicis au plus tard le 30 juin 2003.

Le nombre approximatif d'actionnaires est de 70 000.

Au 31 décembre 2000, le personnel ne détient directement aucune participation significative dans le capital.

En dehors de la détention de Madame Elisabeth Badinter, qui figure dans le tableau de répartition du capital de Publicis Groupe S.A., aucun autre membre du Conseil de Surveillance et aucun membre du Directoire ne détient de participation significative dans le capital.

Dans le cadre des autorisations de rachat par la société de ses propres actions à concurrence de 10 % du capital, données par les Assemblées Générales des actionnaires en date du 25 juin 1998, 11 décembre 1998, 22 juin 2000 et 29 août 2000 (visa COB n°00-1399), la société Publicis Groupe S.A. a racheté en 2000, 3 480 077 de ses propres titres. Un plan d'attribution d'achat d'actions dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 29 août 2000 a été mis en place.

Par ailleurs, il n'existe pas d'autocontrôle indirect, ni de pacte d'actionnaires déclaré auprès des autorités boursières.

▷ **Marché des titres**

- Lieu de cotation : Bourse de Paris (Euronext) au premier marché et New York Stock Exchange (sous forme d’American Depositary Receipts, qui ont une parité d’un ADR pour une action Publicis).
- Titres admis au premier marché : la totalité des titres composant le capital social
- Volumes traités et évolution du cours de l’action au cours des dix-huit derniers mois (en euros, ajusté pour tenir compte de la division du titre par 10 intervenue le 7 septembre 2000) :

		Volumes traités		Premier cours coté du mois	Cours du mois	
		Nombre de titres	Capitaux <i>en millions d’euros</i>		Plus haut	Plus bas
1999	octobre	3 139 130	71,7	21,9	25,0	21,3
	novembre	6 333 970	190,4	24,1	35,5	24,1
	décembre	5 003 720	173,3	32,0	38,5	31,1
2000	janvier	4 930 680	200,0	37,9	47,0	33,0
	février	7 321 960	394,3	46,0	60,1	45,8
	mars	5 818 550	344,4	53,5	69,7	50,5
	avril	5 142 170	242,6	56,5	56,5	38,4
	mai	5 809 580	270,4	56,0	57,0	37,1
	juin	9 123 670	393,9	44,3	48,3	40,1
	juillet	4 356 810	182,5	41,2	43,8	40,2
	août	24 733 200	1 043,8	41,8	45,8	39,1
	septembre	18 249 030	1 028,2	44,9	45,9	33,5
	octobre	15 788 149	533,4	36,2	39,0	29,1
	novembre	11 849 859	447,5	38,8	41,9	33,6
	décembre	8 705 900	319,3	33,5	40,0	33,3
2001	janvier	8 135 414	298,3	36,3	39,3	32,1
	février	7 897 783	277,6	35,6	36,9	33,0
	mars	8 365 368	291,9	36,0	37,7	31,4

▷ Dividendes et rendement

Dividende versé au titre de l'exercice	Nombre de titres rémunérés	Dividende unitaire <i>(en euros)</i>	Avoir fiscal <i>(en euros)</i>	Revenu global unitaire <i>(en euros)</i>	Distribution totale <i>(en millions d'euros)</i>	Cours au 31 décembre	Rendement net
1996	81 220 170	0,073	0,037	0,11	5,9	7	1,06 %
1997	81 509 930	0,079	0,040	0,12	6,5	8	1,06 %
1998	89 791 110	0,122	0,061	0,18	10,9	15	0,80 %
1999	94 293 000	0,17	0,085	0,26	16,0	38	0,45 %
2000	139 262 350	0,20	0,100	0,30	27,9	36	0,56 %

Les dividendes se prescrivent par 5 ans. Ils sont alors versés aux Domaines.

La politique de distribution de Publicis Groupe S.A. a été, au cours des dernières années, d'assurer le service d'un dividende régulier à ses actionnaires, tout en préservant une capacité d'autofinancement suffisante au développement de l'entreprise.

L'intention de Publicis Groupe S.A. pour le futur est de poursuivre une croissance régulière du dividende versé à ses actionnaires en vue d'arriver à un rendement voisin de celui de la moyenne des actions cotées à la Bourse de Paris. Ainsi, après la forte augmentation de dividendes de 1999, il sera procédé à une augmentation significative du dividende unitaire (+ 17,6 %).

Renseignements relatifs à l'activité

de Publicis Groupe S.A.

▷ **Activité du Groupe Publicis**

Publicis Groupe S.A. est le cinquième groupe mondial de publicité, présent dans 102 pays sur les cinq continents et dans 170 villes : il s'appuie sur deux grands réseaux généralistes mondiaux, Publicis Worldwide et Saatchi & Saatchi. De plus, le Groupe a l'intention de faire de Fallon Worldwide un troisième réseau, au positionnement ultra créatif, implanté dans quelques pays clés qui fonctionneront comme des "hubs" régionaux. Enfin Publicis dispose depuis le second semestre 2000 du premier réseau de communication mondial spécialisé dans le domaine de la santé, avec l'acquisition de Nelson Communications qui se rajoute aux activités santé des réseaux Publicis et Saatchi & Saatchi.

Publicis est également le quatrième acteur mondial du conseil et de l'achat d'espaces grâce à ses réseaux Optimedia et ZenithMedia (détenu conjointement avec le groupe Cordiant).

Au total 20 340 collaborateurs contribuent au succès mondial de Publicis Groupe S.A. En dehors de sa situation internationale enviable, Publicis est le premier réseau en Europe, classé dans les cinq premiers en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Espagne, en Italie et en Suisse. Publicis Groupe S.A. est d'ores et déjà dans le peloton des dix premiers groupes de communication aux Etats-Unis et au Canada. Publicis Groupe S.A. est bien représenté au Moyen-Orient et en Amérique Latine et, en 2000, l'arrivée du réseau Saatchi & Saatchi lui a conféré une forte position dans plusieurs pays d'Asie dont la Chine.

Publicis Groupe S.A. est fier de travailler pour de nombreux clients internationaux prestigieux (environ un tiers de son activité) mais aussi pour les plus grandes marques nationales des différents pays où le Groupe est implanté.

L'activité publicitaire traditionnelle du Groupe représente aujourd'hui les deux tiers de son chiffre d'affaires. Par ailleurs, Publicis Groupe S.A. s'est considérablement renforcé dans le domaine des services marketing et de la communication spécialisée qui représente un tiers du chiffre d'affaires total. Ces activités sont regroupées de la manière suivante :

- services marketing avec Frankel et Publicis Dialog dans 22 pays.
- achat d'espaces avec le réseau Optimedia présent dans 32 pays.

- communication interactive avec Publicis.Net qui intervient pour nos clients par l'intermédiaire de quatre sociétés : Publicis NetWorks, spécialisé dans la création de sites, l'e-commerce et le marketing interactif, Net.Intelligenz, spécialiste de la veille des sites web, Publicis e-brand l'agence dédiée aux "dot com" et Publicis Technology, société développant des solutions informatiques. Ces activités interactives sont présentes dans 13 pays.

- conseil en stratégie de communication, les relations publiques, avec Publicis Consultants présent en Europe et aux Etats-Unis.

Par ailleurs, le Groupe est un acteur significatif dans le secteur des médias, avec sa branche Médias & Régies : elle assure la vente d'espaces publicitaires (affichage et mobilier urbain) avec Métrobus, Publex, SB System et Somupi. Elle assure la régie publicitaire de divers médias : les régies des journaux et magazines français, Le Monde, Libération, Pariscope, l'Événement du Jeudi, Marianne, Télé Z et le Nouvel Economiste, de la radio Europe 1 en France et de Intervoz Publicidade au Portugal et des cinémas avec Médiavision dans plusieurs pays européens.

Enfin, parallèlement aux activités principales de communication du Groupe, Publicis est engagé dans une activité de distribution avec le Drugstore Champs-Élysées.

Principaux clients internationaux

	Nombre de pays	Nombre d'années de relation
PUBLICIS WORLDWIDE		
Nestlé	50	48
Renault	20	37
Sara Lee / Dim	12	37
L'Oréal	70	21
Whirlpool	47	11
Siemens	34	9
Rowenta	23	7
Coca-Cola	33	6
British Airways	57	5
Hewlett Packard	40	4
Inmarsat	79	4
Hermès	20	3
Tefal	29	3
Club Med	29	2
UBS	32	2
Ericsson	32	1
SAATCHI & SAATCHI WORLDWIDE		
Procter & Gamble	67	80
General Mill CPW	22	77
DuPont	13	52
Visa International	22	14
Toyota	28	26
Johnson & Johnson	30	30
Sony Consumer Electronics	29	2
Diageo Guinness	23	11

► Politique d'investissements

Principaux investissements réalisés depuis 3 ans

En 1998, le Groupe Publicis avait poursuivi très activement la stratégie de mondialisation entamée deux ans auparavant :

- acquisition des agences américaines de publicité Hal Riney et Evans, cette dernière étant également diversifiée dans le domaine des relations publiques ;
- acquisition de Casadevall Pedreño & PRG, une des agences les plus prestigieuses d'Espagne ;
- renforcement du Groupe en Asie du Sud-Est, avec la prise de contrôle de l'agence malaisienne Wet Desert et de l'agence thaïlandaise Prakrit, implantée non seulement en Thaïlande mais également au Myanmar, au Vietnam, au Laos et au Cambodge ;
- entrée du Groupe dans trois pays clés d'Amérique latine par acquisitions : Argentine avec l'agence Capurro, Vénézuéla avec l'agence 67 et Chili avec Unitros ;
- renforcement au Canada grâce à l'acquisition de SMW et Mediabec.

Au total, les investissements nets de l'exercice en matière d'acquisition de filiales s'étaient élevés à 84 millions d'euros. Les autres investissements se sont élevés à 63 millions d'euros dont 13 consacrés au rachat d'actions de la société par elle-même.

En 1999, le Groupe a continué à se renforcer dans plusieurs parties du monde :

- en Asie, avec l'acquisition des agences Welcomm en Corée, Ad Link en Chine et AMA aux Philippines ;
- au Moyen-Orient, avec la prise de contrôle du réseau Publi Graphics basé au Liban et présent dans sept pays de la région ;
- aux Etats-Unis, avec le rachat de Burrell Communications, une des agences les plus réputées dans le domaine de la communication vers la communauté afro-américaine et les jeunes de milieu urbain.

Les acquisitions nettes de filiales ont représenté 51 millions d'euros. Les autres investissements se sont élevés à 114 millions d'euros dont 58 millions pour les rachats d'actions.

L'année 2000, comme cela a été mentionné précédemment, a été exceptionnellement riche en événements d'une grande portée stratégique et de ce fait le montant des investissements de l'exercice a été important. L'opération majeure a été le rachat de Saatchi & Saatchi, dotant Publicis Groupe S.A. d'un deuxième réseau mondial de grande qualité mais cette opération a été payée en actions Publicis Groupe S.A. suite à une augmentation de capital et n'est pas venue alourdir le montant des investissements de l'exercice.

Le Groupe Publicis a procédé à un grand nombre d'acquisitions en particulier aux Etats-Unis :

- la prestigieuse agence de publicité Fallon ;
- l'agence Frankel, l'un des leaders dans le domaine des marketing services ;
- DeWitt Media, une agence spécialisée dans le conseil et l'achat d'espaces qui nous a permis de lancer aux Etats-Unis la marque Optimedia ;
- Winner & Associates, une agence de relations publiques ;
- Nelson Communications, le premier réseau de communication santé aux Etats-Unis, qui permet à Publicis Groupe S.A. de prendre le premier rang mondial dans ce secteur ; la majeure partie du paiement de cette acquisition a été réalisée en actions propres Publicis Groupe S.A.

Par ailleurs, le Groupe a poursuivi son renforcement en Amérique Latine en procédant à l'acquisition de Publicistas Asociados, la première agence du Pérou. Publicis Groupe S.A. a renforcé son réseau allemand en acquérant l'agence Boebel Adam.

Publicis Groupe S.A. a augmenté au total de 1,1 milliard d'euros de marge brute grâce à l'ensemble des opérations de l'année. Les investissements pour acquérir des filiales se sont élevés à 540 millions d'euros (nettes de cessions).

Le Groupe a également investi en 2000 dans le domaine de la communication interactive en créant la structure Publicis.Net qui est appelée à regrouper les participations du Groupe dans les "web agencies" acquises à travers le monde. Le Groupe a ainsi créé en 2000, en partie par croissance externe et en partie par création interne, Publicis NetWorks spécialisé dans la réalisation de sites ;

par ailleurs, Net.Intelligenz, un outil de veille sur Internet et Publicis e-brand, une agence spécialisée dans les besoins des "start-up" de l'internet sont venus compléter l'offre de Publicis.Net.

Les autres investissements se sont élevés à 136 millions d'euros, 102 pour les investissements en immobilisations et 34 pour les rachats d'actions.

Investissements futurs

Le Groupe souhaite concentrer ses investissements futurs dans trois directions :

- poursuite de son renforcement dans les agences spécialisées et dans le domaine des services marketing ;
- entrée sur le marché publicitaire japonais, le deuxième du monde ;
- consolidation des positions dans la publicité pays par pays dans les zones géographiques clés (Europe, Amérique du Nord et du Sud).

▷ Eléments exceptionnels et litiges

A la connaissance du Président du Directoire, il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine du Groupe Publicis.

Organes d'administration, de direction et de surveillance

▷ Membres du Conseil de Surveillance et du Directoire

Conseil de Surveillance

Madame **Elisabeth Badinter**, demeurant 38, rue Guynemer à Paris (75006).

Membre du Conseil de Surveillance depuis le 27 novembre 1987 et Présidente depuis le 19 avril 1996.

Présidente du Conseil d'Administration de la Somarel et Présidente du Conseil de Surveillance de Medias & Régies Europe. Activités exercées hors Publicis : Maître de conférence à l'Ecole Polytechnique et écrivain.

Monsieur **Robert Badinter**, demeurant 38, rue Guynemer à Paris (75006).

Membre du Conseil de Surveillance depuis le 14 juin 1996.

Activité exercée hors Publicis : Professeur Emérite à l'Université de Paris I (Panthéon- Sorbonne).

Monsieur **Simon Badinter**, demeurant 2191, Anthony Drive, Bath, Ohio 44333 (Etats-Unis), membre du Conseil de Surveillance depuis le 17 juin 1999.

Membre du Directoire de Médias & Régies Europe.

Directeur du Développement International de Médias & Régies Europe.

Madame **Monique Bercault**, demeurant 51, rue Berthier à Versailles (78000), membre du Conseil de Surveillance depuis le 25 juin 1998.

Conseiller Technique auprès du Président de Médias & Régies Europe.

Monsieur **Michel Cicurel**, demeurant 60, avenue Henri Martin à Paris (75016), membre du Conseil de Surveillance depuis le 17 juin 1999.

Président du Directoire de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild et de la Compagnie Financière Saint-Honoré, il exerce plusieurs mandats d'administrateur.

Monsieur **Michel David-Weill**, demeurant 810 - 5^e Avenue à New-York 10021 (Etats-Unis).

Membre du Conseil de Surveillance depuis le 21 juin 1990. Mandats d'administration les plus significatifs hors Publicis : Président-directeur général de Maison Lazard Développement et Associé Gérant de la société Lazard Frères et Compagnie, il exerce aussi de très nombreux mandats au sein du Groupe Lazard.

Madame **Sophie Dulac**, demeurant 86, avenue Niel à Paris (75017).

Membre du Conseil de Surveillance depuis le 25 juin 1998 et Vice-Présidente depuis le 17 juin 1999.

Gérante de Sophie Dulac Conseil et Moïra.

Madame **Hélène Ploix**, demeurant 71, boulevard Arago à Paris (75013).

Membre du Conseil de Surveillance depuis le 25 juin 1998.

Présidente de Pechel Industries et administrateur de Lafarge.

Monsieur **Félix George Rohatyn***, demeurant 810 - 5^e Avenue, New-York NY10021, USA

Sa nomination en tant que Membre du Conseil de Surveillance sera proposée à l'Assemblée de Publicis Groupe S.A. du 14 juin 2001.

Il exerce de différents mandats et notamment il est membre du Conseil d'Administration de la société Comcast Corporation (USA) et de la société FIAT SPA (Italie).

Monsieur **Amaury-Daniel de Sèze**, demeurant 51, boulevard Beauséjour à Paris (75116).

Membre du Conseil de Surveillance depuis le 25 juin 1998.

Membre du Directoire de Paribas, il exerce par ailleurs de très nombreux mandats de membre du Conseil de Surveillance ou d'administrateur.

Monsieur **Bob Seelert**, demeurant 51, West Road Newcanann CT 06840, (Etats-Unis).

Membre du Conseil de Surveillance depuis le 29 août 2000, il est Chairman de Saatchi & Saatchi Plc et membre du Conseil d'Administration de la société Vanteq, Inc. (Etats-Unis).

*soumis à l'approbation de l'AGO du 14 juin 2001

Monsieur **Henri-Calixte Suaudeau**, demeurant 127, avenue Jean-Baptiste Clément à Boulogne (92100).
Membre du Conseil de Surveillance depuis le 27 novembre 1987, il est administrateur de Publicis Conseil et Directeur du Département Immobilier de Publicis Groupe S.A.

Monsieur **Gérard Worms**, demeurant 61 bis, avenue de la Motte Picquet à Paris (75015), membre du Conseil de Surveillance depuis le 25 juin 1998.

Associé-Gérant de Rothschild et Cie Banque, il exerce plusieurs mandats d'administrateur : SGB Belgique, Telecom Italia, Metropole Télévision, Degrémont.

Directoire

Monsieur **Maurice Lévy**, demeurant 240 bis, boulevard Saint-Germain à Paris (75007).

Nommé Président du Directoire le 27 novembre 1987, il exerce de très nombreux mandats au sein du Groupe Publicis.

Monsieur **Bruno Desbarats-Bollet**, demeurant 7, rue de la Fontaine à Bailly (78870).

Membre du Directoire depuis le 27 novembre 1987, en charge de la branche Médias & Régies, il exerce également de nombreux mandats au sein du Groupe Publicis.

Monsieur **Kevin Roberts**, demeurant 57 Portland Road, Auckland, (Nouvelle Zélande). Membre du Directoire depuis le 14 septembre 2000, il est CEO de Saatchi & Saatchi.

Monsieur **Bertrand Signier**, demeurant 12, rue d'Auteuil à Paris (75016).

Membre du Directoire depuis le 17 juin 1999, il exerce également plusieurs mandats français et internationaux au sein du Groupe Publicis.

Réunions du Conseil de Surveillance et du Directoire

Le Conseil de Surveillance se réunit tous les trois mois pour examiner le rapport trimestriel présenté par le Directoire.

Le Directoire se réunit mensuellement.

Ces deux organes sociaux sont le cas échéant réunis à titre exceptionnel aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

▷ Comités spécialisés

Au début de l'année 2000, il a été décidé de mettre en place :

- un comité de nomination et de rémunération qui a commencé ses travaux d'élaboration de ses procédures internes ;
- un comité d'audit qui a notamment approuvé le choix d'un second auditeur international (Ernst & Young) et a commencé à exercer pleinement sa mission début 2001 à l'occasion de l'arrêté des comptes de l'exercice 2000.

▷ Schémas d'intéressement du personnel

Il n'existe aucun schéma d'intéressement du personnel en dehors de la participation légale des salariés aux fruits de l'expansion.

Renseignements

concernant l'évolution récente

Plusieurs acquisitions sont venues depuis le début de l'année illustrer les grandes orientations stratégiques du Groupe (renforcement dans le domaine des agences spécialisées et des services marketing, renforcements géographiques sur les marchés clés en Europe, en Amérique du Nord et du Sud et entrée en tant qu'acteur de taille significative sur le marché japonais) :

- Fisch.Maier.Direkt en Suisse dans le domaine du marketing direct ;
- Web Image en Israël, le leader israélien des web agencies ;
- Carré Noir, une des plus belles agences de design en France ;
- Sanchez & Levitan (agence à laquelle sera adjointe deux bureaux de l'agence Siboney), une des grandes agences de la communauté hispanique aux Etats-Unis.

Par ailleurs, True North fait actuellement l'objet d'une offre publique d'achat par le groupe Interpublic (IPG) par échange de titres sur la base de 1,14 action Interpublic échangée pour 1 action True North apportée à l'offre. Publicis détient aujourd'hui 4 658 000 actions True North et devrait, si l'offre allait effectivement à son terme, se trouver détenir 5 310 120 actions Interpublic.

Enfin, Publicis est en train de finaliser un accord avec le groupe britannique Cordiant concernant la société de conseil et d'achats d'espace ZenithMedia : cette société était détenue jusque là à hauteur de 50 % par Cordiant et 50 % par Saatchi & Saatchi. Cet accord devrait permettre de créer une société holding contrôlée à hauteur de 75 % par Publicis et 25 % par Cordiant qui détiendra 100 % de deux entités, ZenithMedia et Optimedia, la structure équivalente du réseau Publicis. Les deux marques Optimedia et ZenithMedia ont vocation à rester séparées mais un grand nombre d'économies d'échelle pourront être mises en œuvre entre les deux entités (achats, services administratifs,...). Ce nouvel ensemble constituerait la quatrième force mondiale en achat d'espace avec un chiffre d'affaires d'environ 17 milliards d'euros et une marge brute de 210 millions d'euros.

Résolutions

proposées à l'Assemblée Générale Mixte, Ordinaire annuelle et Extraordinaire du 14 juin 2001

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ORDINAIRE

▷ Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes, comme du bilan, du compte de résultat et de l'annexe de l'exercice 2000, approuve les opérations résumées dans ces rapports ainsi que les comptes annuels faisant apparaître un bénéfice de 192 019 139 euros (1 259 562 984 francs).

▷ Deuxième résolution

L'Assemblée Générale approuve l'affectation du bénéfice de l'exercice 2000 telle que proposée par le Directoire.

Le bénéfice de 192 019 139 euros (1 259 562 984 francs) majoré du précédent report à nouveau de 24 896 736 euros (163 311 882 francs) forme un bénéfice distribuable de 216 915 875 euros (1 422 874 866 francs) que l'Assemblée décide d'affecter :

	En euros	En francs
- A la réserve légale	1 675 408	10 989 956
- A la distribution aux actions arrêtées au 15 mars 2001 (0,20 euro ou 1,31 franc x 139 262 350 actions)	27 852 470	182 700 227
- Au report à nouveau	187 387 997	1 229 184 683
TOTAL AFFECTÉ	216 915 875	1 422 874 866

Le dividende net est de 0,20 euro (1,31 franc) par action de 0,40 euro de nominal, avec un avoir fiscal de 0,10 euro (0,66 franc). Il sera mis en paiement le 10 juillet 2001.

L'Assemblée Générale décide, conformément aux dispositions de l'article L 225-210 alinéa 4 du Code de Commerce, que le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues à la date de la mise en paiement sera affecté au compte report à nouveau.

Elle reconnaît que le rapport du Directoire a fait état des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices (avant division par 10 du nominal intervenue le 7 septembre 2000), à savoir :

1997

- 0,79 euro par action de 25 francs nominal, 0,40 euro d'avoir fiscal,
- soit 5,20 francs par action de 25 francs nominal, 2,60 francs d'avoir fiscal.

1998

- 1,22 euro par action de 25 francs nominal, 0,61 euro d'avoir fiscal,
- soit 8,00 francs par action de 25 francs nominal, 4,00 francs d'avoir fiscal.

1999

- 1,70 euro par action de 25 francs nominal, 0,85 euro d'avoir fiscal,
- soit 11,15 francs par action de 25 francs nominal, 5,575 francs d'avoir fiscal.

▷ Troisième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus au Directoire pour sa gestion de l'exercice 2000.

▷ Quatrième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus aux membres du Conseil de Surveillance au titre de leur mandat pour l'exercice 2000.

▷ Cinquième résolution

L'Assemblée Générale fixe le montant des jetons de présence à allouer à chacun des membres du Conseil de Surveillance à 7 622,45 euros (50 000 francs) pour l'exercice 2000, ces jetons de présence étant augmentés d'un tiers pour les membres faisant partie du Comité d'audit et du Comité de nomination et de rémunération en fonction de leur présence.

▷ Sixième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes établi conformément aux dispositions de l'article L 225-86 du Code de Commerce, approuve les termes de ce rapport.

▷ Septième résolution

L'Assemblée Générale nomme, en qualité de nouveau membre du Conseil de Surveillance pour une durée de six ans qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2006, Monsieur Félix Rohatyn.

▷ Huitième résolution

L'Assemblée Générale nomme en qualité de second Commissaire aux Comptes titulaire, pour une durée de six exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2006, le Cabinet Ernst & Young Audit sis 4, rue Auber à Paris (75009).

▷ Neuvième résolution

L'Assemblée Générale nomme en qualité de second Commissaire aux Comptes suppléant, pour une durée de six exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2006, Monsieur Denis Thibon demeurant 11, faubourg de l'Arche à Paris La Défense (92037).

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

▷ Dixième résolution

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Directoire, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux Comptes et connaissance prise de la note d'information ayant reçu le visa de la Commission des Opérations de Bourse,

1. autorise le Directoire à acheter les actions de la société, pendant une durée de dix-huit mois à compter de ce jour,
2. décide que ces achats d'actions pourront s'opérer par tous moyens, y compris de gré à gré et par bloc d'actions, en une ou

plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il plaira au Directoire dans la limite maximale de 10 % du nombre total des actions devant composer le capital social, étant rappelé que la société possède au 10 mars 2001 3 236 948 actions de 0,40 euro acquises au titre d'une précédente autorisation et que l'enveloppe globale maximale allouée à cette opération est fixée à 450 millions d'euros,

3. décide que les actions, dans la limite ci-dessus fixée, pourront être acquises sur décision du Directoire, dans le cadre de la gestion financière des fonds propres de la société en vue :

- d'être attribuées aux salariés de la société, au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou en cas de levée d'options d'achat ou encore dans le cadre d'un plan d'actionnariat ou d'un plan d'épargne entreprise,
- d'intervenir sur le marché aux fins de régularisation du cours de Bourse des actions de la société,
- d'être annulées par voie de réduction de capital,
- d'être conservées,
- d'être transférées, par quelque moyen que ce soit, et notamment en vue de prise de participations ou d'intérêts dans d'autres sociétés.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Directoire pour poursuivre la réalisation des achats d'actions autorisés et pour, en cas de décision de leur annulation, constater la réduction consécutive du capital social, imputer l'excédent du prix d'achat par rapport à la valeur nominale des actions annulées sur les réserves.

Les actions ainsi achetées ne pourront être annulées que dans la limite de 10 % du capital de la société par période de vingt-quatre mois.

▷ Onzième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, décide :

- de porter à 200 le nombre d'actions devant être détenues par les membres du Conseil de Surveillance,
- et, en conséquence, que le paragraphe V de l'article 13 des statuts régissant la société sera désormais rédigé comme suit :

“V. - Chaque membre du Conseil de Surveillance doit être porteur de 200 actions au moins pendant toute la durée de son mandat. Elles sont soit nominatives, soit au porteur. Si ces actions sont au porteur, l'intermédiaire habilité teneur du compte doit justifier à la société de leur possession dans les conditions légales.”

▷ Douzième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et conformément aux dispositions de l'article L 225-129-IV du Code de Commerce, décide expressément que les délégations données au Directoire par l'Assemblée Générale Mixte du 29 août 2000 sous les huitième et neuvième résolutions, pour une durée de 26 mois, à l'effet d'émettre, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, toutes valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la société et, en conséquence, réaliser l'augmentation de capital de la société d'un montant maximum de 30 millions d'euros ou de sa contre-valeur en toutes autres monnaies, sont maintenues en période d'offre publique d'achat ou d'échange visant les titres de la société jusqu'à la date de réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2001.

▷ Treizième résolution

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, du Conseil de Surveillance et du rapport des Commissaires aux Comptes :

- constate que le Directoire a fait usage de la délégation prévue à la première résolution prise à titre extraordinaire de l'Assemblée Générale du 29 août 2000 et a procédé en conséquence à l'augmentation de capital de Publicis Groupe S.A. dans le cadre de l'offre publique d'échange présentée par la société sur les actions Saatchi & Saatchi ;

- prend acte que Publicis Groupe S.A. n'a pas attribué des options Publicis Groupe S.A. aux porteurs d'options Saatchi & Saatchi ;

- et que ces derniers ont, dans un premier temps, exercé leurs options Saatchi & Saatchi pour obtenir des actions Saatchi &

Saatchi. Dans un deuxième temps, et dans le cadre de l'offre publique d'échange mentionnée ci-dessus, Publicis Groupe S.A. a augmenté son capital social conformément aux articles 225-129 et 225-148 du Code de Commerce, en attribuant des actions Publicis Groupe S.A. aux porteurs d'actions nouvelles Saatchi & Saatchi, sur la base du rapport d'échange de 18 252 actions Publicis Groupe S.A. de 2,50 francs nominal pour 100 actions Saatchi & Saatchi ;

- constate que le Directoire a fait usage de la délégation à cette fin, et dans les limites du montant nominal maximum de 115 242 067,50 francs précédemment autorisé représentant un maximum de 46 096 827 actions de 2,50 francs nominal ;

- renouvelle en tant que de besoin la délégation objet de la première résolution prise à titre extraordinaire de l'Assemblée Générale du 29 août 2000, à la seule fin de rémunérer les porteurs d'actions nouvelles Saatchi & Saatchi dans le cadre de l'offre publique ;

- décide que le Directoire a tous pouvoirs avec faculté de subdélégation, dans la limite des montants fixés dans la première résolution de l'Assemblée Générale du 29 août 2000 et dans un délai de 2 ans à compter de cette dernière date :

- pour procéder en une ou plusieurs fois à l'augmentation de capital de la société pour déterminer les dates et conditions d'émission des actions nouvelles de la société ;

- inscrire au bilan, à un compte de “prime d'apport”, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;

- procéder s'il y a lieu, à l'imputation sur ladite prime d'apport de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération autorisée et prélever sur cette prime le montant nécessaire pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital ;

- et généralement, décider et effectuer le nécessaire en vue de la réalisation de l'augmentation de capital et de la modification corrélative des statuts de la société.

▷ Quatorzième résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir tous dépôts et formalités de publicité légale et autres qu'il appartiendra.

Calendrier financier 2001

Résultats annuels 2000	15 mars 2001
Résultats 1 ^{er} semestre 2001	13 septembre 2001
Chiffres d'affaires trimestriels 2001 :	
– T1	14 mai 2001
– T2 (6mois)	13 août 2001
– T3 (9 mois)	12 novembre 2001
– T4 (12 mois)	12 février 2002
Sortie du rapport annuel	début juin 2001
Assemblée générale des actionnaires	14 juin 2001
Date de paiement du dividende	10 juillet 2001

Tableau de concordance

Afin de faciliter la lecture du présent document de référence, la table thématique ci-dessous permet d'identifier les principales rubriques de l'instruction d'application du règlement COB 98-01/95-01.

I- Responsables du document de référence et du contrôle des comptes

1.1	Responsable du document	78
1.2	Responsables du contrôle des comptes	78
1.3	Responsables de l'information financière	80

II- Renseignements de caractère général concernant Publicis Groupe S.A. et son capital

2.1	Renseignements généraux concernant Publicis Groupe S.A.	81
2.2	Renseignements généraux concernant le capital	82
2.3	Répartition du capital et des droits de vote	84
2.4	Marché des titres	85
2.5	Dividendes et rendement	86

III- Renseignements relatifs à l'activité de Publicis Groupe S.A.

3.1	Activité du Groupe Publicis	87
3.2	Chiffre d'affaires par branche d'activité	42
3.3	Evolution des effectifs	39
3.4	Politique d'investissements :	
	Etudes et recherches	24
	Principaux investissements réalisés depuis 3 ans	88
3.5	Données caractéristiques sur l'activité des principales filiales	3 à 8
3.6	Eléments exceptionnels et litiges	89

IV- Patrimoine – Situation financière – Résultats

4.1	Comptes sociaux de Publicis Groupe S.A.	60 à 73
4.2	Comptes consolidés de Publicis Groupe S.A.	18 à 21, 23 à 44
4.3	Résultats par action et totaux	18
4.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés	22
4.4	Liste des sociétés consolidées	45 à 53

V- Organes d'administration, de direction et de surveillance

5.1	Conseil de Surveillance et Directoire :	
	Composition	90, 91
	Réunions	91
	Rémunération	39
5.2	Comités spécialisés :	
	Description	91
	Composition	12
5.3	Schémas d'intéressement du personnel	91

VI- Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir

Publicis Groupe S.A.

133, avenue des Champs-Élysées

75008 Paris - France

tél: 01 44 43 70 00, fax: 01 44 43 75 25

www.publicis.fr

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 55 719 414 euros

542 080 601 RCS Paris - code NAF 741J